

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU

CARACTÈRE DE L'INTERDICTION

QUANT A SES CAUSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Jeudi 13 Février 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Jean BERTRANDON

Président : M. BARTIN, professeur.

Suffragants { MM. PIÉDELIEVRE, professeur
WAHL, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552824_0047

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU

CARACTÈRE DE L'INTERDICTION

QUANT A SES CAUSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Jeudi 13 Février 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Jean BERTRANDON

Président : M. BARTIN, professeur

Suffragants { MM. PIÉDELIEVRE, professeur
WAHL, agrégé



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE

DU

CARACTÈRE DE L'INTERDICTION

Quant à ses Causes

INTRODUCTION

Lorsqu'il a atteint l'âge de vingt-et-un ans l'homme devient capable de tous les actes de la vie civile (art. 488 du Code civil). Jusque-là il a vécu sous l'autorité de son père ou de son conseil de famille, n'ayant ni le gouvernement de sa personne, ni la disposition de ses biens ; l'émancipation, d'ailleurs si rare, n'a pu lui apporter que des pouvoirs très limités. Désormais il est majeur, libre dans sa personne comme dans l'administration de sa fortune, et tous les actes qu'il fera seront valables sans qu'il ait besoin de l'intervention d'une autre personne.

Cet état de pleine capacité doit normalement durer autant que la vie. Pourtant il n'en est pas toujours ainsi.

Après avoir proclamé dans l'article 488 le principe de la capacité du majeur, le titre XI du livre I^{er} du Code civil ne contient que des dérogations à cette règle. L'article 489 porte que « le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides ». L'article 499 décide « qu'en rejetant la demande d'interdiction le tribunal pourra néanmoins, si les circonstances l'exigent, ordonner que le défendeur ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier ni en donner décharge, aliéner ni grever ses biens d'hypothèques sans l'assistance d'un conseil qui lui sera nommé par le même jugement. » Enfin l'article 513 applique aux prodigues la mesure énoncée par l'article 499.

Dans le premier cas la capacité est en principe entièrement supprimée : la personne à qui les tribunaux appliquent l'article 489 est mise en tutelle et assimilée complètement à un mineur non émancipé ; dans les deux autres cas la capacité est seulement restreinte, mais elle l'est, il est vrai, dans une mesure considérable. L'article 489 établit l'interdiction ; les articles 499 et 513 créent le conseil judiciaire.

C'est uniquement de ces dispositions du Code civil

restrictives de la capacité des majeurs que nous voulons nous occuper ici. Il y a pourtant d'autres cas où un majeur peut être privé en tout ou en partie de l'exercice de ses droits : l'article 29 du Code pénal décide que certaines catégories de condamnés aux peines criminelles seront en état d'interdiction légale et mis en tutelle ; l'article 42 du même Code prévoit que les tribunaux jugeant correctionnellement pourront dans certains cas interdire en tout ou en partie l'exercice de certains droits civils, civiques et de famille.

Mais nous laisserons entièrement de côté ces institutions du droit criminel qui sont des peines et non des règles civiles de capacité. Nous étudierons seulement les trois institutions du titre XI du Code civil, l'interdiction, le conseil judiciaire de l'article 499 et le conseil judiciaire de l'article 513 que nous réunissons sous le nom générique d'interdiction. Nous ne nous proposons pas d'ailleurs d'en faire une étude complète, comprenant leurs causes, les personnes auxquelles elles peuvent s'appliquer, leur procédure et leurs effets. Ce serait dépasser de beaucoup le cadre d'une simple thèse et d'ailleurs beaucoup de ces points ont fait l'objet d'ouvrages complets et définitifs.

Nous envisagerons ces institutions uniquement au point de vue de leurs causes. Nous déterminerons dans quel cas la capacité d'un majeur peut être res-

treinte, quelle est la portée des termes, imbécillité, démence, fureur de l'article 489, quelles sont les circonstances qui justifient l'application de l'article 499, qu'est-ce que dans notre droit signifie le mot prodigue. En dégageant ces causes qui motivent l'interdiction ou la dation d'un conseil judiciaire, nous verrons comment elles se justifient et quel caractère elles impriment à ces institutions qui nous apparaissent, tantôt comme une mesure de protection établie uniquement dans l'intérêt de l'incapable, tantôt comme une mesure de répression destinée à mettre un frein à des excès jugés nuisibles pour sa famille et pour l'Etat. Ayant ainsi reconnu que d'une part l'interdiction et le conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit, d'autre part le conseil judiciaire pour prodigalité, ont un caractère absolument distinct et répondent à des besoins complètement différents, nous serons amené à nous demander s'il ne faut voir là que les diverses faces d'une même institution ou s'il n'y a pas là deux institutions séparées. Nous arriverons à nous convaincre qu'il y a deux institutions absolument distinctes, bien que portant le même nom de conseil judiciaire : l'une n'étant que le prolongement de l'interdiction, l'autre celle de l'article 513 n'ayant avec elle rien de commun. Alors nous rechercherons quelles sont les conséquences de cette dualité d'institutions.

Nous diviserons cette étude en trois parties :

— II —

I. — Les causes de l'interdiction et du conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit ;

II. — La notion de prodigalité ;

III. — La distinction des deux institutions de conseil judiciaire et ses conséquences.

PREMIÈRE PARTIE

LES CAUSES DE L'INTERDICTION ET DU CONSEIL JUDICIAIRE POUR FAIBLESSE D'ESPRIT

Au cours de leurs travaux sur les lois consacrées aux personnes, les auteurs du Code devaient être naturellement amenés à régler la condition des fous et des faibles d'esprit. Toutes les législations, en effet, ont dû se préoccuper du sort de ces malheureux que leur infirmité relègue en marge de la société agissante ; la nature même de leur mal impose en leur faveur des mesures de protection.

Qu'il s'agisse du dément que ses idées délirantes rendent incapable de réfléchir ou de juger, de l'imbécile chez qui la raison ne s'est jamais éveillée, tous deux privés du libre-arbitre et dans l'impossibilité absolue d'administrer une fortune ou de l'être moins déshérité que la faiblesse d'esprit ou le grand âge placent dans un état d'évidente infériorité vis-à-

vis des autres hommes, la société n'a pas le droit de se désintéresser de leur sort. Personne ne songe à contester leur droit à la protection des lois et le devoir du législateur est de chercher à remédier dans la mesure du possible à l'injustice de la nature.

Pour sauvegarder les intérêts de ces malheureux notre droit a employé l'interdiction. Cette mesure retirant à celui qui en est l'objet la disposition de ses biens et le remettant en tutelle présente toute la sécurité désirable. Aussi elle a été connue et pratiquée aussi bien dans le droit romain que dans notre ancien droit et elle a pénétré dans notre Code sans difficulté comme une institution toute naturelle. Mais il est très remarquable de constater qu'au cours des siècles les catégories de personnes auxquelles elle s'appliquait ont beaucoup varié.

Rome n'interdisait pas les fous, ni les faibles d'esprit. Cette mesure était réservée aux prodiges. Le droit romain considérait l'incapacité des aliénés comme une simple incapacité naturelle, et il ne cherchait pas à la transformer en une incapacité légale ; il se bornait à leur donner un curateur qui agissait pour eux tant que durait leur maladie et dont les fonctions étaient suspendues dès qu'apparaissait un intervalle lucide. Nous verrons à propos de ces intervalles combien le système romain présente d'inconvénients et combien il est dangereux.

Notre ancien droit avait, au contraire, beaucoup

employé l'interdiction ; il en usait dans des circonstances multiples à tel point qu'il en avait fait une institution disparate répondant aux besoins les plus divers. On interdisait bien les déments, les furieux, les sourds-muets à moins qu'ils ne fussent instruits. Mais à l'imitation des Romains on interdisait aussi les prodigues et, ce qui est tout à fait remarquable, l'inconduite justifiait parfois cette mesure notamment quand une femme de grande famille se mésalliait.

L'ordonnance de Blois portait, en effet, dans son article 182 : « Les veuves ayant enfans d'autres mariages et qui se remarient follement à personnes indignes de leur qualité, les aucunes à leurs valets seront interdites. » Merlin (1) rapporte à ce sujet quelques arrêts particulièrement sévères : « La veuve d'un procureur au Parlement de Paris fut interdite par ce Parlement, le 19 août 1748, parce qu'elle avait l'intention d'épouser son domestique à qui elle avait déjà assuré une pension viagère. Devant la mesure qui la menaçait, elle demandait à être condamnée seulement à ne pas se remarier sans le consentement d'un avocat ; le Parlement ne voulut pas s'arrêter à une demi-mesure. Un arrêt du Parlement de Bretagne rendu en décembre 1614, juge même qu'une femme qui a fait un semblable mariage est

1. Merlin. *Répert. de jurispr.* V° Interdiction, § II.

interdite de plein droit, sans aucun jugement qui la déclare telle et que par conséquent tous les contrats qu'elle fait pendant ce mariage sont nuls.

Dans beaucoup de ces cas, l'interdiction complète aurait été une mesure trop grave pour la situation à laquelle il fallait remédier ; aussi en usait beaucoup dans l'ancien droit d'interdictions partielles. Telle personne était seulement privée du droit d'aliéner, telle autre ne pouvait pas entreprendre de procès sans l'avis favorable d'un avocat : si l'on craignait de voir une personne se déshonorer par une alliance inconvenante, on lui faisait nommer un conseil sans l'autorisation duquel elle ne pouvait pas se marier. D'autres fois l'interdiction s'appliquait bien à tous les actes, mais on ne la prononçait que pour une durée limitée, pour deux ans par exemple. Comme le disait l'avocat Cochin, « le remède varie suivant les circonstances et c'est la nature de chaque affaire qui règle la manière dont on doit pourvoir aux besoins de ceux à qui ces secours sont nécessaires. »

Sous l'influence des idées révolutionnaires, les auteurs du code ont apporté dans toutes ces mesures restrictives de la capacité des simplifications considérables, tout en leur imprimant très nettement le caractère d'institution de protection pour les malades. Les interdictions partielles ont disparu, ainsi que celles à durée limitée ; le chapitre II du titre XI

du Code civil qui renferme les règles sur l'interdiction ne contient plus que deux mesures : l'une complète, l'interdiction ; l'autre, moins grave, le conseil judiciaire, toutes deux prononcées pour une durée indéterminée. D'autre part, notre code a considérablement restreint le nombre des personnes auxquelles ces mesures peuvent s'appliquer et il les a rigoureusement déterminées.

Une législation basée sur l'égalité des personnes et la liberté individuelle ne pouvait conserver l'interdiction pour cause de mésalliance ; les prodiges même devaient logiquement échapper à toute contrainte ; il n'en était pas question dans les divers projets de code et ce n'est qu'au cours des discussions qu'on a cru devoir les soumettre au contrôle d'un conseil judiciaire et on leur a pour cela consacré un chapitre spécial. Le chapitre II du titre XI du Code civil consacré à l'interdiction ne s'applique donc qu'aux personnes qui ne jouissent pas de l'intégrité de leurs facultés mentales.

CHAPITRE PREMIER

De l'interdiction

Les auteurs du Code ont cru devoir énumérer les cas où l'interdiction pouvait être appliquée. L'article 489 est ainsi conçu : « Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité de démence ou de fureur doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides. » Le tribun Tarrible dans son discours au Corps législatif (séance du 8 germinal an XI) (1), commenta ces expressions : « L'imbécillité, dit-il, est une faiblesse d'esprit causée par l'absence ou l'oblitération des idées. La démence est une aliénation qui ôte à celui qui en est atteint l'usage de sa raison. La fureur n'est qu'une démence portée à un plus haut degré qui pousse le furieux à des mouvements dangereux pour lui-même et pour les autres. »

Cette énumération légale des causes d'interdiction a été l'objet de vives critiques ; on l'a déclarée

1. Fenet. *Recueil des travaux préparatoires*, t. X, p. 740.

inexacte, car la fureur n'est pas une sorte particulière de folie ; c'est un accident qui peut se rencontrer dans toutes les espèces d'aliénation mentale, même l'idiotie. On lui a, d'autre part, reproché d'être insuffisante et de n'être même pas conforme à l'état de la science au moment de la confection du code ; en effet, dès l'an IX, deux ans avant la promulgation du titre de la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire, Pinel, le grand rénovateur de la médecine mentale, avait proposé de distinguer quatre espèces de folie : 1^o la manie ; 2^o la mélancolie ; 3^o la démence ; 4^o l'idiotisme. Plus tard, Esquirol devait y ajouter la monomanie. A plus forte raison l'énumération du Code ne correspond plus aux données de la médecine mentale actuelle, cette science étant une de celles qui ont fait les progrès les plus considérables au cours du XIX^e siècle.

Ces critiques sont peut-être exagérées. Il semble bien, en effet, que les auteurs du Code n'ont pas voulu attacher aux mots qu'ils employaient une valeur scientifique ; ce n'est pas dans des ouvrages de médecine qu'ils sont allés les chercher, mais dans le droit romain. Imbécillité, démence, fureur correspondent bien aux expressions latines, *mente captus*, *fatuus*, *demens*, *furiosus*. En employant ces termes vagues, qui, à Rome, désignaient toutes les maladies de l'esprit, la loi permet d'y faire entrer toutes les classes de la folie.

L'aliénation mentale peut revêtir des formes si diverses que si l'on voulait s'en tenir au texte strict de la loi, en rejetant la demande d'interdiction toutes les fois qu'il n'y aurait pas véritablement imbecillité, démence ou fureur, on aboutirait à des conséquences absurdes et injustes. Mais l'esprit de la loi est clair, si son texte est insuffisant. En réalité on peut dire qu'il n'y a en droit français qu'une cause d'interdiction : c'est le dérangement des facultés intellectuelles, qui prive l'homme de son libre arbitre et le met hors d'état de diriger ses affaires.

C'est à la jurisprudence à décider, en présence de chaque cas particulier, si on peut le faire entrer ou non dans les termes de la loi largement interprétée. Cette liberté d'appréciation en matière d'interdiction constitue pour les magistrats un des pouvoirs les plus considérables que leur confère le Code ; c'est presque le droit de rayer un homme de la société qui est laissé à l'arbitraire du juge.

Un siècle s'est écoulé depuis la promulgation du Code et l'on peut juger de la manière dont la jurisprudence s'est acquittée de sa mission. Des nombreux arrêts rendus en cette matière se dégage nettement l'idée que les magistrats se sont montrés très exigeants pour prononcer l'interdiction. Ils ont multiplié les conditions restrictives de façon à ne l'appliquer que comme un remède suprême, dans les cas les plus pressants et les moins équivoques. Nous

allons étudier successivement ces conditions ; elles tiennent à la nature de la maladie, à sa durée, à sa répercussion sur les intérêts pécuniaires de l'interdit.

SECTION I

Nature de la maladie

« Les cas dans lesquels une personne majeure doit être interdite sont énumérés par l'article 489 du Code civil ; les dispositions de cet article sont manifestement restrictives et ne sauraient par suite être étendues par voie d'analogie à des cas autres que ceux qui y sont spécifiés. » (1).

Ces expressions dépassent certainement la pensée de l'auteur du jugement ; comme nous l'avons indiqué plus haut, les magistrats sont obligés d'étendre les termes de la loi pour y faire entrer d'autres catégories d'aliénation mentale. Mais elles montrent bien dans quel esprit la jurisprudence a procédé à cette extension. Elle a toujours hautement proclamé la nécessité d'une maladie mentale. Présentant ses observations sur une demande en interdiction devant le Tribunal de la Seine, l'avocat du roi Marchangy

1. Trib. de Castelsarrazin, sous Toulouse, 8 fév, 1899. *Le Droit*, 14 juillet 1899.

disait : « Rejetant les analogies, les métaphores, le style figuré, vous ne verrez l'imbécillité, la démence, la fureur que là où il y aura positivement lésion des organes de l'entendement, véritable aliénation mentale, désordre physique et moral dans le siège de la raison et de la pensée » (1).

De nombreux arrêts précisent cette idée : « Ces mots fureur, démence, imbécillité, doivent se prendre dans le sens étroit d'une altération essentiellement involontaire et morbide des facultés intellectuelles. » (2).

« L'interdiction ne doit pas être appliquée aux maladies physiques ; elle n'est établie que pour remédier aux maladies mentales. » (3).

« L'état habituel d'imbécillité, de démence, de fureur, ne se suppose pas, mais il doit être prouvé jusqu'à l'évidence. L'interdiction, qui est une grave atteinte à la liberté individuelle, n'a été établie que pour remédier aux conséquences qui peuvent résulter des maladies mentales ; elle ne doit pas être appliquée aux maladies physiques. » (4).

Il est du reste curieux de constater que, si la jurisprudence n'a pas hésité à étendre, quand c'était

1. Trib. de la Seine, 30 août 1817. S. Chr. 5.2.323.

2. Rouen, 18 janvier 1865. S. 65.2.350.

3. Caen, 1^{er} mai 1879. S. 79.2.336.

4. Trib. Beauvais, 8 déc. 1898. *Rec. de la Gazette des Tribunaux*, 1899, t. I. 2.359.

nécessaire, l'interdiction à des formes de folie autres que celles qui sont énumérées dans l'article 489, elle a souvent tenu à conserver, même dans ce cas, la formule de cet article. Dans de nombreux arrêts, en effet, les magistrats se trouvant en présence d'une personne à interdire, qu'elle soit démente, faible d'esprit, hystérique, épileptique, n'ont pas spécifié dans les motifs dans quelle catégorie elle pourrait être classée par la science médicale, mais, après avoir énoncé les faits qui prouvent que son état mental la rend incapable de gérer ses biens, ils décident que cette personne se trouve dans l'état d'imbécillité, démence ou fureur prévue par l'article 489 et que dès lors il y a lieu à interdiction. Cette observation prouve bien que pour la jurisprudence il n'y a qu'une seule cause d'interdiction, l'altération des facultés intellectuelles, mettant le malade hors d'état d'exercer utilement les droits que la loi confère au majeur.

Ainsi donc une maladie mentale est nécessaire pour justifier l'interdiction. Mais les troubles cérébraux présentent une infinité de nuances et de degrés depuis la faiblesse d'esprit jusqu'à l'imbécillité absolue, depuis la simple manie jusqu'au délire général. La jurisprudence devait naturellement en tenir compte; chargée d'assurer la régularité des relations entre les hommes, elle ne pouvait s'occuper de ces altérations qu'autant qu'elles devaient avoir une répercussion sur la conduite de ceux qui en

étaient atteints. Toute notre législation est construite sur l'idée de l'autonomie de la volonté ; fidèles à ce grand principe, les tribunaux n'ont prononcé l'interdiction que lorsque la volonté était atteinte, lorsque le libre arbitre avait disparu.

L'inconscience du malade qui n'agira plus en vertu de sa volonté et qui n'obéira plus qu'à des impulsions automatiques ou aux suggestions extérieures, voilà l'état qui d'après la jurisprudence justifie seul l'interdiction.

« Cette mesure grave, nous dit la Cour de Riom, a pour objet de protéger les personnes et leurs biens non contre le vice, mais contre la maladie et on ne saurait considérer comme ayant perdu la capacité et le droit d'administrer sa personne et de gérer ses biens, celui qui, entaché d'une passion si dépravée qu'elle soit, conserve néanmoins un degré d'intelligence et une liberté d'arbitre pouvant à tout instant élever sa raison au-dessus de ses défauts et laisser l'une reprendre son empire sur les autres. » (1).

Mais il doit en être autrement, dit ce même arrêt, dans le cas d'une maladie qui « ... asservit la volonté... et dont l'effet est de placer la personne qui en est atteinte dans un état de démence, de faiblesse d'esprit ou d'imbécillité absolument exclusif

1. Riom, 12 janv. 1875 sous Cass. S. 75. 1. 462.

d'une direction raisonnée d'elle-même et de sa fortune. »

La Cour de Bordeaux se décide à interdire une personne parce que : « elle n'obéit plus qu'à des impulsions automatiques qu'elle est incapable de se diriger elle-même et de résister d'une manière quelconque aux suggestions et aux captations de son entourage » (1). Lorsqu'un malade en est arrivé à ce point d'inconscience, on peut dire que sa personnalité a disparu ; il est alors urgent de charger un tuteur de prendre soin de sa personne et d'administrer ses biens.

Cette exigence d'une maladie mentale prouvée jusqu'à l'évidence et privant celui qui en est atteint de son libre arbitre est parfaitement conforme à l'esprit du Code ; mais elle a fait écarter bien des demandes. L'interdiction, arrêtant brusquement l'activité juridique d'une personne, semble présenter bien souvent, en effet, tellement d'utilité qu'on est tenté de la demander hors des cas prévus par la loi. Souvent en présence d'un mauvais administrateur, d'un être vicieux et dépravé, on peut désirer, dans son intérêt même, le voir réduit à l'impuissance par cette mesure salutaire. Souvent aussi des intentions moins nobles pourraient guider les demandeurs. Nous allons voir comment la jurisprudence a su

1. Bordeaux, 17 mai 1893. D. 94. 2. 11.

appliquer ses principes dans les cas où la solution pouvait paraître douteuse.

Elle exige une maladie mentale. Aussi des bizarreries de caractère, des incohérences, des actes de bouffonnerie et d'extravagance, des habitudes excentriques, qui suffiraient dans la vie commune pour faire dire d'un homme que c'est un détraqué ou un maniaque, ne sauraient suffire pour légitimer l'interdiction.

Le Tribunal civil et après lui la Cour d'Amiens ont eu l'occasion d'en faire une application très nette (1). On demandait l'interdiction d'un sieur B... en lui reprochant, d'une part d'attirer la curiosité publique et de provoquer le rire par des excentricités de toute nature, d'autre part de faire des opérations commerciales désastreuses. L'arrêt rejeta l'interdiction en disant : « Il est certain que B... vise à l'originalité et qu'il se livre à des accès de bouffonnerie, d'extravagance et de vantardise ; mais qu'il agit ainsi en vertu de sa volonté, en ayant conscience de ses actes et dans le but d'attirer l'attention publique ; il faut donc dans ces circonstances reconnaître un défaut de caractère qui, sans doute, a été développé par sa longue existence de commis-voyageur et qui ne doit pas être confondu avec l'altération ou l'ab-

1. Amiens, 8 décembre 1881. *Journal des audiences de la Cour d'Amiens*, 1882, p. 38.

sence des facultés intellectuelles. » Quant à la principale opération commerciale le tribunal constatait « que sans doute B... avait mal apprécié les choses, mais qu'il avait raisonné l'opération. » Cet homme était assurément un excentrique, mais il avait conservé en grande partie la raison et la volonté ; l'interdiction ne pouvait pas lui être appliquée.

La jurisprudence ne l'étend pas non plus à ceux à qui on ne peut reprocher que des vices et dont les habitudes dépravées n'ont pas encore fait sombrer l'intelligence. Ceux-ci ne relèvent que de la loi pénale et on refuse de leur accorder la protection qui n'est due qu'aux malades. Écoutons la Cour de Paris (1) : « M... n'est ni un imbécile, ni un dément, ni un furieux. Les actes qu'on lui reproche sont ceux d'une nature perverse, mais conservant toute son intelligence...

« La mesure de l'interdiction, instituée pour protéger les personnes que l'âge ou la maladie ont rendues incapables d'agir par elles-mêmes ou d'apprécier la portée de leurs actes, ne saurait être appliquée à ceux qui, renonçant à lutter contre leurs mauvais instincts commettent des écarts parfaitement conscients.

« Les auteurs de ces actes n'ont droit à aucune protection contre eux-mêmes. »

1. Paris, 13 juillet 1887, *La Loi*. 1^{er} septembre 1887.

En 1817, le tribunal de la Seine (1) a refusé d'interdire un homme qui était représenté comme « processif, époux barbare, père dénaturé, mauvais administrateur, enfin calomniateur et libelliste » parce que ces faits « n'établissent pas une oblitération ou diminution des facultés intellectuelles... qu'ils ne caractérisent point l'état habituel d'imbécillité, de démente ou de fureur. »

Dans le même ordre d'idées, la jurisprudence a toujours refusé d'appliquer l'interdiction aux gens qui, malgré l'opposition de leur famille veulent contracter un mariage indigne et en dehors de toute convenance. Il est certain qu'en agissant ainsi elle ne fait que respecter l'esprit de nos lois actuelles. Nous avons vu que dans l'ancien droit il en était autrement et que, notamment, on interdisait les veuves ayant des enfants et qui se remariaient ou cherchaient à se remarier avec des personnes indignes. Mais c'était une institution assez restreinte et éminemment aristocratique destinée à sauvegarder l'honneur des grandes familles. Elle ne pouvait subsister dans le Code ; celui-ci avait d'ailleurs essayé de limiter le danger que présentent de pareilles unions en retardant l'âge de la pleine capacité matrimoniale et en multipliant au delà les actes respectueux. De nos jours on supprime toutes ces entraves.

1. Trib. de la Seine, 30 août 1817, précité.

Aussi sans s'occuper de la valeur de ces lois nouvelles, on doit constater qu'elles sont un argument de plus pour rejeter cette cause d'interdiction ; on ne peut que s'incliner devant la rectitude des décisions qui, à des époques très diverses ont refusé de l'admettre et dont nous citons quelques-unes.

« On ne peut faire résulter la preuve de l'état d'imbécillité, de démence ou de fureur du projet formé par B... fils de contracter un mariage qui à bien des égards paraît hors de toute convenance et peut luiⁱ préparer les plus vifs regrets (1). »

« Des inclinations peu honorables, des projets de mariage que pourraient réprouver les convenances sociales, ne suffisent pas pour faire supposer chez Biré la perte de la raison et pour démontrer qu'il soit incapable d'une volonté libre (2). »

Dans tous les cas que nous avons rencontrés jusqu'à présent il s'agissait de gens excentriques, d'êtres au sens moral dépravé, d'hommes tracassiers dans leur famille, mais qui ne présentaient à vrai dire aucune lésion cérébrale. Il ne pouvait pas y avoir de doute sur la solution. Mais la jurisprudence a eu à se prononcer sur des espèces infiniment plus délicates où il y avait réellement développement

. Rennes, 2 mars 1825, S. Chr., 8.2.44.

2. Poitiers, 24 déc. 1890, Pand. Franç. Pér. 91.2.189.

Voir aussi trib. Seine, 17 janv. 1900, Pand. Franç. pér., 1901.2.344.

incomplet, affaiblissement ou trouble des facultés intellectuelles. C'est alors que les magistrats ont fait appel à un second critérium et qu'ils ont dû rechercher si l'affection qui leur était soumise privait de son libre arbitre celui qui en était atteint.

Ainsi l'imbécillité est, d'après l'article 489, une cause d'interdiction. L'imbécillité c'est la faiblesse d'un esprit qui n'a pas la force de concevoir, c'est l'absence d'idées. Elle est ordinairement permanente et incurable ; elle est en général originelle ou due à la très grande vieillesse. Mais cet état comporte une infinité de nuances et de degrés, depuis le malheureux idiot menant une vie presque animale, n'arrivant à concevoir que les idées les plus communes se rapportant surtout à ses besoins physiques et à ses habitudes, jusqu'à l'homme simplement bien moins doué que ses semblables et qui est moins apte qu'eux à gérer sa fortune et à diriger ses affaires.

Le tribun Tarrible le faisait observer dans son discours au corps législatif et il ajoutait : « Le plus faible degré de l'imbécillité peut être marqué par l'ignorance qui donne à chacun (si j'ose m'exprimer ainsi) sa part d'imbécillité sur les choses qu'il ne connaît pas (1). »

Ces paroles nous conduisent à examiner si l'ignorance peut être par elle-même une cause d'interdic-

1. Fenet, t. X, p. 740.

tion. La question peut paraître bizarre, mais la jurisprudence a eu l'occasion de la trancher, et le tribunal d'Auxerre a déclaré qu'une extrême ignorance ne suffit pas, surtout lorsque l'interdiction n'aurait aucun intérêt pour le défendeur. On devrait décider de même s'il y avait intérêt, car, si cette mesure n'a pas été faite pour les gens vicieux, à plus forte raison elle ne doit pas servir à protéger les ignorants. Si d'ailleurs l'ignorance était la conséquence de l'imbécillité, il pourrait y avoir lieu à l'interdiction, mais alors ce serait pour une cause différente.

Quand la jurisprudence a été appelée à statuer sur le cas d'une personne faible d'esprit elle ne s'est décidée à l'interdire que si l'oblitération des idées entraînait l'absence complète de volonté et en conséquence l'impossibilité d'administrer une fortune. Ainsi la Cour de Riom déclare : « que si N. n'est pas absolument privée de toute intelligence, elle est néanmoins atteinte d'une faiblesse d'esprit et déchuée dans un état habituel d'imbécillité tel qu'elle est incapable de gouverner sa personne et ses biens et qu'il est indispensable de lui assurer en l'interdisant la protection que la loi réserve aux malheureux dont le discernement est ou égaré ou insuffisant » (1).

La Cour de Rennes est encore plus nette (2). Elle

1. Riom, 29 juin 1882, S. 83. 2. 139.

2. Rennes, 5 août 1830, sous Cass. 6 décembre 1831. S. 32, 1, 210.

interdit le sieur de Plœuc parce que « il est depuis longtemps atteint d'une faiblesse d'esprit telle qu'elle le rend incapable d'une volonté libre qui lui soit propre et de se gouverner lui-même. »

Mais si cet arrêt indique parfaitement les cas où la faiblesse d'esprit entraîne l'interdiction, il la fait résulter en l'espèce de faits qui sont loin d'être probantes. Le sieur de Plœuc se laisse dominer par ceux qui vivent autour de lui ; il ne sait pas se faire respecter de ses domestiques ; il ne choisit pour le servir que des filles perdues de mœurs ; il n'a presque plus d'autorité dans le château qu'il habite ; il consent à épouser une fille dont la conduite est scandaleuse. Ces faits ne dénotent, en somme, qu'un caractère sans énergie, des inclinations basses, des mœurs dépravées ; nous avons vu plus haut que la jurisprudence faisait une juste application de la loi en écartant ces causes d'interdiction. On peut approuver la solution de la Cour de Rennes au point de vue moral ; mais il est certain qu'elle a fausement apprécié les faits qui lui étaient soumis, probablement dans le but d'épargner à une famille de vieille noblesse bretonne la honte d'un mariage scandaleux. Quand la faiblesse d'esprit n'est pas aussi complète, les tribunaux se bornent à nommer un conseil judiciaire comme nous le verrons plus loin.

Souvent en demandant l'interdiction pour fai-

blesse d'esprit on, s'appuie sur ce qu'elle est accompagnée d'épilepsie. Il est impossible de donner ici une solution de principe. L'influence de l'épilepsie sur la capacité civile est en effet extrêmement variable. César, Pétrarque, Mahomet, Newton, Molière, Pierre le Grand en auraient eu, dit-on, des attaques. Sans aller chercher des exemples aussi illustres et peut-être douteux, il est certain que bien des personnes, malgré les accidents caractéristiques qui empoisonnent leur existence n'accomplissent point d'actes pouvant faire soupçonner qu'ils ne jouissent point de leur libre-arbitre. D'autres, au contraire, en proie à une véritable furie sont l'effroi des asiles où on a dû les enfermer. Pour ces deux catégories, il n'y a aucun doute possible. Mais beaucoup d'autres épileptiques tout en conservant leur place dans la société voient peu à peu leur intelligence décliner et leur volonté s'affaiblir. La jurisprudence doit alors décider, en présence de chaque cas particulier, si la fréquence des accès et l'affaiblissement qui en est la conséquence, justifient la mesure demandée.

Ainsi la Cour de Bastia a constaté que les facultés intellectuelles d'un individu « atteintes dans leur germe par de fréquentes attaques d'épilepsie, au lieu de prendre un développement naturel ou normal, se sont de plus en plus oblitérées ou affaiblies, pour aboutir fatalement à l'idiotisme sous l'in-

fluence de la terrible maladie à laquelle il était et est encore en proie » (1).

La Cour de Paris (2) a interdit une femme qui « atteinte depuis longtemps d'une névrose épileptique, se trouvait dans un état habituel d'imbécillité qui la rendait incapable de diriger sa personne et d'administrer ses biens. »

Quand les accidents seront moins fréquents et moins graves l'interdiction ne devra pas être prononcée. Cela a été décidé par plusieurs arrêts (3).

On peut faire à peu près les mêmes observations au sujet de l'hystérie ; cette maladie qui n'est, a-t-on dit, que l'expression d'une susceptibilité spéciale du système nerveux, n'affecte pas en principe les facultés intellectuelles ; ce n'est que très rarement qu'elle entraînera la folie. Bien entendu dans ces cas exceptionnels l'interdiction devra être prononcée. La Cour de Riom a rendu un arrêt en ce sens (4) : « Le style des lettres de la dame de M... démontre non seulement l'excès de la surexcitation d'une maladie qui n'est autre que la manie hystérique, mais aussi l'existence et les ravages d'un trouble mental... » L'arrêt

1. Bastia, 8 février 1888. D. 88. 2. 317.

2. Paris. Voir Cass. 5 novembre 1900. S. 1901. 1. 124.

3. Voir en particulier Colmar 2 prairial an XIII. S. Chr. 2. 2. 53 ; Poitiers, 4 décembre 1890 et trib. de Beauvais, 8 décembre 1898, précités.

4. Riom, 12 janvier 1875 précité.

constate que la maladie a anéanti la liberté et l'indépendance de la volonté, troublé et oblitéré la raison. L'interdiction fut justement appliquée, mais on a prétendu qu'en l'espèce la Cour de Riom s'était trouvée en présence d'un véritable cas de folie érotique qu'elle avait faussement qualifié d'hystérie.

Nous allons maintenant examiner les solutions de la jurisprudence relativement à l'affaiblissement intellectuel dû au grand âge. C'est une des questions les plus importantes parmi celles que peut soulever l'étude des causes de l'interdiction. Le nombre des personnes âgées qui se trouvent incapables d'administrer leur fortune est fort élevé et il y a un intérêt considérable à voir quels remèdes on applique à cette situation.

La jurisprudence applique encore dans ce cas ses principes directeurs. « Il n'est ni dans le texte, ni dans l'esprit de la loi, de frapper d'interdiction une personne dont les forces sont affaiblies uniquement par un âge avancé tout en ayant conservé son intelligence et sa volonté. » (1). En partant de là les tribunaux se sont montrés très exigeants; les défaillances de mémoire si fréquentes chez les vieillards, même jointes à une certaine paresse intellectuelle, ne leur suffisent pas. Pourvu que la personne en cause ait conservé une certaine intelligence portant sur les

1. Toulouse, 8 février 1899. *Le Droit*, 14 juillet 1899.

choses pratiques de la vie, ils se refusent à prononcer l'interdiction. Ils se montrent surtout très difficiles quand le vieillard ne possède qu'une petite fortune facile à gérer et quand son entourage se compose de personnes bonnes pour lui et d'une honnêteté incontestée. C'est ainsi qu'à des époques très diverses l'interdiction pour cause d'extrême vieillesse a été refusée par la Cour de Lyon (an XII) et par celles de Riom (1825), d'Amiens (1856), de Toulouse (1899) (1).

Au contraire le grand âge doit être une cause d'interdiction, lorsqu'il a amené avec lui la démence sénile. Ce trouble de l'esprit, lamentable fin d'une existence qui a pu souvent être brillante, même géniale, est d'autant plus désastreuse que l'affaiblissement des organes rend illusoire toute espérance de guérison.

Aussi quand on rencontre un vieillard dont la mémoire a totalement disparu au point de ne pas se rappeler de graves événements récents, tels que la mort de ses parents ou d'importants actes juridiques accomplis par lui ; quand ses discours ne sont plus que radotages se caractérisant par de continuelles répétitions incohérentes ou puériles ; quand les facultés morales disparaissent aussi, on ne peut

1. Lyon, 2 prairial an XII. S. Chr. 1. 2. 192. — Riom, 4 mai 1825. S. 26. 2. 118. — Amiens, 19 janvier 1856 sous Cass. 14 juillet 1857. D. 57. 1. 354. — Toulouse, voir note précédente.

hésiter à l'interdire. La mort de l'intelligence a précédé celle du corps, et s'il reste encore un être physique, il n'y a plus de personnalité ! A plus forte raison une mesure radicale s'impose, si le vieillard en démence possède une fortune importante et s'il existe entre ses enfants une grave mésintelligence qui les porterait à abuser de son état alors qu'il est incapable de résister aux suggestions du premier qui lui parle. C'est dans ces circonstances que la Cour de Bordeaux a été amenée à interdire un vieillard (1).

Les sourds-muets sont également au nombre de ces déshérités de la nature dont nous avons à nous préoccuper dans cette étude. Ils présentent ce caractère particulier que le plus souvent leurs facultés intellectuelles sont intactes ; mais leur infirmité les place à l'écart de la société ; la parole, ce puissant moyen de communication entre les hommes leur faisant défaut, ils sont condamnés à rester plus ou moins isolés. Néanmoins, même sans avoir reçu aucune éducation, ils arrivent à exprimer par des gestes des idées relatives à leurs habitudes et à leurs besoins les plus usuels. Ils peuvent aussi avoir appris le langage mimique et peuvent ainsi correspondre plus facilement avec ceux qui le connaissent et par leur intermédiaire avec les autres hommes. Enfin ils peuvent apprendre à lire et à écrire et par

1. Bordeaux, 17 mai 1893. S. 94.2.11.

la reprendre leur rang dans la société. Ces différentes éducations facilitent naturellement leurs relations juridiques. Mais la question de la capacité des sourds-muets a été fort discutée, malgré la fermeté des solutions de la jurisprudence.

A Rome où l'on ne connaissait pas les méthodes d'éducation des sourds-muets on les assimilait purement et simplement aux imbéciles, aux *mente capti* ; on ne prononçait pas leur interdiction comme pour les prodigues mais on leur nommait un curateur, et comme leur infirmité était permanente, le résultat était le même.

Dans notre ancien droit, on leur appliquait l'interdiction ; mais on découvrit les moyens d'instruire les sourds-muets et les tribunaux firent compte de cet élément nouveau en laissant intacte la capacité de ceux qui se trouvaient en état de gérer leurs affaires.

Le Code ne parle pas des sourds-muets au titre de l'interdiction. M. Sacaze dans l'étude sur *La folie dans ses rapports avec la capacité civile* (1) qu'il a publiée dans la Revue Wolowski en 1850-1851 a essayé d'étendre à cette matière une autre solution du Code. L'article 936 au titre des donations porte : « Le sourd-muet qui saura écrire pourra accepter lui-même ou par un fonde de pouvoir. S'il ne sait

1. Sacaze. De la folie dans ses rapports avec la capacité civile. (*Revue de législation et de jurisprudence*, année 1850, t. II, p. 307, t. III, p. 228, année 1851, t. I, p. 1, 143 et 225.)

pas écrire l'acceptation doit être faite par un curateur nommé à cet effet suivant les règles établies au titre de la minorité de la tutelle et de l'émancipation. » En s'appuyant sur ce texte, M. Sacaze déclare pleinement capable le sourd-muet intelligent qui sait lire et écrire ; personne ne conteste ce point. Puis il distingue celui qui n'a reçu aucune éducation et celui qui a reçu l'éducation mimique. Le premier, d'après lui, doit être absolument interdit, alors même qu'il n'est atteint d'aucun vice cérébral et que son cerveau arrive à concevoir quelques idées qu'il traduit par des gestes. Il pense, que cet homme est incapable de s'élever jusqu'aux idées abstraites, d'avoir la notion du droit et des rapports juridiques qu'il est indispensable de posséder pour qu'on puisse être investi de la personnalité civile. Si au contraire le sourd-muet a reçu l'éducation mimique, M. Sacaze lui accorde une demi-capacité ; sans donner à l'article 936 la valeur d'une règle absolue de capacité, il croit qu'il est rationnel et équitable d'étendre sa solution et d'exiger la présence d'un curateur pour la validité des principaux actes juridiques.

En somme le système de M. Sacaze peut se résumer ainsi :

Sourds-muets n'ayant reçu aucune éducation : interdiction.

Ayant reçu l'éducation mimique : conseil judiciaire.

Sachant lire et écrire : pleine capacité.

Mais ce système se heurte à des objections sérieuses. L'article 936 a été écrit uniquement en vue des donations ; or, cette théorie a été réglée rigoureusement et minutieusement par le Code, elle contient de nombreuses règles qui lui sont propres, et beaucoup de ses dispositions ne doivent pas être étendues à la légère ; nous croyons qu'il en est ainsi pour l'article en question. D'autre part, il distingue bien les sourds-muets qui savent écrire et ceux qui ne savent pas, mais il ne fait pas de sous-distinction et nous ne voyons pas pourquoi on restreindrait sa seconde disposition à ceux qui n'ont reçu que l'éducation mimique.

Enfin ce système qui divise tous les sourds-muets en trois catégories suivant leur degré d'instruction est bien absolu pour être suivi complètement en pratique.

M. Sacaze reconnaît que la jurisprudence était avant lui dominée par d'autres vues et elle ne l'a pas suivi dans la voie qu'il prétendait lui tracer. Fidèle à ses principes elle s'est refusée à voir dans la surdi-mutité, même en l'absence de toute éducation, une cause d'interdiction, si l'infirmes montre qu'il est intelligent. « Les sourds-muets de naissance ne peuvent être interdits que si leurs infirmités ont tellement paralysé leur intelligence qu'ils doivent être considérés comme étant réduits à un état habituel

d'imbécillité. » (1). C'est ce que la Cour de Rouen a posé nettement en principe. Elle ne voit l'imbécillité que dans l'inertie intellectuelle qui résulte d'un vice cérébral. A vrai dire cela pourra se rencontrer et plus encore chez les sourds-muets que chez les autres hommes ; on a affirmé que plus d'un quarantième d'entre eux était atteint d'idiotisme, soit que cette inaptitude mentale résulte de l'inaudition, soit qu'elle dépende de la même cause qui a paralysé le sens auditif. Mais lorsque l'infirmité n'aura pas influé sur l'intelligence, l'interdiction ne devra pas être prononcée ; et la jurisprudence ne cherche pas à faire une catégorie à part des sourds-muets qui ont reçu l'éducation minime. Elle recherche seulement si en fait l'infirme est conscient de ses actes. Ainsi le tribunal de Genève ayant prononcé l'interdiction, la Cour de Lyon réforma le jugement (2) parce que tout avait prouvé que malgré son malheur et bien qu'il ne sut ni lire, ni écrire, le défendeur était doué d'une grande intelligence, qu'il savait calculer et qu'il mettait beaucoup d'ordre dans sa conduite ; il connaissait bien la valeur des monnaies et leur différence même par comparaison des anciennes aux nouvelles.

La Cour de Toulouse et après elle la Cour de cassa-

1. Rouen, 18 mai 1842. S. 42.2.524.

2. Lyon, 14 janvier 1812. S. Chr. 4.2.13.

tion (1) ont été beaucoup plus loin dans un autre ordre d'idées ; elles ont validé une donation faite par un sourd-muet illettré. La Cour de cassation fait même observer que l'article 936 n'a nullement pour objet d'établir une règle d'incapacité ; qu'il se borne à déterminer pour le cas qu'il prévoit une simple formalité dans l'intérêt général des sourds-muets et surtout dans l'intérêt de ceux qui dépourvus de toute intelligence se trouveraient sans la précaution de la loi hors d'état de profiter des libéralités qui leur seraient adressées.

On voit par là quelle profonde différence sépare le système de M. Sacaze des solutions de la jurisprudence. Celle-ci se préoccupe uniquement de voir si l'infirme qui lui est soumis est capable ou non de comprendre ce qu'il fait.

Jusqu'ici il n'a été question que des sourds-muets de naissance, qui n'ont jamais eu par la parole de communication avec la société et dont l'intelligence à cause de cela n'a pas trouvé à s'employer. Naturellement on ne peut pas leur assimiler ceux qu'un accident ou une maladie ont privé après coup de l'ouïe ou de la parole. Ceux-ci se sont développés normalement et leur infirmité tardive (si d'ailleurs sa cause n'a pas influé sur leurs facultés intellectuelles) ne saurait devenir pour eux une cause d'inter-

1. Toulouse 16 août 1842 et Cass. 30 janv. 1844. S. 44.1.102.

diction. Cela a été décidé notamment par la Cour de Caen pour un individu atteint de paralysie de la langue ; le médecin déclarait qu'il jouissait de ses facultés intellectuelles et quand il était appelé à répondre à une question simple par un signe affirmatif ou négatif il s'en acquittait avec discernement. La demande en interdiction fut rejetée (1).

Il nous reste maintenant à examiner quelle peut être à ce point de vue l'influence de l'ivresse, surtout quand elle est passée à l'état d'habitude. C'est un point très important, car, malheureusement, les ivrognes invétérés sont nombreux et c'est un des grands dangers de l'époque actuelle. L'ivrognerie est une des grandes sources de la folie, car non seulement les enfants d'alcooliques sont souvent aliénés, idiots ou épileptiques, mais il est certain que les excès continuels de boisson affaiblissent l'intelligence et mènent à la folie. C'est à ce point de vue que nous devons nous en occuper. La jurisprudence traite l'ivrognerie comme les autres vices que nous avons déjà examinés ; par elle-même elle n'est pas une cause d'interdiction. L'ivresse, à vrai dire, est bien une folie passagère qui prive l'homme de sa raison et de son jugement ; un acte juridique accompli par un homme plongé dans cet état pourra être annulé pour défaut de consentement. Mais « à quelque degré

1. Caen, 1^{er} mai 1879, S. 79. 2. 336.

d'habitude qu'elle se porte et quels que soient les désordres d'esprit qui l'accompagnent elle n'en est pas moins toujours le résultat d'un acte de libre-arbitre. La confondre à raison de ses effets avec quelque une des formes de la folie ce serait anéantir virtuellement le principe de l'imputabilité morale et de la responsabilité judiciaire. » (1).

L'ivrogne n'est pas considéré comme un malade, mais comme un être vicieux que la loi n'a pas à protéger contre les conséquences de sa funeste passion. Il arrive du reste un moment où le libre-arbitre disparaissant, ce raisonnement ne peut plus s'appliquer. « La continuité de l'abus des boissons alcooliques peut, sans doute, déterminer une vraie maladie mentale et, l'altération de l'intelligence cessant alors de dépendre directement de la volonté, l'interdiction serait dans ce cas ; mais jusqu'à ce moment le juge ne saurait sans fausser la lettre et sans violer l'esprit de la loi enlever à l'homme l'exercice de sa liberté civile et de l'exempter par suite des conséquences de cette liberté. » (2). Ainsi donc l'ivresse n'est pas par elle-même une cause d'interdiction ; celle-ci ne peut être prononcée que lorsque l'abus de l'alcool a entraîné une maladie mentale oblitérant d'une façon permanente l'intelligence et la volonté.

1. Rouen, 18 janvier 1865, S. 65. 2. 350.

2. Même arrêt.

Il faut bien se garder d'ailleurs de confondre l'ivrogne avec le dipsomane. L'ivrogne est un homme vicieux qui boit par plaisir et en vertu d'un acte de son libre-arbitre ; le dipsomane est un malade que son genre particulier de folie pousse à absorber des liquides et qui s'enivre toutes les fois que son accès le prend. Pour ce dernier il n'y a pas de discussion possible ; c'est un dément qu'il faut interdire, si la fréquence de ses accès le rend incapable de gérer ses biens.

Il semble bien que tous les raisonnements que l'on vient de faire au sujet de l'ivrogne puissent s'appliquer au fumeur d'opium.

Il y a, en effet, entre l'empoisonnement par l'opium et l'intoxication par l'alcool de très nombreux rapprochements à faire : mêmes jouissances intensives, même impossibilité de se corriger, même marche fatale vers la folie et vers la mort. Les effets de l'opium sont seulement plus rapides et plus certains. Là, aussi par conséquent, l'interdiction ne sera prononcée que lorsque l'abus de l'opium aura entraîné une véritable aliénation mentale.

Ainsi donc la jurisprudence a dû étendre l'interdiction à des cas non prévus par les termes trop restrictifs de l'article 489 ; mais les expressions d'imbécillité, démence ou fureur dont le législateur s'était servi lui donnaient une indication très nette qu'elle a rigoureusement suivie. L'interdiction ne peut être

motivée que par une maladie et seulement une maladie mentale ; encore faut-il que ce trouble intellectuel prive complètement celui qui en est atteint de son libre arbitre et le rende incapable d'administrer ses biens. Cette condition rigoureuse limite étroitement les causes qui justifient l'interdiction ; ni les vices, ni les projets de mariage insensés, ni l'ivrognerie tant que l'alcoolique n'est pas devenu un dément ne sauraient la motiver ; les maladies physiques, l'affaiblissement intellectuel dû au grand âge ne sont pas non plus des causes suffisantes ; il faut qu'il y ait réellement folie. L'existence d'une maladie mentale est une condition nécessaire pour qu'on puisse prononcer l'interdiction.

SECTION II

Durée de la maladie

Lorsqu'une personne se trouve atteinte d'imbécillité originelle cet état qui dépend en général d'un vice organique du cerveau est d'abord incurable ; aucun espoir de guérison n'est offert au malheureux idiot ; mais il présente aussi un autre caractère : il est continu et aucune lueur de raison ne vient éclairer la nuit perpétuelle où cet infortuné est plongé.

Au contraire lorsqu'il s'agit de la folie le trouble des idées est souvent intermittent ; à des intervalles réguliers ou irréguliers le délire s'apaise ; il se produit une sorte de guérison passagère ; ce n'est pas une simple diminution du mal, mais un véritable retour à la raison. Dans la théorie de l'interdiction, il était impossible de ne pas tenir compte de ce fait.

L'article 489 indique très nettement que le majeur qui est dans un état *habituel* d'imbécillité de démence ou de fureur doit être interdit, *même lorsque cet état présente des intervalles lucides*.

L'état d'inconscience qui caractérise l'aliénation mentale cause d'interdiction doit donc être l'état habituel du malade et les travaux préparatoires nous indiquent d'une façon très précise ce que les auteurs du code ont entendu par là.

On lit, en effet, dans l'exposé des motifs par le conseiller d'Etat Emmercy (1) : « Ce n'est pas sur quelques actes isolés qu'on s'avisera jamais de décider qu'un homme a perdu le sens et la raison ; telle est la triste condition de l'humanité que le plus sage n'est pas exempt d'erreurs. Mais lorsque la raison n'est plus qu'un accident dans la vie de l'homme, lorsqu'elle ne s'y laisse apercevoir que de loin en loin, tandis que les paroles et les actions de tous les jours sont les paroles et les actions d'un insensé, on peut

1. Fenet, t. X, p. 708.

dire qu'il existe un état habituel de démence ; c'est alors le cas de l'interdiction. »

Quand donc une personne sera sujette à des accès de folie, les tribunaux devront examiner avec le plus grand soin si la fréquence de ces accidents justifie la mesure extrême de l'interdiction. La loi annule les actes juridiques accomplis par une personne démente pour défaut de consentement ; cette mesure doit suffire pour protéger ceux dont la raison s'éclipserait dans des crises lointaines et passagères. Dans l'ancien droit on admettait bien, en principe, qu'il fallait des accès graves et nombreux, mais pourtant on se laissait aller parfois à prononcer des interdictions un peu à la légère. « Lorsque la démence n'est que par intervalles, nous dit Merlin (1), il est difficile de prononcer l'interdiction. Le mercredi 22 décembre 1762 on plaida la question de savoir si un particulier qui, pendant le cours de cinq à six années, avait eu des accès de fièvre chaude qui parfois duraient six semaines pendant lesquelles sa raison s'égarait, sans cependant lui ôter la faculté de sortir et de se promener, pouvait être interdit. La Cour eut beaucoup de peine à se déterminer et il semble que c'était tout au plus le cas de lui donner un conseil ; cependant elle confirma l'interdiction prononcée par les juges du Châtelet. »

1. *Répert. de jurisprud.* V^o *Interdiction*, §, 2.

Aujourd'hui, avec le texte de l'article 489, les indications formelles des travaux préparatoires et la tendance de la jurisprudence à restreindre le plus possible les causes d'interdiction, une pareille sentence ne pourrait plus être rendue.

La jurisprudence a fait de justes applications de cette exigence de l'article 489, relative au caractère habituel de l'aliénation mentale. Ainsi elle a refusé d'interdire un individu d'une intelligence suffisamment saine en temps normal, mais qui se trouvait parfois atteint d'excitations maniaques se caractérisant par des exigences de toutes sortes et par des conceptions délirantes qui avaient justifié à diverses reprises son internement dans des maisons de santé ! Le jugement se base sur ce que le caractère de ces excitations ne paraissent pas dangereux et que la science ne pouvait en préciser ni la fréquence, ni la durée (1).

Le Tribunal de Versailles (2) dit de même, que si l'absence complète de volonté doit entraîner l'interdiction, une simple débilité de la volonté en justifiera l'admission ou le rejet suivant la fréquence ou l'éloignement de ses manifestations. Ce dernier jugement est toutefois un peu douteux, car, en l'espèce,

1. Trib. de la Seine, 1^{er} juin 1889. *Journal des avoués*, 1889, p. 324.

2. Trib. de Versailles, 4 déc. 1890. *Gaz. du Palais*, 1890. 2. 68.

il s'agit seulement d'un être de caractère faible et de volonté débile, dont l'état ne devrait pas être intermittent.

En exigeant un état habituel d'imbécillité, démence ou fureur, l'article 489 réclame à plus forte raison un état actuel et pas seulement éventuel. C'est à juste titre que la Cour d'Orléans (1) a refusé d'interdire un homme dont les médecins disaient que ses facultés intellectuelles n'étaient pas absolument intactes, qu'il montrait des tendances à la mégalomanie et qu'il était exposé à une excitation cérébrale morbide ; mais qui d'autre part s'exprimait très clairement et qui ne manifestait actuellement aucune incohérence dans les idées.

En revanche, lorsqu'une personne n'est pas dans un état constant d'imbécillité, de démence ou de fureur, mais qu'elle est habituellement en proie à la préoccupation d'une idée fixe, de terreurs imaginaires, de chimériques persécutions, préoccupations qui ne lui laissent pas le libre et entier usage de sa raison et l'entraînent parfois jusqu'à la fureur et dont elle n'est distraite que momentanément, elle doit être interdite (2).

La Cour de cassation, pour bien assurer le respect de l'article 489 sur ce point, exige des tribunaux

1. Orléans, 20 nov. 1895. *La Loi*, 4 décembre 1895.

2. Cass., 5 avril 1864. S. 65. I. 158.

qu'ils fassent mention dans les motifs de leurs jugement du caractère habituel de l'état de l'interdit. D'ailleurs elle se montre assez large pour reconnaître l'existence de cette mention. Ainsi, d'après elle, un arrêt qui reconnaît que le défendeur est dans un état de démence qui le rend incapable de gouverner sa personne et d'administrer ses biens, décide virtuellement et nécessairement que la démence est son état habituel (1) ; mais, au moins dans cette mesure cette mention est indispensable.

Mais l'article 489 n'exige pas que la maladie mentale soit continuelle, et il autorise l'interdiction même si elle présente des intervalles lucides. Cela a amené une conséquence assez curieuse ; un acte capital de la procédure de l'interdiction, le plus important de tous peut-être est l'interrogatoire du défendeur par le tribunal, qui a de cette façon une connaissance personnelle de son état mental : Or le hasard peut faire que l'interrogatoire coïncide précisément avec un intervalle lucide. L'interdiction n'en sera pas moins prononcée, si le tribunal a, par d'autres moyens d'information, reconnu chez le défendeur l'état habituel de démence. La Cour de cassation l'a formellement décidé (2) : « Si l'arrêt a reconnu qu'au jour de son interrogatoire la dame G...

1. Cass., 21 nov. 1848. S. 48. I. 677.

2. Cass., 22 avril 1891, S. 91. I. 213.

se trouvait, comme de temps à autre, dans un intervalle lucide qui lui laissait l'usage de ses facultés, il déclare ensuite qu'il a été affirmé par le conseil de famille, par tous les témoins de l'enquête, qu'il est en outre attesté par la notoriété publique et par tous les médecins qui ont donné des soins à ladite dame pendant son internement dans une maison de santé comme depuis qu'elle en est sortie, qu'elle est démente et absolument incapable d'administrer sa personne et ses biens. »

Ainsi donc la présence d'intervalles lucides ne fera pas obstacle à l'interdiction. Cette mesure a, au contraire pour but de les supprimer au point de vue juridique et de faire d'un état pathologique intermittent une cause permanente d'incapacité légale.

C'est par là que notre législation se sépare complètement du système romain. A Rome l'incapacité de l'aliéné ne fut jamais qu'une incapacité naturelle ; l'acte juridique accompli en état de démence était nul et pendant ce temps c'était le curateur qui veillait à la conservation des biens de l'insensé, mais dès qu'un intervalle lucide se produisait, dès que la raison était revenue, fût-ce pour un temps fort bref, l'aliéné reprenait la direction de son patrimoine ; tous les actes qu'il faisait étaient valables, les pouvoirs du curateur étaient suspendus, d'après la législation de Justinien ; avant lui on discutait même

pour savoir si sa mission n'était pas définitivement terminée.

Ce système présente un danger considérable. En présence d'un acte accompli par l'aliéné, on soulèvera constamment la question de savoir s'il a été fait dans un intervalle lucide et cette question sera trop souvent insoluble. L'aliéné sera toujours à la merci de gens peu scrupuleux qui pourront lui faire souscrire des actes préjudiciables, mais ne portant pas dans leurs dispositions une preuve de la démence de leur auteur. Le système français protège l'aliéné d'une façon bien plus complète ; quand un acte a été fait au cours de l'interdiction il est nul de droit suivant l'énergique expression de l'article 502 et la simple preuve de sa date suffit pour le faire annuler ; et c'est à juste titre que des commentateurs du code ont pu dire que l'interdiction pouvait être prononcée non pas seulement quoique l'aliénation mentale présentât certains intervalles lucides, mais plutôt parce qu'elle en présentait, cette mesure pouvant ne pas paraître nécessaire pour le fou dont l'état est sans rémittences.

L'article 489 exige que l'état de démence soit habituel ; nous venons de voir que cela signifie qu'en matière de folie intermittente il faut, pour que l'interdiction soit prononcée, que les accès soient assez fréquents pour constituer l'état normal du malade. Mais cette expression a encore une autre significa-

tion qui est loin de se confondre avec la première. Le dérangement d'esprit doit être perpétuel en ce sens qu'il ne faut pas qu'on puisse en prévoir la fin. Souvent, en effet, à la suite de violents chagrins, d'une maladie grave, d'un accident, la raison se trouble et un véritable accès de folie se déclare. Mais les médecins reconnaissent qu'il n'y a là qu'un délire passager qui disparaîtra avec la cause qui l'a amené dans un intervalle rapproché. Quelle a été l'attitude de la jurisprudence en présence de pareils accidents ? La Cour de Pau nous l'indique très clairement (1) : « L'article 489, en exigeant que l'imbécillité ou la démence fussent habituelles, a suffisamment témoigné qu'il ne considérerait pas comme ayant ce caractère des actes de folie qui peuvent n'être que passagers comme les causes susceptibles de les produire, des instants même de démence plus ou moins longs, mais qui manquent du caractère de persistance et d'opiniâtreté indispensable pour que la folie puisse être regardée comme l'état normal de l'individu qui en est atteint ; dans de telles circonstances l'imbécillité et la démence ne sont considérées par la loi que comme l'effet accidentel d'une maladie plus digne de l'empressement et des soins qui peuvent guérir que des précautions légales. » On ne saurait mieux dire que cet arrêt qui fait un peu

1. Pau, 13 janvier 1838. D. 39.1.261.

plus loin l'application de sa théorie en disant : « qu'il répugne à la justice de déclarer que ladite dame G... mourut dans un état habituel de démence pour avoir subi pendant trois mois une maladie accompagnée de l'anéantissement de ses facultés intellectuelles. »

La jurisprudence a fait plusieurs fois l'application de ces principes. Ainsi une dame G... avait vu ses facultés s'affaiblir à la suite du violent chagrin qu'elle avait éprouvé en voyant mourir sa mère et ses deux enfants. Son état d'ailleurs n'était pas continu, mais sa raison l'abandonnait entièrement toutes les fois que son imagination lui rappelait l'objet de ses douleurs. La Cour de Besançon (1) rejeta la demande d'interdiction « considérant que la dame G... n'était point atteinte de fureur, mais seulement d'une maladie accidentelle et que les divers officiers de santé regardaient comme n'étant que passagère, d'autant que son état s'était essentiellement amélioré depuis son dernier accouchement. » La Cour avait, il est vrai, pour se décider ainsi de puissantes raisons pratiques ; la demande n'était formée que par des tantes de la malade ; celle-ci était mariée, la gestion de ses biens était ainsi assurée. Son mari et ses parents l'entouraient de soins qui ne pouvaient que contribuer à hâter sa guérison et ils s'opposaient énergiquement à l'interdiction.

1. Besançon, 4 pluviôse an XIII. S. Chr. 2. 2. 21.

Malheureusement toutes les personnes dont les facultés intellectuelles sont momentanément troublées ne sont pas toujours placées dans des conditions aussi favorables. Leurs biens peuvent se trouver abandonnés et il serait dangereux de rejeter purement et simplement la demande d'interdiction. La jurisprudence a trouvé à cette difficulté une solution fort intéressante. Elle a étendu un peu au delà de son cadre normal d'application l'article 497 du Code civil : « Après le premier interrogatoire le tribunal commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur. » Voici, en effet, ce qu'a décidé la Cour de Paris adoptant les motifs du jugement attaqué (1) : « Attendu que l'état dans lequel se trouve V... n'est que l'effet d'une maladie accidentelle dont la cure est possible, mais qu'il en résulte en ce moment une incapacité absolue d'administrer sa personne et ses biens, le tribunal surseoit à faire droit sur la demande d'interdiction dudit V... pendant une année ; et cependant, attendu que l'état actuel du malade ne permet pas de lui confier pendant ce temps la gestion et l'administration de ses biens commet pour administrateur... »

Cette nomination a l'avantage certain d'empêcher

1. Paris, 28 février 1814. Dalloz, Répert. V° *Interdiction* n. 81.

de prononcer immédiatement l'interdiction, dont on serait obligé de demander la mainlevée peut-être dans peu de temps, lorsque le malade sera guéri. On évite ainsi la seconde procédure et c'est une économie fort appréciable ; de plus, au point de vue moral, on épargne au défendeur, dont la démence n'est que passagère, une mesure pénible et humiliante.

Néanmoins, la nomination d'un administrateur provisoire dans de semblables circonstances ne peut être considérée que comme un expédient. Le régime qu'elle établit n'est pas un régime organisé, comme la tutelle. L'administrateur provisoire n'a que des pouvoirs extrêmement restreints ; il ne peut faire que les actes conservatoires urgents, à moins que le tribunal ne l'ait autorisé à faire des actes plus importants ; dans le cas qui nous occupe, il est vraisemblable, d'ailleurs, qu'en le désignant le tribunal lui donnera des pouvoirs suffisants pour pourvoir aux besoins probables de l'aliéné. Mais l'administrateur n'est pas un tuteur ; il n'est responsable de sa gestion que comme un simple mandataire ; ses biens ne sont pas grevés de l'hypothèque légale et, bien que ce point ait paru douteux, on admet que le jugement qui le nomme n'emporte pas hypothèque judiciaire. L'aliéné n'est pas suffisamment garanti contre des malversations possibles et, si elles sont peu probables dans les cas ordinaires où l'administrateur

est nommé pour un temps très court et pour faire seulement quelques actes urgents, elles sont bien plus à craindre et elles peuvent être bien plus considérables lorsque la gestion est longue et importante.

Mais ce n'est pas seulement contre l'administrateur que l'aliéné se trouve mal garanti, c'est surtout contre lui-même. La nomination d'un administrateur provisoire n'entraîne, en effet, pour lui aucune diminution de capacité. Il peut encore faire des actes d'aliénation (l'administrateur provisoire peut toutefois faire opposition à ces actes) dont l'annulation ne sera peut-être pas obtenue plus tard ou le sera difficilement.

En somme la nomination d'un administrateur provisoire pour une longue période comme dans l'espèce que nous venons d'étudier n'est pas une mesure parfaite, comme nous le disions un peu plus haut, ce n'est qu'un expédient.

L'arrêt que nous avons vu est, d'ailleurs, un arrêt ancien ; actuellement, l'internement dans une maison de santé, avec les conséquences que la loi du 30 juin 1838 y attache, offrirait beaucoup plus d'avantages, bien que ce régime soit loin d'être parfaitement organisé.

Ainsi donc, on peut, au point de vue de la durée de la maladie, poser les principes suivants : un état d'aliénation mentale intermittente peut être une cause d'interdiction, les intervalles lucides ne sont poin

un obstacle ; mais il faut que les accès soient assez fréquents pour constituer l'état normal de l'aliéné. De plus, on ne saurait interdire une personne atteinte d'une maladie à terme fixe ; il faut un désordre mental dont on ne puisse pas prévoir la fin.

SECTION III

Répercussion de la maladie sur les intérêts pécuniaires de l'aliéné

Parmi les conditions que la jurisprudence exige pour qu'une maladie soit une cause d'interdiction, il en est une très importante qui ne figure pas dans le texte de l'article 489 et qu'on ne peut déduire que de l'esprit général de la loi. L'aliénation mentale doit avoir sa répercussion sur les intérêts pécuniaires de celui qui en est atteint ; elle ne peut entraîner l'interdiction que s'il gère mal sa fortune et s'il se trouve livré sans défense à ceux qui voudraient profiter de sa maladie pour le dépouiller. Cette nouvelle condition sert à trancher l'importante question de la démence partielle et à fixer dans quels cas elle peut être une cause d'interdiction.

M. Sacaze dans son étude sur la folie dans ses rapports avec la capacité civile que nous avons déjà signalée à propos des sourds-muets, consacre de

nombreuses pages aux effets de la démence partielle (1) et s'en occupe plutôt au point de vue psychologique et médical qu'au point de vue judiciaire et pratique. D'après lui « il faut avant tout se persuader qu'aussitôt qu'une intelligence a cessé d'être saine sur un point il n'y a plus d'actions libres, ni volontaires ». « L'homme est une vivante et harmonique unité », il n'y a rien dans son âme de partiel, ni de fragmentaire ; les facultés intellectuelles sont tellement liées entre elles qu'il n'est pas possible de les isoler ; dès que l'une d'elles est lésée la faculté de raisonner est abolie et le libre-arbitre a disparu. Il constate que « les organes les plus accrédités de la médecine mentale déclarent qu'il n'existe peut-être pas de monomanie tellement simple que la déraison y soit circonscrite dans un objet unique. » Pour lui il n'y a pas d'hésitation : dans tous les cas de démence partielle l'interdiction doit être prononcée.

M. Sacaze reconnaît d'ailleurs que ces théories ont été contredites. Il cite lui-même l'opinion d'Hoffbauer qui estime qu'il n'y a véritablement aliénation d'esprit que lorsque sont mises en jeu ou la passion dominante ou l'idée fixe dans lesquelles le délire a pris naissance ; mais que, dans tous les objets qui leur sont étrangers, on doit supposer que le mono-

1. *Revue de légis. et de jurispr.*, 1850, t. II, p. 217 et suivantes.

maniaque voit, entend et sent comme s'il n'était pas aliéné et que les actes qui sont en dehors de la sphère de son délire doivent conserver en droit civil leur validité.

Les idées de M. Sacaze sont peut-être justes au point de vue psychologique ; mais il est certain qu'en pratique la jurisprudence s'est absolument refusée à le suivre dans cette voie. Comme l'a fort bien dit M. Demolombe (1) « il ne s'agit pas pour les magistrats de rechercher plus ou moins scientifiquement l'influence de telle ou telle lésion cérébrale sur les facultés de l'homme, mais de savoir en fait si cette personne qu'on leur demande d'interdire conserve encore une entente suffisante des affaires de la vie civile, une aptitude convenable pour pourvoir au train ordinaire et commun de l'administration d'un patrimoine. ».

« Il faut que l'absence de raison soit relative aux choses ordinaires de la vie, dit d'autre part M. Huc (2). Des idées spéculatives bizarres, mal déduites ou extraordinaires en dehors des réalités de la vie usuelle ne pourraient motiver l'interdiction. »

C'est bien ainsi que la jurisprudence a compris sa mission et elle n'interdit que les personnes dont l'état mental est tel que si on ne venait pas à leur

1. Demolombe. *Code civil*, t. VIII, n° 422.

2. Huc. *Commentaire du Code civil*, t. III, n° 503, p. 485.

secours, elles ne pourraient pas administrer leurs biens et seraient forcément entraînées à leur ruine.

Un arrêt indique très nettement les idées de la jurisprudence à ce sujet ; c'est celui qui fut rendu par la Cour de Paris (1) au sujet de la comtesse de Sommariva dont on demandait l'interdiction et qui était atteinte de la manie des persécutions. « Si la démence de la comtesse de Sommariva est partielle et n'affecte pas l'ensemble de ses facultés il n'en est pas moins certain qu'elle la livre sans défense aux influences ou aux suggestions de quiconque s'attacherait à flatter et à surexciter sa manie et promettait de la délivrer de ses maux et de ses ennemis imaginaires... Attendu qu'elle a déjà subi des influences et cédé à des entraînements nuisibles à sa fortune... Attendu que la monomanie de la comtesse de Sommariva sortant ainsi de l'ordre des conceptions intellectuelles pour se traduire en actes préjudiciables à sa fortune comme à sa dignité personnelle, il importe de la protéger, soit contre sa propre aberration, soit contre les abus nouveaux qu'elle pourrait favoriser. »

Une monomanie sortant de l'ordre des conceptions intellectuelles pour se traduire en actes préjudiciables à la fortune, voilà bien ce qu'exige la jurispru-

1. Paris, 4 mai 1875, sous Cass. 13 mars 1876, S. 76. 1. 421.

dence pour prononcer l'interdiction et le principe ne saurait être mieux posé.

Certaines décisions judiciaires ont même été un peu trop loin dans cet ordre d'idées et ont donné des solutions qui paraissent d'autant plus exagérées qu'elles prennent l'allure de solutions de principe. C'est ainsi que la Cour d'Aix a déclaré que les gens atteints de démence partielle ne relèvent que du conseil judiciaire. « Parmi les faibles d'esprit, dit-elle, on comprend ceux qui, quoique doués d'une vive intelligence ont les facultés mentales gravement troublées sur quelque point » (1).

Le tribunal et après lui la Cour de Lyon ont fait une application intéressante de cette idée excessive au cas de folie raisonnante (2). Le jugement constate que le sieur J... est sorti de l'asile où il avait été interné, amélioré, mais non guéri ; qu'il présentait encore des symptômes de folie raisonnante (délire des actes) avec perversion des sentiments affectifs. Certaines réponses de son interrogatoire et surtout sa correspondance montrent qu'il est en proie à une exaltation morbide qui lui ôte parfois la pleine lucidité de sa raison et à des préoccupations dont l'excès trouble son esprit particulièrement en ce qui touche la direction de sa famille et de ses affaires.

1. Aix, 16 janvier 1900. *Le Droit*, 29 mars 1900.

2. Lyon, 24 juillet 1872. D. 72.3.16 et 2.191.

Et d'autre part le jugement déclare que, d'après les documents produits et les circonstances acquises au procès, J... ne peut être considéré comme se trouvant dans cet état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur qui seul aux termes de l'article 489 doit faire prononcer l'interdiction.

C'est peut-être aller trop loin, certes l'interdiction est une mesure grave qui ne doit être appliquée qu'avec beaucoup de prudence ; mais on se trouvait là en présence d'un cas de démence habituelle ayant sa répercussion sur les intérêts pécuniaires et il semble bien qu'il y avait lieu de la prononcer. M. Huc (1), pourtant très restrictif en cette matière, reconnaît que la folie raisonnable pourra être une cause d'interdiction, si d'après l'appréciation des juges, elle laissait le malade sans défense vis-à-vis des influences étrangères.

D'autres arrêts d'ailleurs viennent à l'appui du principe si nettement posé par l'arrêt Sommariva. Ainsi le tribunal de Rambouillet et la Cour de Paris (2) ont eu à se préoccuper d'une femme qui raisonnait sainement en général, mais qui avait des conceptions troublées sur un point particulier. Elle s'imaginait que pendant qu'elle était en nourrice à Orléans, les nourrices s'étaient amusées à changer les

1. Huc, t. III, p. 485.

2. Paris, 10 août 1888. *La loi*, 9 novembre 1888.

enfants et qu'en conséquence les personnes à qui elle avait été remise n'étaient pas ses vrais parents. Elle refusait de se considérer comme leur fille, et comme la sœur de leurs autres enfants. Cette monomanie, qui n'était d'abord que très douloureuse pour sa famille, eut des conséquences graves quand sa mère, puis son père, moururent à peu de distance l'un de l'autre. Poussée par ses idées délirantes elle renonça à leur fort riche succession; alors on demanda son interdiction. Le tribunal l'accorda « attendu qu'on objecte vainement que la défenderesse ferait preuve d'intelligence et raisonnerait même sainement sur d'autres sujets que celui concernant sa filiation et celle de ses frères et sœurs. Qu'il n'en est pas moins certain qu'elle est incapable de veiller à la conservation des droits qui peuvent lui appartenir et de gérer ses biens. » La Cour confirma « considérant que sa monomanie avait exercé et pouvait exercer encore les plus fâcheuses conséquences sur les actes les plus importants concernant l'administration de sa fortune.

C'est ainsi que la Cour de Riom (1) en présence d'un cas de manie hystérique s'appuie notamment, pour prononcer l'interdiction, sur ce que la défenderesse est entraînée à faire des sacrifices de toute

1. Riom, 12 janvier 1875, sous cass. 16 août 1875. S 75.1.462.

espèce à ceux avec qui elle voudrait contracter mariage, sur ce qu'elle a prouvé son absence de facultés raisonnantes lorsqu'au cours de l'instance elle a consenti à une personne qui lui était presque inconnue et sans en exiger aucune garantie, une procuration à l'effet de vendre la propriété constituant la presque totalité de sa fortune et d'en réaliser le prix. Il est vrai que dans ce cas la perversion des sens semblait bien avoir entraîné une aliénation mentale complète.

Enfin on peut remarquer que dans la plupart des arrêts qui prononcent l'interdiction on relève ces mots : « Le défendeur est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, qui le met hors d'état de gérer sa fortune et d'administrer ses biens. »

Un fou, a-t-on dit, c'est celui qui ne peut pas remplir la destination humaine ; mais la jurisprudence a parfaitement compris que pour apprécier l'aptitude d'un homme à remplir cette destination, c'était au point de vue des intérêts matériels qu'elle devait se placer.

SECTION IV

Pouvoir des tribunaux en matière d'interdiction

Nous venons de voir qu'en matière d'interdiction la jurisprudence a eu à remplir un rôle considéra-

ble. Pour fixer dans quels cas cette mesure peut être appliquée à une personne, la loi n'a pu donner que des indications. Les troubles cérébraux, l'affaiblissement intellectuel qui appellent la protection légale se présentent sous des formes tellement variées et leurs conséquences sont si différentes suivant les individus que le Code ne pouvait songer à tout prévoir. Les arrêts sont donc essentiellement ici des arrêts d'espèce ; les questions de fait sont les questions capitales. Les tribunaux ont donc forcément des pouvoirs considérables ; mais vont-ils jusqu'au pouvoir souverain et leurs décisions sont-elles soumises au contrôle de la Cour de cassation ?

Dans un arrêt du 6 décembre 1831 (1) la Cour de cassation déclarait qu'elle avait le droit et le devoir d'apprécier les conséquences légales des faits que la cour royale prononçant comme jury a déclarés constants et l'application de la loi à ces faits. Dans ce système les tribunaux fixaient bien les circonstances de la cause et sur ce point leur appréciation était souveraine ; mais la Cour de cassation se réservait de décider si, étant données ces circonstances, la Cour d'appel avait eu raison de prononcer ou de rejeter l'interdiction et de casser son arrêt le cas échéant. Mais cet arrêt est resté isolé ; de nombreuses décisions de la Cour de cassation, antérieures ou

1. Cass., 6 décembre 1831. S., 32.1.210.

postérieures à celle-là (1), ont affirmé le pouvoir souverain des juges du fait en cette matière. Ce sont eux qui décident sans aucun contrôle s'il y a lieu ou non de prononcer l'interdiction. La Cour de cassation exige seulement des tribunaux qu'ils constatent dans leurs motifs que le défendeur est dans un état qui justifie la mesure de protection accordée et que cet état est habituel.

Ce large pouvoir accordé aux juges du fait est très juste et très naturel. La loi a établi en cette matière une procédure spéciale destinée à faire connaître personnellement aux juges celui dont on leur demande de restreindre la capacité. Dans la façon dont se détermine leur conviction, l'impression produite par la comparution du défendeur entre pour beaucoup et c'est un élément d'appréciation qui manque à la Cour suprême. Et, en somme, la question à décider est de savoir si l'état intellectuel de l'intéressé lui permet ou non de gérer convenablement son patrimoine et c'est bien là une question de fait. En tout cas la jurisprudence de la Cour de cassation est sur ce point absolument fixée et elle est approuvée par tous les auteurs.

1. Voir entre autres Cass., 29 mai 1822, 23 janvier 1828, Dalloz. Répert. V^o *Interdiction*, n^o 24. — Cass., 4 juillet 1838, S. 38.1.654. — Cass., 17 janvier 1876, S. 76.1.302. — Cass., 12 mars 1877, S. 77.1.203. — Cass., 5 nov. 1900, S. 1901.1.124.

Si les tribunaux sont ainsi souverains dans leurs décisions, ils ne sont pas liés non plus par des arrêts criminels qui auraient acquitté des prévenus pour cause de démence. En 1826 un homme nommé Lanfranchi avait été traduit devant la Cour de justice criminelle de la Corse comme coupable de meurtre. Par arrêt du 24 juillet il fut acquitté sur le motif qu'il était en état de démence au moment de l'action ; mais la Cour « considérant que Lanfranchi est depuis son enfance sujet à des accès de fureur et de frénésie ; que s'il était mis en liberté il pourrait compromettre de nouveau la sûreté des citoyens » le mit à la disposition du procureur du roi, pour qu'il eût à provoquer son interdiction. Le tribunal de Sartène, suivant l'avis du conseil de famille, rejeta l'interdiction. Le ministère public fit appel prétendant que les juges civils étaient liés par l'arrêt du 24 juillet. La Cour de Bastia rejeta l'interdiction (1) attendu que cet arrêt « ne constitue pas la chose jugée capable de lier les juges civils, lesquels ne peuvent se déterminer que d'après les actes et justifications faits de leur autorité ».

En effet l'arrêt rendu au criminel ne pouvait avoir l'autorité de la chose jugée, au civil, que sur les points que la cour d'assises avait spécialement pour mission de trancher, c'est-à-dire sur la matérialité

1. Bastia, 2 mai 1827. S. Chr. 8. 2. 362.

du crime et la culpabilité de l'accusé. La seule chose qui fut constante, c'était que L... avait commis un crime dans des circonstances telles, qu'il devait échapper à toute condamnation. C'étaient là des points étrangers à la question qu'avaient à trancher les tribunaux civils, et qui était de déterminer si le défendeur se trouvait habituellement dans un état mental susceptible de justifier l'interdiction. L'arrêt criminel ne pouvait être pour eux qu'un élément d'appréciation.

Dans un autre cas (1), un jeune homme faible d'esprit avait voyagé en chemin de fer sans billet ; il fut poursuivi correctionnellement, mais il bénéficia d'une ordonnance de non lieu sur le rapport d'un médecin qui constatait son trouble mental. Le tribunal de Versailles à qui on soumettait ce fait avec beaucoup d'autres en tint compte, mais ne prononça pas l'interdiction.

A plus forte raison les juges ne sauraient être liés par le certificat d'un préfet constatant qu'un jeune homme avait été exempté du service militaire pour imbécillité notoire et habituelle (2).

On voit donc qu'en matière d'interdiction les tribunaux jouissent de la plus grande liberté ; au cours

1. Trib. Versailles, 4 déc. 1890. *Gaz. du Pal.*, 90. 2. 689.

2. Cass., 5 juillet 1837. Dalloz Répert. V° *Interdiction*, n° 24

de cette étude nous avons constaté qu'ils n'en avaient usé qu'avec prudence et discrétion. En cette matière la jurisprudence s'est montrée à la hauteur de sa lourde tâche et digne de la confiance que lui accordait la loi.

SECTION V

Caractère de l'interdiction

La détermination précise des causes d'interdiction est un grave problème pour un législateur et la latitude qu'il est obligé de laisser en cette matière aux tribunaux confère à ceux-ci un pouvoir redoutable. L'interdiction constitue, en effet, une grave atteinte à la liberté individuelle ; pour être moins cruelle que l'internement, elle n'en est pas moins très réelle, très pénible et très humiliante ; un homme investi de la pleine capacité civile se voit enlever par un jugement la disposition de ses biens ; désormais ils seront administrés par un tuteur sous la surveillance d'un conseil de famille ; l'interdit est rabaissé au niveau d'un enfant. Il pourra, il est vrai, lorsque la cause qui a motivé cette mesure aura disparu obtenir un jugement de mainlevée. Mais parfois cette administration intermédiaire aura apporté

dans ses biens des changements désastreux et irréparables (1).

Appliquée d'une façon trop large l'interdiction pourrait constituer la plus insupportable des tyrannies. Mais cette institution n'est rigoureuse que si elle s'applique à une personne encore en état de régir ses affaires ; si au contraire un homme a été frappé d'incapacité par la nature elle-même qui l'a privé de ses facultés intellectuelles, il devient non seulement utile, mais indispensable de venir à son aide et de sauvegarder ses intérêts. L'interdiction apparaît alors comme une mesure bienfaisante établie pour l'avantage direct de celui auquel elle s'applique.

C'est bien ce caractère d'institution de protection que notre législation actuelle a imprimé à l'interdiction. L'action restrictive de la jurisprudence, suivant en cela les indications très nettes du Code, a su réduire l'interdiction aux cas où elle était absolument nécessaire, se différenciant en ceci de notre ancien droit. Avant la Révolution, en effet, l'interdiction était prononcée pour des causes beaucoup trop nombreuses ; on en avait fait une institution absolument disparate, destinée à protéger les intérêts

1. On peut citer à ce propos le cas d'un savant naturaliste qui avait passé sa vie à amasser une collection splendide ; atteint d'aliénation mentale il fut interdit. Rapidement guéri il obtint la mainlevée de l'interdiction peu de mois après. Mais dans l'intervalle la collection avait été vendue.

des aliénés, à mettre un terme aux dissipations inconsidérées des prodigues et dans certains cas à réfréner des écarts de conduite. Elle était donc tantôt une mesure de protection prononcée dans l'intérêt même de l'interdit, tantôt une mesure de répression prononcée dans l'intérêt de sa famille et de l'Etat.

Aujourd'hui, au contraire, l'interdiction n'a plus jamais l'allure d'une peine. Elle ne s'applique plus qu'à une seule catégorie de personnes, les aliénés ; elle n'a plus qu'un seul but : venir en aide à ceux qu'une infirmité mentale met hors d'état de diriger leurs affaires. Le Code indiquait déjà nettement cette transformation : mais l'action des tribunaux a contribué encore à l'accentuer et à déterminer d'une façon encore plus précise le caractère de cette institution.

Evidemment, la jurisprudence n'a pu considérer les termes de l'article 489 que comme une indication ; il lui a bien fallu prononcer l'interdiction dans des cas autres que ceux que la science appelle imbécillité, démence ou fureur. Mais elle n'a procédé à cette extension qu'avec une prudence extrême exigeant des conditions multiples pour proclamer l'incapacité d'une personne et la placer en tutelle. Elle a bien dû admettre comme causes d'interdiction toutes les classes de la folie, qu'elles figurent ou non dans le texte de l'article 489, mais elle n'a admis que les maladies mentales ; réclamant un véritable trouble

des facultés intellectuelles, elle a soigneusement rejeté les simples défauts ou bizarreries de caractère, les vices, les maux purement physiques. Encore la jurisprudence a-t-elle exigé que ce désordre cérébral entraînât comme conséquence la perte de toute volonté consciente, l'extinction du libre-arbitre ; elle n'a jamais entendu protéger ceux qui commettaient des écarts volontaires. Lorsque la maladie n'est qu'intermittente il faut au moins qu'elle constitue l'état normal et habituel de celui qui en est atteint ; et l'interdiction destinée en principe à venir en aide à celui qui souffre d'une maladie perpétuelle, ne saurait être appliquée à un désordre mental dont on pourrait prévoir la fin. Enfin la jurisprudence se désintéresse des troubles cérébraux purement spéculatifs ; la maladie n'est prise en considération que lorsqu'elle a sa répercussion sur les intérêts pécuniaires.

Ainsi donc, l'interdiction ne sert chez nous qu'à transformer en incapacité légale, une incapacité naturelle complète ; on ne traite comme des enfants que ceux que la nature a remis au rang des enfants. Dans notre droit actuel l'interdiction est une mesure de protection pour des malades et rien de plus.

De l'étude de toutes ces conditions, de toutes ces restrictions, une autre impression se dégage ; c'est que cette institution ne s'applique pas à tous les déshérités de la nature. Suivant l'indication que lui

donnait Bertrand de Greuille dans son discours au tribunal (1), la jurisprudence n'a employé la sévérité et la rigueur de l'interdiction que dans les cas les plus pressants et les moins équivoques. Non seulement cette institution ne concerne que les gens atteints d'une maladie mentale, mais elle ne les concerne même pas tous. C'est une mesure extrême qu'on ne doit appliquer que dans les cas où les autres moyens sont inefficaces ou absolument insuffisants.

1. Fenet, t. X, p. 724.

CHAPITRE II

Du conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit

Nous avons vu comment la jurisprudence s'était montrée exigeante et restrictive en matière d'interdiction. Il est même certain qu'elle refuse de l'appliquer à des cas où une mesure de protection s'impose, à des gens qui sont manifestement incapables d'exercer librement tous leurs droits sans danger. Si les tribunaux ont pu agir ainsi, c'est que la loi leur donne un moyen plus simple de venir au secours de ceux dont la raison et la volonté n'ont pas complètement disparu. L'article 499 du Code civil est ainsi conçu : « En rejetant la demande en interdiction le tribunal pourra néanmoins, si les circonstances l'exigent, ordonner que le défendeur ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier ni en donner décharge, aliéner ni grever ses biens d'hypothèques sans l'assistance d'un

conseil qui lui sera donné par le même jugement. » La personne à qui cette mesure sera appliquée ne sera donc pas mise en tutelle, elle fera elle-même les actes les plus graves avec l'assistance de son conseil ; quant aux actes d'administration, aux actes usuels de la vie courante, elle pourra les faire seule et conservera ainsi l'illusion de la liberté.

Cette institution apparaît dans le Code comme subsidiaire ; elle y est indiquée comme une solution possible d'un procès en interdiction et c'est bien ainsi que les travaux préparatoires nous la présentent. On lit en effet dans l'exposé des motifs du conseiller d'Etat Emmerý (1) : « Il est possible qu'une personne dont l'interdiction aura été demandée pour cause d'imbécillité ou de démence ne paraisse pas être en cet état, mais qu'il soit bien prouvé qu'à raison de la faiblesse de son esprit ou de l'ascendant de quelque passion dominante elle soit peu capable de la direction de ses affaires. Alors le juge serait embarrassé si la loi ne lui permettait pas d'employer un autre remède que celui de l'interdiction ». Et nous voyons dans le rapport du tribun Bertrand de Greuille (2) : « Le projet de loi suppose à l'article 499 que la demande en interdiction a dû être rejetée parce que l'aliénation n'est qu'instantanée, d'une nature peu

1. Fenet, t. X, p. 710-711.

2. *Id.*, p. 724.

alarmante et qui affaiblit la raison sans la détruire entièrement. »

Les tribunaux pourront donc nommer un conseil judiciaire quand la demande en interdiction ne leur paraîtra pas appuyée sur des causes suffisantes ; mais lorsqu'il paraîtra d'avance certain que c'est cette solution qu'ils adopteraient on pourra demander directement la nomination d'un conseil ; il serait en effet ridicule d'être obligé de demander l'interdiction, alors qu'en réalité c'est la dation d'un conseil qu'on sollicite. Cette solution est absolument admise par la doctrine et la jurisprudence. A ce point de vue le conseil judiciaire apparaît comme une institution indépendante.

Maintenant dans quels cas cette mesure pourra-t-elle être employée ? Le texte du Code ne nous l'indique pas, il dit simplement : « Si les circonstances l'exigent. » Cette expression est volontairement vague. Les auteurs du Code avaient bien voulu déterminer le plus nettement possible les causes d'interdiction à cause de la gravité de la mesure. Le conseil judiciaire, au contraire, moins rigoureux, pourra convenir dans des cas très nombreux et très variés ; une énumération aurait été forcément incomplète ou arbitraire : aussi la loi a voulu laisser aux tribunaux une grande latitude.

Néanmoins, ils ne pourraient pas étendre à leur gré les cas où la nomination d'un conseil judiciaire

est possible. Si le texte de la loi est vague, son esprit est très clair. La façon même dont le conseil judiciaire nous est présenté dans le Code comme une institution subsidiaire nous prouve bien que les auteurs de la loi l'ont considéré comme une demi-interdiction, une institution moins grave, mais demeurant dans le même ordre d'idées que l'institution principale. Si nous revoyons les passages des travaux préparatoires cités un peu plus haut, nous constatons que l'on y parle de faiblesse d'esprit, d'aliénation mentale insuffisante pour prononcer l'interdiction parce qu'elle n'est qu'instantanée peu grave ou partielle. Ce sont là des causes qui auraient fait prononcer l'interdiction si on s'était montré moins restrictif en cette matière, qui l'auraient sans doute faite prononcer, si le conseil judiciaire n'avait pas existé. Aussi l'on peut dire que les causes qui justifient la nomination d'un conseil sont du même ordre que celles qui justifient l'interdiction. Là aussi il faudra une lésion, soit de l'intelligence, soit de la volonté. Mais on se montrera moins rigoureux pour admettre la demande, soit au point de vue de la nature de la maladie, car il suffira d'un simple affaiblissement des facultés intellectuelles, qu'il soit congénital ou accidentel, soit au point de vue de la fréquence des accès, s'il s'agit d'une maladie intermittente. Les tribunaux auront avant tout à se préoccuper de la capacité du défendeur à régir ses affaires ;

s'il est prouvé qu'il est peu apte à les administrer, qu'il se trouve placé dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres hommes, qu'il est exposé à être ruiné par des gens qui songeront à exploiter son malheur, et cela parce que sa raison et sa volonté ne se sont jamais bien développées ou se sont affaiblies, alors, il y aura lieu de le protéger en lui donnant un conseil.

On donne à cette institution le nom de conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit ; cette expression ne se trouve pas dans la loi, mais elle est assez juste à condition de prendre le mot de faiblesse d'esprit dans un sens large d'incapacité naturelle.

D'après ce que nous venons de dire on voit que nous allons rencontrer en recherchant dans la jurisprudence les causes qui justifient la nomination d'un conseil bien des cas que nous avons déjà étudiés à propos de l'interdiction ; il y aura donc lieu d'être fort bref à leur sujet pour éviter des répétitions.

La nomination d'un conseil suppose sinon la suppression complète, du moins la diminution considérable du libre-arbitre. Aussi cette mesure ne saurait être employée pour réprimer les écarts de conduite, si graves, si pénibles soient-ils, lorsqu'ils sont l'œuvre d'une volonté parfaitement consciente. Et c'est avec raison que la Cour d'Angers (1) a infirmé le

1. Angers, 26 mai 1896. S. 97. 2. 160.

jugement du tribunal de Saumur qui avait donné un conseil à une jeune fille d'excellente famille, séduite par un jeune homme avec lequel elle s'était enfuite à l'étranger et qu'elle voulait épouser.

Une des causes les plus importantes de nomination d'un conseil est la faiblesse d'esprit au sens strict du mot, c'est-à-dire celle qui résulte d'un développement incomplet des organes cérébraux. A son degré le plus complet elle constitue l'imbécillité et dans ce cas elle justifie l'interdiction ; mais souvent le faible d'esprit ne sera pas complètement privé de raison, mais il sera absolument dépourvu de toute énergie et sa volonté sera insuffisante pour qu'il puisse gérer seul sa fortune. Ainsi la Cour d'Angers (1) a eu à se préoccuper d'un homme qui n'était pas dans un état d'imbécillité, car il savait compter et, comme on lui avait présenté différentes pièces d'or, d'argent et de cuivre, il les avait reconnues rassemblées et comptées sans erreur en leur donnant leur valeur réelle : elle lui donna un conseil parce que, néanmoins, ses facultés intellectuelles paraissaient plus faibles que celles du commun des hommes.

Le tribunal de Versailles (2) a donné un conseil à

1. Angers, 23 avril 1806. S. Chr. 2. 2. 138.

2. Trib. Versailles, 27 avril 1893. *Gaz. du Pal.*, 1893. 1. 556.

une dame, qui, sans être véritablement atteinte d'imbécillité, était d'une telle faiblesse de caractère qu'elle n'osait jamais opposer de refus aux demandes considérables d'argent dont un de ses gendres l'accablait constamment.

Souvent la faiblesse d'esprit sera causée ou aggravée par des attaques d'épilepsie ; nous avons vu à propos de l'interdiction que l'influence de cette maladie sur la capacité civile était extrêmement variable ; il est certain que dans beaucoup de cas elle contribuera à diminuer les facultés intellectuelles et qu'on sera d'autant plus porté à accorder la nomination du conseil que la présence de l'épilepsie n'est pas faite pour donner l'espoir d'une amélioration de l'état mental.

Ainsi la Cour de Colmar (1) déclare que l'homme qui a seulement un esprit faible qui souvent l'expose à être circonvenu et est affligé d'une maladie épileptique ne peut pas être classé au-dessous de l'homme le plus borné et qu'il n'est pas ce qu'on appelle en droit un *mente captus* ; on doit seulement lui faire application de l'article 499.

La Cour de Montpellier (2) déclare qu'il y a lieu de nommer un conseil judiciaire quand la fréquence

1. Colmar, 2 prairial an XIII, S. chr. 2.2. 53.

2. Montpellier, 25 août 1836, sous Cass. 5 juillet 1837. Dalloz, Répert. V^o *Interdiction*, n^o 24.

des accès d'épilepsie ne laisse pas aux facultés intellectuelles de celui qui en est atteint assez d'étendue pour qu'il puisse gérer convenablement ses affaires.

Des décisions plus récentes, toujours à propos de l'épilepsie, donnent des solutions absolument conformes à celles-ci (1).

Quand la faiblesse d'esprit, au lieu d'être originelle, ne survient que plus tard lorsque les facultés intellectuelles s'affaiblissent après avoir été brillantes et que la volonté, au contraire, subsiste, un grand danger se présente. Il est bien mis en relief par un arrêt de la Cour d'Amiens (2) statuant sur le cas d'une personne dont on demandait l'interdiction parce qu'elle faisait des opérations commerciales désastreuses. « Son intelligence paraît avoir subi un certain affaissement, il n'a plus cet instinct commercial qui avait fait son succès ; cependant il a toujours la même manie de faire des affaires, qu'il gagne ou qu'il perde ; cette manie qui accuse une faiblesse d'esprit présente d'autant plus de péril qu'il a encore l'orgueil de croire qu'il est plus fort que tout le monde et qu'il n'y a pas de second B... au monde. » Dans ce cas il est évident qu'une mesure de protection s'im-

1. Poitiers, 4 décembre 1890. Pand. Franç. Pér. 91. 2. 189.
— Trib. Beauvais, 8 décembre 1898. Rec. Gaz. des Trib., 1899, t. I, 2. 359.

2. Amiens, 8 décembre 1881, précité.

pose : car, si on laissait toute liberté d'action à une personne qui à l'exemple de l'Archevêque de Grenade dans *Gil-Blas* ne voudrait jamais convenir de son propre affaiblissement, elle ne tarderait pas à se ruiner. Le conseil judiciaire suffira, puisque dans ce cas on est encore loin de l'imbécillité.

Mais, pour prononcer même cette mesure atténuée, il faut une véritable faiblesse d'esprit causée par le développement incomplet ou l'affaiblissement des organes. On ne saurait admettre pour la justifier un caractère sans énergie qui se laisse facilement dominer, alors que l'intelligence et la volonté sont intactes. La Cour de Toulouse (1) a eu à examiner ce point à propos d'un jeune homme à qui son père voulait faire nommer un conseil parce qu'un prêtre l'avait établi dans son presbytère, l'y employant à des besognes puériles ou humiliantes, telles que laver la vaisselle ou garder les oies, avait pris la haute main sur ses affaires et le dominait complètement. La Cour rejeta la demande car ces allégations ne prouvaient que de la faiblesse de caractère et le jeune homme pouvait jouir de facultés intellectuelles suffisantes pour pourvoir convenablement, s'il était livré à lui-même, à l'administration de sa personne et de ses biens : s'il s'était laissé dominer par une influence étrangère rien n'établissait que cette direction n'avait pas été

1. Toulouse, 6 juillet 1867. D. 67.2.162.

acceptée par lui dans le plein exercice de son libre-arbitre.

L'aliénation mentale peut parfois être insuffisante pour faire prononcer l'interdiction, soit qu'elle ne paraisse pas très dangereuse, soit que ses manifestations paraissent trop éloignées si elle est intermittente. Si néanmoins elle entraîne pour celui qui en est atteint une incapacité plus ou moins grave pour l'administration de sa fortune, le tribunal devra nommer un conseil. C'est ce qu'a fait la Cour de Lyon dans un cas de folie raisonnante dont nous nous sommes déjà occupé (1).

Dans son exposé des motifs le conseiller d'Etat Emmery, montrant l'utilité du conseil judiciaire, parle de l'homme qui sera jugé peu capable de la direction de ses affaires, en raison de l'ascendant de quelque passion dominante. La jurisprudence s'est emparée de cette idée et elle en a fait des applications intéressantes qui méritent de retenir l'attention.

La Cour de Besançon (2) considère « que la dation d'un conseil judiciaire est une mesure de protection abandonnée par l'article 499 à la prudence du juge à l'égard de celui qui est entraîné sous l'empire des idées les plus perverses à une exaltation dont la vio-

1. Lyon, 24 juillet 1872 précité.

2. Besançon, 2 février 1865. S. 65.2.239.

lence va jusqu'à lui enlever par moment son libre-arbitre ; que la pensée de réduire sa famille à la misère, sans autre mobile qu'un sentiment de haine ou de vengeance aveugle et la préparation des actes destinés à atteindre un tel but, attestent un désordre d'esprit qui expose à de sérieux dangers celui qui manifeste de telles intentions et ne permet pas de lui conserver la libre administration de ses biens. » Puis elle déclare que les sentiments dénaturés du défendeur vis-à-vis de sa famille, ses actes de dévastation, ses démarches pour la ruiner, révèlent dans ses facultés mentales une altération suffisante pour justifier l'application de l'article 499.

A une époque beaucoup plus récente la Cour d'Aix a rendu un arrêt tout à fait analogue (1). « M^{me} E... à la suite des sentiments de haine et de vengeance qu'elle a contre sa fille a manifesté l'intention de lui nuire de toute façon et de la réduire à la misère, elle serait facilement susceptible d'impressions dont on pourrait abuser pour l'engager à faire des actes dont elle ne profiterait pas personnellement ; il convient de veiller dans son propre intérêt à la conservation de sa fortune ».

Ces deux arrêts étaient peut-être dans les espèces où ils ont été rendus justes et équitables. Mais ils posent des principes qui paraissent dangereux. Il

1. Aix, 16 janvier 1900. *Le Droit*, 29 mars 1900.

est peut-être excessif de considérer, comme le fait surtout celui d'Aix, la haine d'une personne pour sa famille comme la manifestation d'une folie partielle; le rôle des tribunaux n'est pas de prendre parti dans les querelles de famille et d'y soutenir certains membres contre les autres, tout au moins lorsque ceux-ci agissent en vertu de leur raison et de leur volonté. En de semblables circonstances les tribunaux ne doivent se prononcer qu'avec une extrême prudence; ils doivent se souvenir qu'en principe une personne majeure est libre de ses actions et ne la frapper d'incapacité que lorsqu'il y a réellement aliénation mentale ou faiblesse d'esprit.

Nous avons vu que les tribunaux hésitaient beaucoup à interdire les vieillards et qu'ils ne s'y décidaient que lorsque le grand âge avait amené avec lui la démence sénile. Au contraire, le conseil judiciaire laissant au vieillard toute liberté pour les actes d'administration et par conséquent ne le contrariant pas dans ses habitudes a paru aux tribunaux une mesure suffisamment protectrice et ils en ont largement usé.

C'est ainsi que la Cour d'Amiens (1) donne un conseil à un vieillard faible d'esprit, timide et ombrageux, mais qui a conservé des idées saines et une

1. Amiens, 19 janv. 1856, sous Cass., 14 juillet 1857. D. 57 1. 354.

intelligence suffisante des choses ordinaires de la vie. Même solution donnée par la Cour de Riom (1) pour une femme qui se trouve dans un état de vieillesse peu ordinaire et qui serait facilement susceptible d'impressions dont on pourrait abuser pour la porter à faire des ventes ou autres actes contre son intention et sans qu'elle en profitât personnellement. Un autre arrêt décide que le défaut de mémoire, une grande faiblesse de vue, beaucoup d'insouciance pour les affaires et des réponses qui manquent de justesse sont des motifs suffisants pour justifier la nomination d'un conseil judiciaire à une femme âgée de quatre-vingt-huit ans (2). Des décisions plus anciennes, rendues peu de temps après la promulgation du titre de l'interdiction, donnent la même solution (3).

Le conseil judiciaire apparaît donc à la jurisprudence comme le véritable remède à appliquer à l'affaiblissement intellectuel résultant du grand âge ; le vieillard se trouve en effet bien protégé ; mais les décisions judiciaires prouvent que les tribunaux songent aussi à protéger la famille de la personne âgée contre les dissipations que celle-ci pourrait commettre

1. Riom, 4 mai 1825. S. 26.2.118.

2. Cass., 29 mai 1822. Dalloz Répert. V^o *Interdiction*, n^o 256.

3. Rouen, 8 floréal an XII. S. Chr., 1.2.188. Lyon, 2 prairial an XII. S. Chr. 1.2.192.

involontairement ; or, le conseil judiciaire ne protégera pas les héritiers contre l'acte qu'ils ont le plus à craindre, c'est-à-dire contre une captation de testament ; à ce point de vue il se montre insuffisant.

La jurisprudence se refuse également en principe à interdire les sourds-muets qui ne sont pas des imbéciles au sens médical du mot. Au contraire, elle consent volontiers à leur nommer un conseil judiciaire. Il est certain que cette mesure semble bien leur convenir ; le sourd-muet privé d'éducation arrive à posséder un certain nombre de conceptions simples se rapportant aux actes usuels qu'il accomplit tous les jours ; il pénètre au contraire difficilement les idées abstraites et compliquées ; il peut ainsi vivre dans son milieu habituel, entouré de personnes dont il peut se faire comprendre sans avoir besoin d'être surveillé comme un insensé ; la conclusion d'actes juridiques importants serait en revanche dangereuse pour lui ; par là il se rapproche du faible d'esprit et on comprend que l'on puisse appliquer aux deux la même mesure.

Au reste, comme nous l'avons vu à propos de l'interdiction, la jurisprudence ne rend guère en cette matière des solutions de principe, et surtout elle ne se décide pas *a priori* d'après le degré d'instruction du sourd-muet. Elle rend essentiellement des arrêts d'espèce recherchant dans chaque cas quelle est l'aptitude du défendeur à gérer ses affaires. C'es

ainsi que la Cour de Rouen (1) a nommé simplement un conseil à un sourd-muet parce qu'il résultait des faits de la cause que ses facultés intellectuelles avaient été affaiblies par la privation de deux de ses sens et par l'absence de toute éducation. Et la Cour de Lyon a été d'autant plus portée à appliquer cette mesure que le défendeur la demandait lui-même au lieu de l'interdiction (2).

Mais des accidents purement physiques n'influant pas sur les facultés intellectuelles ne sauraient justifier la dation d'un conseil judiciaire. C'est ainsi qu'une semblable mesure ne pourrait pas être prise à l'égard d'une personne atteinte de cécité (3).

Nous avons vu enfin que l'ivresse habituelle n'était pas par elle-même une cause d'interdiction. Nous avons étudié un arrêt de la Cour de Rouen (4) qui statue en ce sens ; mais il ne se borne pas à cette solution négative ; il considère que l'ivrogne sur le sort duquel il doit statuer se laisse entraîner à du désordre dans ses affaires et à des dissipations ; pensant qu'à ce point de vue la loi doit le protéger, il rejette l'interdiction et nomme un conseil judiciaire pour prodigalité. Comme nous le montrerons plus

1. Rouen, 18 mai 1842, S. 42. 2. 524.

2. Lyon, 14 janvier 1812, S. chr. 4. 2. 13.

3. Trib. Bruxelles, 19 janvier 1889. Pasicrisie belge, 1889. 3. 111.

4. Rouen, 18 janvier 1865 précité.

loin nous pensons que sous cette forme la solution de l'arrêt est absolument critiquable. Mais nous croyons, au contraire, qu'on aurait très bien pu en l'espèce nommer un conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit. L'ivrogne invétéré n'est pas un insensé, mais c'est tout au moins un candidat à la folie. L'ivresse, dit la Cour de Rouen, est toujours le résultat d'un acte de libre-arbitre. C'est peut-être fort exagéré quand il s'agit d'une habitude invétérée ; la passion domine alors complètement l'homme et elle asservit la volonté. Il est certain que l'abus des boissons alcooliques a sa répercussion sur l'intelligence qui ne saurait demeurer intacte en présence de pareils excès. Et comme le constatait en l'espèce la Cour de Rouen, cet état aura fréquemment sa répercussion sur les intérêts pécuniaires de l'ivrogne. En conséquence les tribunaux en présence d'un être chez qui l'ivresse est une habitude et qui n'est pas encore idiot ou dément peuvent rejeter *a priori* l'interdiction, mais ils pourront souvent faire une juste application de l'article 499 en lui nommant un Conseil judiciaire, les circonstances l'exigeront.

Pour que les tribunaux prononcent l'interdiction, il faut que le trouble et l'oblitération des idées aient leur répercussion sur les intérêts pécuniaires. A plus forte raison il en est de même pour le conseil judiciaire ; en effet dans l'esprit du Code l'interdiction visait à la fois la personne et les biens puisqu'elle

était le préliminaire de l'internement (le ministère public était tenu de faire interdire les furieux, ce qui ne pouvait avoir d'utilité que si on les internait ensuite). Au contraire, le conseil judiciaire est fait uniquement en vue de remédier à la mauvaise gestion des biens ; la seule chose dont les tribunaux aient à se préoccuper en pareille matière c'est de savoir si la personne en cause anéantira ou diminuera considérablement sa fortune, si on ne lui nomme pas de conseil. Des idées bizarres ou erronées ne justifieront jamais une atteinte à la capacité civile, si elles restent dans le domaine spéculatif. Il s'est trouvé un tribunal pour donner un conseil à un prêtre qui avait paraît-il des idées fausses en matière de dignités ecclésiastiques. Naturellement la Cour d'Angers infirma le jugement et le fit en fort bons termes (1). « Il n'a été articulé par l'intimé aucun fait qui tende à prouver que l'appelant n'est pas dans le cas d'administrer ses biens ; tout démontre, au contraire, que jusqu'à présent il l'a fait en homme sensé et économe... Les opinions qu'il aurait manifestées relativement aux dignités ecclésiastiques, quand même elles seraient erronées, ne justifieraient point son incapacité pour le gouvernement de ses biens ».

Encore dans ce cas il s'agit d'une aberration tout

1. Angers, 10 prairial an XIII. S. Chr. 2. 2. 58.

à fait partielle qui en aucun cas n'influerait sur les intérêts pécuniaires. Mais le tribunal de Lyon (1) a rendu un jugement bien plus caractéristique encore, parce qu'on s'y trouve en présence d'un affaiblissement cérébral certain et qui dans d'autres circonstances aurait nécessité la nomination d'un conseil : « La veuve C... est affaiblie par l'âge, elle a perdu la mémoire et elle donne des signes de sénilité ; sans doute cette diminution de ses facultés intellectuelles serait de nature à nuire à la bonne direction de ses affaires si elle possédait une fortune importante ou embarrassée ; mais son modique avoir est d'une gestion facile ; d'une part on ne voit pas que ses immeubles d'une valeur très minime soient susceptibles de dépérir ; d'autre part ses capitaux... n'offrent aucune difficulté d'administration. — Ainsi au point de vue de ses intérêts pécuniaires, il ne semble pas qu'il y ait péril en la demeure. » On voit donc que la jurisprudence interprète les mots : « si les circonstances l'exigent » de l'article 499 comme s'il y avait : « lorsque l'état intellectuel de la personne en cause inspirera des inquiétudes au point de vue de sa répercussion sur les intérêts pécuniaires. » C'est là l'idée qui sert de base à toute l'institution du conseil judiciaire.

1. Trib. de Lyon, 25 nov. 1882 (*Gaz. du Pal.*, 1883.2.292, 2^e partie).

Nous avons vu qu'en matière d'interdiction les tribunaux jouissaient d'un pouvoir souverain pour déterminer les cas où il y avait lieu de l'appliquer ; à plus forte raison en présence des termes de l'article 499, ils jouissent d'un pouvoir aussi large en matière de conseil judiciaire.

Comme nous venons de le voir cette institution est bien plus largement ouverte que l'interdiction ; on l'applique non seulement à la maladie mentale qui aurait justifié cette dernière mesure, si elle avait présenté un caractère plus dangereux, mais à une maladie physique comme la surdité-mutité, à l'affaiblissement mental dû au grand âge, même à des vices comme l'ivresse. Mais même ainsi élargi le conseil judiciaire de l'article 499 conserve le même caractère que l'interdiction ; les passions, nous l'avons vu dans les arrêts, ne le justifient que lorsqu'elles constituent une véritable démence partielle, l'ivresse ne le fait nommer que lorsqu'elle est devenue une habitude malade contre laquelle il est impossible de lutter. Dans ces conditions on peut dire que le conseil judiciaire ne s'applique que lorsqu'il y a un affaiblissement intellectuel morbide, que ce soit une véritable infirmité mentale ou une infirmité physique ayant sa répercussion sur l'esprit. Comme le dit un arrêt il y a assimilation entre les deux moyens de protection (interdiction et conseil judiciaire), l'un étant seulement plus efficace et plus complet que l'autre.

Justement parce qu'il est moins énergique que l'interdiction, le conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit apparaît encore plus clairement comme une institution bienfaisante. Cette mesure ne brise pas les habitudes de la personne à laquelle elle s'applique ; au contraire elle lui laisse l'administration de ses biens ; dans les multiples opérations de la vie courante le faible d'esprit n'aura pas à subir la présence de son conseil ; comme nous le disions en commençant cette étude, il conservera l'illusion de la pleine capacité. C'est seulement pour les opérations les plus graves, celles qui pourraient compromettre l'existence même de son patrimoine que le conseil interviendra pour protéger le faible d'esprit contre les influences étrangères qui chercheraient à abuser de son état.

Plus largement ouvert que l'interdiction, le conseil judiciaire de l'article 499 n'en reste pas moins comme elle une institution de protection pour des infirmes et rien de plus.

DEUXIÈME PARTIE

LA NOTION DE PRODIGALITÉ

« Il peut être défendu aux prodigues de plaider, de transiger, d'emprunter, de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge, d'aliéner ni de gréver leurs biens d'hypothèques sans l'assistance d'un conseil qui leur est nommé par le tribunal. » En se décidant à réprimer ainsi la prodigalité dans l'article 513, les auteurs du Code n'ont fait que suivre l'exemple de toutes les législations antérieures ; ils se sont du reste montrés beaucoup moins rigoureux. L'antiquité fut dure pour les prodigues ; dans l'ancienne Egypte celui qui avait dissipé le patrimoine de ses pères et qui mourait insolvable était privé de sépulture. A Athènes il pouvait être interdit ; ses enfants ou à défaut ses héritiers présomptifs pouvaient demander à l'archonte d'être investis de l'administration de ses biens, mais en outre il était

frappé d'infamie légale et exclu par suite de toute participation aux droits de cité et de famille ; de plus son corps ne pouvait pas être inhumé dans les lieux de sépulture consacrés à ses ancêtres (1).

A Rome, à la différence du fou le prodigue était interdit ; ce fut la loi des XII Tables qui prononça cette mesure, au moins contre celui qui dissipait les biens familiaux dont il avait hérité *ab intestat*. Peut-être à cette époque n'était-il interdit qu'en ce qui concernait ces mêmes biens. Le préteur étendit ensuite l'interdiction à tous les prodigues et à tous les biens. Cette mesure devait être prononcée par décret du magistrat ; alors le prodigue se trouvait frappé d'une incapacité permanente, tandis que le fou pouvait faire tous les actes de la vie civile pendant un intervalle lucide. Cette interdiction était d'ailleurs moins rigoureuse que celle que nous appliquons aux aliénés, le prodigue pouvait faire seul les actes qui rendaient sa condition meilleure. Un curateur administrait ses biens. Cette interdiction ne finissait que par un décret contraire du magistrat. En dehors de cette mesure la prodigalité trouvait dans les mœurs à Rome une autre sanction. Le dissipateur qui avait dû vendre les biens paternels pour payer ses dettes était universellement méprisé ; il n'é-

1. Voir *Revue de législation et de jurisprudence*, 1845, t. III, p. 435.

tait pas frappé d'infamie mais son *existimatio* était atteinte ; il devenait *turpis, improbus*. Les conséquences juridiques de cet état de choses ne sont pas très bien connues ; Quintilien nous apprend que le prodigue ne pouvait pas parler dans les assemblées publiques ; sans doute il ne pouvait pas être tuteur ni témoin. Les pouvoirs des censeurs complétaient cet ensemble de mesures ; en 684 de Rome, Antoine fut exclu par eux du Sénat parce qu'il avait dû vendre ses biens pour payer ses créanciers.

Notre ancien droit adopta en principe la règle romaine, les prodiges pouvaient être interdits. Les pays de droit écrit s'en tinrent là ; cette mesure radicale pouvait seule être employée ; le prodigue était frappé d'une incapacité complète. Dans les pays de coutume, au contraire, la pratique employa des moyens plus variés. Il y eut ce qu'on a appelé des interdictions générales, spéciales et mixtes. Tantôt l'incapacité était complète, comme elle l'est dans notre interdiction actuelle des fous, tantôt elle était restreinte à certains actes, notamment aux procès et aux aliénations ; enfin notre ancien droit vit s'introduire l'institution du conseil ; le juge déclarait que le prodigue ne pourrait plus accomplir tels ou tels actes sans l'assistance d'un conseil qu'il lui nommait. D'autres moyens étaient d'ailleurs offerts aux familles pour réfréner la prodigalité d'un de leurs membres ; les substitutions notamment, si em-

ployées dans notre ancien droit, pouvaient rendre à ce point de vue de réels services ; si un jeune homme paraissait porté à la dissipation ses parents n'avaient qu'à le grever de substitution en faveur de ses propres enfants. De cette façon ils étaient sûrs que le patrimoine serait conservé ; c'est surtout dans les provinces où, comme en Bretagne, les substitutions n'étaient point usitées que les interdictions devenaient fréquentes et nécessaires.

La Révolution survint ; elle supprima les substitutions comme entachées de féodalité ; car elles servaient surtout à perpétuer les grandes familles nobles. Imbue de l'idée de liberté individuelle, préoccupée avant tout de libérer l'homme de tous les liens qui avaient pesé sur lui jusque-là, il semble bien qu'elle aurait dû supprimer l'interdiction pour cause de prodigalité. Il est tout à fait remarquable qu'aucune loi ne soit intervenue en cette matière. On a bien soutenu que la constitution du 5 fructidor an III avait implicitement aboli cette cause d'interdiction. On lit en effet dans son titre II (relatif à l'état politique des citoyens) article 13 : « L'exercice des droits de citoyen est suspendu : 1^o par l'interdiction judiciaire pour cause de démence, fureur, imbécillité... » Il n'y est pas question de la prodigalité ! Certains auteurs en ont conclu que dès lors elle ne pouvait plus motiver l'interdiction. Mais cette constitution était uniquement relative aux droits politiques. La seule chose

que l'on puisse conclure de son silence c'est que les prodigues interdits n'étaient pas privés de l'exercice de ces droits. On peut citer un arrêt de la Cour de cassation du 6 juin 1810 interprétant en ce sens la constitution de l'an III et affirmant qu'avant le Code civil aucune disposition législative n'avait aboli l'interdiction pour prodigalité. Mais si, en droit, elle existait toujours, en fait, la pratique ne la connaissait plus. Des lettres écrites le 1^{er} frimaire an VII et le 16 vendémiaire an VIII par le ministre de la Justice à une veuve Martin (1) prouvent qu'à ce moment on la considérait comme abolie. Telle était la situation au moment où l'on préparait le Code civil.

Le projet de l'an VIII, comme d'ailleurs tous ceux qui l'avaient précédé, était absolument muet sur la prodigalité. Il contenait seulement une institution particulière, le conseil volontaire inauguré par le projet de Jacqueminot. Bien qu'il eut été prévu surtout pour le faible d'esprit les termes larges du projet permettaient au prodigue d'en profiter. Il est fort probable que cela n'aurait pas servi à grand chose. Un grand nombre des tribunaux auxquels le projet fut soumis demandèrent qu'on réprimât la prodigalité. Plusieurs même opinèrent pour le rétablissement de l'interdiction. Dans le nouveau projet

1. Merlin. *Répert. alfab. des questions de droit*. V^o *Prodigue*, § 1^{er}.

soumis au Conseil d'Etat, le conseil volontaire avait disparu, remplacé par le conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit ; il n'y avait encore aucune disposition relative à la prodigalité ; dans la discussion qui s'éleva, malgré la vive opposition de plusieurs conseillers d'Etat, la majorité fut d'avis qu'il y avait quelque chose à faire ; mais l'interdiction fut repoussée et on pensa qu'un simple conseil serait suffisant. Le projet fut remanié en ce sens et on y introduisit la disposition qui est devenue l'article 513 et qui fut adoptée sans difficulté par le corps législatif. Ainsi notre droit comme les législations anciennes réprime la prodigalité, mais il se montre beaucoup moins rigoureux. D'abord il n'y applique point de sanction pénale et la mesure prise par la loi n'est pas une tare déshonorante ; mais de plus le prodigue conserve l'administration de ses biens, et c'est seulement pour les actes les plus importants qu'il a besoin de l'assistance de son conseil ; à ce point de vue il est assimilé au faible d'esprit.

L'article 513 dit simplement : « Il peut être défendu aux prodigues.... » Il n'en donne aucune définition, n'indique pas les caractères qui permettront de le reconnaître, les actes qui justifieront la nomination d'un conseil.

Tout ce qui résulte des travaux préparatoires, c'est qu'à ce point de vue les auteurs du code n'ont pas entendu faire d'innovations. Portalis, répondant à

Tronchet qui objectait que les véritables caractères de la prodigalité étaient malaisés à établir, faisait observer que l'expérience et l'usage avaient éclairé sur la manière de la reconnaître quand elle existe et qu'il ne s'agissait pas d'introduire une action nouvelle et jusque là inconnue, puisque dans tout l'ancien droit on avait pratiqué l'interdiction. La notion générale de la prodigalité est donc la même dans notre droit que dans le droit romain ou l'ancien droit français. Néanmoins il aurait été à la fois difficile et dangereux d'en donner une définition. En cette matière plus qu'en aucune autre, plus même qu'en matière de folie et de faiblesse d'esprit les questions de fait sont les questions essentielles ; la prodigalité prend mille formes diverses, trouve dans chaque progrès de la civilisation matière à s'exercer. Il est impossible de tout prévoir et toute définition serait une limitation arbitraire ; le même acte d'ailleurs peut être une dépense naturelle ou un acte de dissipation insensée suivant la personne qui l'accomplit. Le plus large pouvoir doit donc être laissé aux tribunaux. En présence de chaque cas particulier ceux-ci prendront, suivant les circonstances, la résolution que leur sagesse leur dictera. Comme le constate Toullier « il y aura toujours un peu d'arbitraire dans la manière de juger ces sortes de procès ».

Mais c'est un inconvénient inévitable qui tient à la nature même de la prodigalité. Pour les mêmes raisons les juges du fait jouissent en cette matière d'un

pouvoir souverain ; la Cour de cassation, par une jurisprudence constante (1), a toujours déclaré que son contrôle ne s'étendait pas aux décisions déclarant qu'il y avait ou non prodigalité suffisante pour justifier le conseil. Pendant tout un siècle la jurisprudence a eu fréquemment à statuer sur des demandes de nomination d'un conseil judiciaire ; naturellement ses décisions sont avant tout des décisions d'espèce, néanmoins on peut en retirer un certain nombre d'idées générales. D'abord la mauvaise administration, les spéculations maladroites ne constituent pas la prodigalité ; celle-ci exige des dépenses de jouissance, de consommation personnelle exagérée ; puis ces dépenses doivent diminuer le capital ; n'est pas prodigue celui qui ne fait que dépenser ses revenus. Enfin la prodigalité ne suppose aucune tare mentale. Nous allons donc étudier successivement les conditions que la jurisprudence exige pour appliquer l'article 513, conditions relatives : 1° à l'objet des dépenses ; 2° à leur résultat ; et ensuite à l'état mental de celui qui les fait.

SECTION I

Objet des dépenses

D'après le dictionnaire de l'Académie : « Le pro-

1. Voir entre autres, 4 juillet 1838, D., 38 1.338. — 12 mars 1877, S. 77.1.203. 21 fév. 1899, Pand. Franç. pér., 99.1.138.

digne est celui qui dilapide son bien en folles et excessives dépenses. » Dans l'antique formule d'interdiction qui nous a été conservée par les sentences de Paul, la prodigalité était caractérisée par deux mots très expressifs : *nequitia disperdere*. *Disperdere*, c'est disperser, dissiper, gaspiller sa fortune ; *nequitia* (étymologiquement *ne æquitia*) c'est un défaut d'équilibre ; le prodigue c'est celui qui ne sait pas proportionner ses dépenses à ses ressources. Mais toutes les dépenses, fussent-elles ruineuses, ne justifient pas la nomination d'un conseil judiciaire.

Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord sur ce point ; il faut des profusions folles, superflues, improductives. Tous les hommes qui se ruinent ne sont pas des prodiges ; on ne considère comme tels que ceux qui gaspillent leur fortune par un excès de consommation personnelle, c'est-à-dire pour satisfaire leurs goûts, leurs passions ou leurs vices. « Ce qui caractérise le prodigue, ce qui explique l'exagération de ses dépenses, c'est un penchant trop vif pour les jouissances qu'elles procurent, c'est un défaut de prévoyance et de caractère qui le rend incapable de se modérer. La prodigalité suppose l'amour des plaisirs et du luxe, l'absence de frein moral, le dérèglement des mœurs » (1). Les

1. Audibert. *Etudes sur l'histoire du droit romain*, I. « La folie et la prodigalité », p. 96.

dépenses qui justifient l'application de l'article 513 sont essentiellement des dépenses superflues, de pure consommation, destinées d'avance à être improductives, tant pour celui qui les fait que pour la société ; en principe, le prodigue n'agit que pour la satisfaction de ses caprices ou de ses passions. La mauvaise administration des biens, des spéculations malheureuses, peuvent aussi conduire une personne à sa ruine ; mais ce n'est pas là de la prodigalité ; celle-ci suppose du gaspillage voulu. La jurisprudence est absolument nette en ce sens. Ainsi la Cour de Paris (1) ayant à statuer sur le cas d'un homme qui avait fait des pertes considérables refusa cependant de lui nommer un conseil judiciaire, « parce qu'il ne s'est jamais livré à des dépenses folles et excessives en raison de la fortune considérable qu'il avait acquise pour la satisfaction de ses goûts, de ses désirs ou de ses caprices personnels. » Dans une affaire tout à fait analogue le tribunal de Lyon (2) donne la même solution « attendu que des spéculations ne sauraient être assimilées à ces dépenses désordonnées et à ces profusions folles qui caractérisent la prodigalité ; qu'on ne relève à la charge du défendeur aucune dissipation personnelle. » Au con-

1. Paris, 25 mars 1897, S. 98.2.49.

2. Trib. de Lyon, 24 juin 1882. *Gaz. du Palais*, 1883, 1^{re} partie, p. 474.

traire, la Cour de Bourges (1) n'hésite pas à appliquer l'article 513 quand « c'est dans des dépenses désordonnées, extravagantes, que l'intimé a follement gaspillé son patrimoine ; que notamment on le voit sans but utile et sérieux acheter et entretenir à grands frais des chevaux dans diverses localités, faire pour des sommes considérables des acquisitions de livres et revendre le tout à des prix dérisoires pour se procurer des ressources ; que ces dépenses avouées par l'intimé ne donnent même pas une explication suffisante de son énorme passif. » Le joueur, le débauché, sont des types caractéristiques de prodigues, quand les sommes qu'ils consacrent à leurs passions deviennent excessives.

En matière de conseil judiciaire, comme dans l'application de toute mesure restrictive de la capacité civile, les tribunaux ne doivent agir qu'avec une extrême prudence ; c'est en somme une mesure grave qui limite considérablement l'activité de celui qu'elle atteint et qui de plus lui imprime une sorte de flétrissure, qui constitue une tache sinon pour son honneur, du moins pour sa dignité. Aussi les juges se sont montrés très exigeants pour reconnaître la prodigalité.

Le demandeur doit leur prouver qu'il s'agit de faits actuels, précis et habituels. Naturellement les faits

1. Bourges, 29 novembre 1888. *Le Droit*, 1^{er} février 1889.

doivent être actuels. Le conseil judiciaire étant destiné à éviter la dilapidation d'une fortune, il est certain qu'il ne faudrait pas s'y prendre trop tard, lorsque le mal est irrémédiable. Mais encore faut-il qu'il y ait déjà eu des dépenses faisant craindre la ruine. D'après l'ancienne formule d'interdiction, cette mesure était prononcée à Rome contre celui qui *liberos suos ad egestatem perducit* celui qui conduit ses enfants à la misère. Le conseil judiciaire est destiné à arrêter le prodigue dans sa course à l'abîme, encore faut-il pour cela qu'il soit en route. On ne saurait parler de prodigalité éventuelle et quand on a dit (1) qu'on pouvait agir quand il y avait des causes qui pouvaient y conduire, c'est à la faiblesse d'esprit qu'on faisait allusion en confondant ainsi deux institutions distinctes.

Il faut aussi des faits précis, extérieurs, notoires. Il est permis à la famille de celui qui dilapide sa fortune de demander la nomination d'un conseil ; mais elle n'a pas le droit de lui demander des comptes ; il serait véritablement excessif à notre époque que le prétendu prodigue fut obligé de justifier de l'emploi de sa fortune, dès qu'on constate qu'elle a diminué. C'est au demandeur à apporter devant le tribunal des faits précis et à en faire la preuve. La simple diminution de la fortune ne saurait pas créer

1. Dalloz. *Répert.* V^o Interdiction, n^o 236,

une présomption de prodigalité. « Celle-ci, dit la Cour de Metz (1), est un défaut saillant qui doit se manifester par des actes fréquents extérieurs et notoires qui ne doivent laisser aucun doute, aucune incertitude sur le caractère de celui qu'on accuse d'en être atteint », et elle rejette la demande « attendu que l'intimé n'articule aucun de ces faits notoires, aucun de ces actes habituels de désordre et de dissipation qu'exigent la loi, la raison et la politique pour priver un homme de l'exercice de quelques-uns des droits naturels et civils ». Et la Cour de Besançon (2) nous dit que « si la prodigalité ne suppose pas nécessairement un patrimoine déjà dissipé ou gravement compromis, elle doit du moins être caractérisée par des faits précis, actuels, non équivoques ».

Enfin une troisième condition est relative au nombre, à la fréquence des actes de dissipation. La Cour de Bourges l'a exposée en fort bons termes (3) : « Il ne suffit pas, en général, d'un premier acte de dissipation même considérable ; il convient de rechercher si c'est un mauvais penchant, une funeste inclination, une habitude qui se déclare ou s'il ne s'agit que de quelques fautes accidentelles ou d'un

1. Metz, 27 février 1812. S. Chr. 4.2.46.

2. Besançon, 2 février 1865. S. 65.2.239.

3. Elle ne fait d'ailleurs presque de reproduire les termes de Demolombe, t. VIII, n° 694.

moment d'égarement. » C'est là en effet l'idée essentielle ; il faut que la répétition fréquente des actes de dissipation ne laisse aucun doute sur le sort qui est réservé au reste de la fortune. S'il n'y a eu qu'une faute passagère la nomination d'un conseil à celui qui l'a commise serait plutôt une erreur puisqu'elle paralyserait les efforts qu'il pourrait faire, une fois qu'il s'est ressaisi, pour essayer de réparer les conséquences de son égarement.

Les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour décider si les faits qu'on leur apporte sont pertinents et justifient la mesure demandée. Leur appréciation variera naturellement pour les mêmes faits suivant les personnes qui les auront accomplis. Ils auront notamment à se préoccuper de la situation de famille du prétendu prodigue ; la prodigalité en tant qu'elle est réprimée par la loi apparaît essentiellement comme un délit spécial au père de famille. C'est avant tout pour sauvegarder la situation des enfants que le conseil judiciaire a été institué. « Il est certain, dit Merlin (1), que les excès auxquels il faut que la prodigalité soit portée pour déterminer la justice à priver un homme de sa liberté doivent être plus considérables et plus créants de la part d'un célibataire que d'un père de famille. Le célibataire est, en effet, dans toute l'énergie de ce

1. Merlin. *Répert de jurispr.* V^o *Prodigue*, § 1^{er}.

mot, maître de ce qu'il possède, il ne doit rien à ses collatéraux... La condition d'un père de famille est bien différente ; son patrimoine n'est proprement pas à lui ; la nature et la loi le destinent à ses enfants, elles regardent ses enfants en quelque sorte comme ses copropriétaires. » Cette notion de copropriété, si elle ne correspond à aucune réalité juridique, correspond bien à l'idée que l'on peut se faire des devoirs du père ; et il est tout naturel de se montrer plus rigoureux pour lui que pour celui qui n'a que des parents éloignés.

Ainsi donc des dépenses folles dans le but de satisfaire des caprices personnels et passées à l'état de penchant invincible, voilà ce qui en principe constitue la prodigalité. Nous allons voir comment la jurisprudence a appliqué ces idées dans les cas qui pourraient paraître douteux. L'idée essentielle, c'est qu'il faut qu'il s'agisse de dépenses superflues. Aussi on ne saurait considérer comme prodigue celui qui pour vivre empiète sur son capital ; il est certain qu'il marche à sa ruine et que s'il n'arrive pas à se ressaisir ce sera la pauvreté à bref délai ; mais le fait d'acquérir les denrées nécessaires à la vie ne constitue pas un gaspillage inutile, mais une nécessité absolue. Pour la jurisprudence cette solution est absolument évidente. La Cour de Bordeaux ayant à statuer sur le cas d'un homme dont la fortune avait fortement diminué, après avoir déclaré que les

demandeurs devaient prouver des faits précis et non équivoques ajoute : « Attendu au surplus qu'on conçoit très bien que V... père ait été obligé de prendre sur ses capitaux pour fournir d'une manière convenable à ses besoins » (1). Celui qui se ruine ainsi n'est pas un vain dilapidateur, mais un malheureux.

La mauvaise administration ne constitue pas la prodigalité. Une personne peut diminuer considérablement sa fortune en laissant dépérir ses biens, en ne cultivant pas ses terres, en ne faisant pas les réparations urgentes aux bâtiments, cela ne correspond pas à l'idée de gaspillage, d'aliénations folles et inutiles que suppose l'article 513. Les spéculations malheureuses ne sont pas non plus en principe une cause de nomination de conseil ; les dépenses du prodigue sont essentiellement des dépenses vaines, superflues, improductives ; or quand une personne engage des capitaux dans une affaire aléatoire, c'est toujours dans l'espoir d'en retirer un gain considérable. Si, du reste, une personne en se lançant dans une spéculation devait craindre de se voir infliger un conseil judiciaire, si ses espérances étaient déçues, elle hésiterait bien souvent. Ce serait paralyser toute initiative, entraver toutes les énergies, empêcher tout commerce et toute industrie : le résultat serait

1. Bordeaux, 12 juillet 1859. D. 59.2.200.

déastreux. On ne concevrait pas d'ailleurs que des pertes accidentelles puissent, en privant celui qui en a été victime de la libre administration de sa fortune, lui enlever le moyen de les réparer. Mais si les opérations qui constituent l'exercice normal d'une profession restent en dehors du cadre de la prodigalité, il y a des actes pour lesquels la solution paraît beaucoup plus douteuse, ce sont les spéculations de bourse. Il y a là une question très importante à cause du grand nombre des personnes qui s'y livrent et des sommes considérables qui y sont engagées : beaucoup de gens s'y ruinent et rapidement. Il est bien certain que les dépenses que l'on pourrait faire à un jeu de hasard seraient par essence des actes de prodigalité, c'est bien là la dilapidation folle, improductive, uniquement destinée à satisfaire une passion personnelle. Or, surtout quand les achats et les ventes sont fictifs, quand les opérations sont uniquement une spéculation sur les variations des cours et se résolvent par le paiement d'une différence, les opérations de bourse se rapprochent beaucoup du jeu de hasard et il semble qu'elles pourraient comme lui être une cause de dation de conseil.

Le tribunal de la Seine l'avait pensé (1). « De telles opérations, dit-il, relevant plus du hasard que des combinaisons et de l'intelligence personnelles

1. Trib. de la Seine, 5 août 1896. S.98.2.49.

de celui qui les engage, constituent par leur nature même, à raison de l'aléa énorme qu'elles comportent, des ruines qu'elles peuvent entraîner et enfin de la juste réprobation qui s'y attache, de véritables actes de prodigalité au sens de l'article 513 ». Mais ce jugement a été réformé en appel et en principe la jurisprudence décide que les opérations de bourse, quelque désastreuses soient-elles, ne justifient pas la nomination d'un conseil. L'arrêt de la Cour de Paris infirmant le jugement précité pose absolument une solution de principe (1). « La passion du jeu proprement dite peut, comme toutes les autres passions, motiver la dation d'un conseil judiciaire, lorsqu'elle entraîne celui qui en est possédé à des pertes toujours inévitables. Mais on ne saurait confondre avec cette passion toujours aveugle et confiant tout au hasard, la spéculation sur les valeurs de bourse ou autres, qui exige toujours les combinaisons les plus sérieuses de l'intelligence éclairée par les données, sinon infaillibles, au moins toujours réfléchies de l'expérience... La distinction entre les jeux de hasard et les spéculations de bourse est indiscutable est vraie. » Incidemment l'arrêt s'appuyait sur ce que l'appelant n'avait dissipé que la fortune qu'il avait acquise personnellement sans avoir entamé son avoir patrimonial; c'était une curieuse résur-

1. Paris, 25 mars 1897 précité.

rection de la notion romaine primitive de la prodigalité, *bona paterna avilisque nequitia disperdere*. Mais il se basait avant tout sur la nature des dépenses. Le tribunal de Lyon dit de même : « Quelque dommageables pour ses intérêts qu'aient été les spéculations de B..., elles ne sauraient être assimilées à ces dépenses désordonnées et à ces profusions folles qui caractérisent la prodigalité. » (2).

Toutefois la jurisprudence a apporté à son principe un tempérament qui supprime largement tout ce qu'il aurait pu avoir d'excessif en faisant une distinction entre celui qui se livre à des spéculations avec réflexion et intelligence et celui qui s'y engage à la légère sans préparation aucune.

Voici en effet ce que décide un jugement du tribunal de la Seine du 24 mai 1901 (1) : « Si en principe des spéculations malheureuses ne peuvent être considérées comme des actes de prodigalité dans le sens de l'article 513 du Code civil, il en est autrement quand, comme dans le cas présent, les moyens employés pour les réaliser dénotent un esprit faible, irréfléchi, qui se laisse entraîner avec la plus grande légèreté dans des opérations téméraires auxquelles ne l'ont préparé ni son éducation, ni des études

2. Trib. de Lyon, 24 juin 1882 précité.

1. Trib. de la Seine, 24 mai 1901. *Pand. franç. pér.*, 1903, 2192.

spéciales. » Nous croyons qu'il y a là une distinction très juste, très rationnelle et très utile. En appliquant ce correctif on pourrait donner un conseil judiciaire à bien des gens qui se ruinent à la bourse, car souvent loin d'être compétents en matière financière, ce sont des profanes attirés par la réclame d'un journal ou les promesses d'un banquier sans scrupule. Ces gens qui ne connaissent rien des affaires dans lesquelles ils s'engagent commettent bien, à vrai dire, de vaines dilapidations.

La jurisprudence a été encore plus loin. Elle a décidé que même des entreprises industrielles ou commerciales, destinées dans l'esprit de leur auteur à donner des bénéfices considérables et à être utiles au pays, pouvaient constituer des actes de prodigalité, lorsqu'elles étaient engagées par des personnes incompetentes et condamnées d'avance à un échec certain. Le procès du marquis de Morès est à ce point de vue extrêmement intéressant à consulter (1). La notoriété des parties en cause en fait avec l'affaire Lebaudy un des procès de prodigalité les plus célèbres de la fin du xix^e siècle ; mais de plus les faits soumis aux juges sont très curieux et la solution admise mérite d'être étudiée de près. Le marquis de Morès fut un extraordinaire aventurier ; ses for-

1. Trib. de la Seine, 25 juillet 1893. *Le Droit*, 10 et 26 juillet 1893.

midables spéculations, ses entreprises dans les pays les plus divers, ses tentatives politiques forment le plus curieux des romans. Toutes ses aventures lui coûtèrent des sommes considérables et il engloutit plusieurs fortunes en cherchant à réaliser ses rêves. Dès sa majorité il se livra à des spéculations financières effrénées ; dans une seule année en 1881 il réalisa un gain énorme de 1.800.000 francs pour subir ensuite des pertes immenses. Il se maria en 1882 et se rendit ensuite aux Etats-Unis où il se lança dans une entreprise audacieuse ; il avait conçu l'idée de se livrer à l'élevage du bétail et d'établir une boucherie populaire qui aurait comme clientèle une formidable société coopérative, formée par le parti catholique ouvrier que l'on s'occupait alors d'organiser. Il engagea des capitaux considérables dans cette affaire qui se termina par un échec complet. « Cette entreprise, dit le substitut du procureur de la République dans ses observations (1), dans laquelle le marquis de Morès s'était aventuré sans avoir été préparé, sans avoir acquis aucune connaissance spéciale, ni s'être assuré le concours de personnes compétentes en vue de cette exploitation, était d'avance condamnée à un échec certain. » La ruine des divers établissements qu'il avait fondés

1. Reproduisant les termes du jugement de séparation de biens indiqué postérieurement.

le contraignit à quitter l'Amérique après une liquidation qui équivalait à un véritable désastre. Il fit ensuite un court séjour aux Indes, puis il se rendit au Tonkin. Là, il eut encore un rêve grandiose ; il voulut établir un système de voies ferrées devant assurer la communication de ce pays avec la Chine. C'était là une entreprise d'une utilité considérable pour la colonisation française et qui pouvait être rémunératrice si elle était conduite avec prudence ; mais elle présentait des difficultés considérables, insurmontables même pour un particulier n'agissant pas avec l'aide et l'appui du gouvernement. La lenteur avec laquelle l'Indo-Chine procède actuellement à l'établissement de ce chemin de fer est là pour le prouver. Or le marquis de Morès se lança dans cette nouvelle aventure comme dans la première, sans aucune étude préalable, sans appui d'aucune sorte, dans des conditions qui excluaient d'avance toute possibilité d'une réalisation quelconque. Il fit exécuter au prix de sacrifices d'argent considérables des travaux destinés à rester absolument infructueux. Ce fut un nouveau désastre à la suite duquel il dut bientôt quitter le Tonkin et revenir en France.

On put croire un moment qu'il allait chercher par des moyens plus simples et moins aventureux à reconstituer sa fortune. Mais bientôt il se lança dans la politique, fit des campagnes ruineuses qui du reste n'eurent aucun succès. Alors la mar-

quise de Morès obtint, en 1891, la séparation de biens et le duc de Vallombrosa, père du marquis, demanda la même année au tribunal de la Seine de nommer à son fils un conseil judiciaire. Retardée par de nombreux incidents l'affaire se plaida au fond en 1893. Dans ses observations le représentant du ministère public disait : « M. de Morès apparaît comme un visionnaire qui perd le sentiment des réalités. L'obstacle pécuniaire n'existe pas pour lui en présence de l'illusion qui le hante. » Le tribunal lui nomma un conseil.

Les trois faits principaux qui justifiaient cette mesure étaient donc : la boucherie populaire, les chemins de fer du Tonkin et les campagnes politiques. Sur ce dernier point la solution peut être admise comme solution de principe ; on ne saurait tolérer qu'un père de famille se ruine pour se faire élire à une fonction quelconque, si utile au pays que puisse être son succès éventuel. Mais pour les entreprises industrielles on ne saurait être aussi catégorique ; en principe elles ne constituent pas des actes de prodigalité. Il faut des circonstances exceptionnelles pour qu'on puisse leur reconnaître ce caractère.

En tout cas il faut que les dépenses aient été faites volontairement par le prétendu prodigue en personne. S'il a choisi de bonne foi un mandataire pour gérer ses intérêts et que celui-ci trompe sa confiance

et dilapide la fortune qu'on lui a confiée, c'est un malheur; il n'y a pas lieu de nommer un conseil judiciaire. La Cour de Besançon a eu l'occasion de le décider (1). Un sieur de Pez... fit nommer par le tribunal de Besançon un conseil à une dame de P... pour plusieurs motifs dont le plus sérieux était les pertes importantes que lui avait causé la gestion désastreuse d'un mandataire auquel elle avait confié le soin de ses intérêts au moment de son divorce. La Cour infirma ce jugement en ces termes : « Les faits reprochés à l'appelante ne suffisent pas pour prouver la prodigalité ; le plus grave, celui résultant de la confiance qu'elle a eu au nommé C... en lui donnant une procuration pour traiter avec son mari à la dissolution de son mariage n'est qu'une imprudence et non une preuve de prodigalité ;... elle justifie qu'à l'exception de la perte qu'elle a faite par suite de la procuration qu'elle avait donnée à C... elle possédait encore la totalité de ses capitaux. » Les dépenses causées par un fondé de pouvoir dilapidateur qui a trahi la confiance qu'on avait mise en lui ne constituent donc pas des actes de prodigalité.

Un cas très intéressant c'est celui de l'homme que l'on a appelé « l'homme à idées » « l'homme à projets » l'inventeur qui dissipe son avoir pour réaliser ses découvertes (2). L'expérience prouve que pour

1. Besançon, 9 avril 1808 S. Chr. 2.2.376.

2. Un cas un peu analogue est celui de l'apôtre, l'homme

arriver à mettre au point un projet nouveau et le transformer en une réalité pratique, il faut des recherches et des tâtonnements souvent très dispendieux. L'histoire nous montre Bernard Palissy ayant dépensé toute sa fortune et brûlant ses meubles pour chauffer son four; bien des inventeurs sont morts ruinés ayant tout sacrifié à leur découverte et n'ayant pu, de leur vivant, la faire adopter. En principe on ne peut pas dire qu'il y ait là des actes de prodigalité; ces dépenses ont un but; elles ne constituent pas le vain gaspillage que l'on exige pour nommer un conseil et cette mesure ne pourrait pas être adoptée. Pourtant il arrive un moment où l'esprit d'entreprise disparaît pour faire place à l'esprit de chimère; alors si dans l'esprit du chercheur les dépenses sont légitimes et nécessaires, en réalité elles sont vaines, superflues, destinées d'avance à être improductives. Il y aura lieu de se guider suivant les circonstances et les tribunaux agiront suivant leur appréciation.

« La libéralité, dit Duranton (1), se trouve placée entre la prodigalité et l'avarice comme toute vertu entre deux vices opposés. » Les dépenses qu'elle

qui dépense sa fortune pour la propagation d'une idée religieuse ou politique. C'est une hypothèse extrêmement délicate, qui d'ailleurs se rencontrera assez rarement. Il semble qu'on devrait avant tout s'inspirer des circonstances de la cause et notamment des charges de famille du défendeur.

1. Duranton. *Cours de droit français*, tome III, page 724.

occasionne sont nobles et utiles, et il est certain qu'elles ne seront jamais dangereuses. « Que l'on se rassure donc et que l'on ne craigne rien pour l'homme généreux et éclairé dont la charité soulage les souffrances des malheureux, dont la libéralité encourage les beaux-arts et fonde des institutions durables et utiles (1). » Une personne qui emploie sa fortune à un pareil usage agit, en effet, en vertu d'une volonté raisonnable et éclairée ; ce n'est pas par de pareilles dépenses qu'on ruine ses enfants ; la prodigalité suppose un homme aveuglé par ses passions.

La manie des procès justifie la nomination d'un conseil judiciaire. Elle est ruineuse d'autant plus que ceux qui en sont possédés cherchent le plus souvent à appuyer les mauvaises causes qu'ils soutiennent par de nombreux incidents qui grossissent démesurément les frais. Elle présente enfin ce caractère particulier que non seulement elle est désastreuse pour le plaideur et sa famille, mais aussi qu'elle est très ennuyeuse et très gênante pour ceux à qui il intente des procès. Dans l'ancien droit on en avait fait un cas d'interdiction partielle ; le juge faisait défense à ces amateurs de procédure d'entreprendre aucun

1. Demolombe, tome VIII, n° 693.

procès sans l'avis par écrit d'un avocat qui leur était nommé comme conseil (1).

Pourtant dans les premières années qui suivirent la promulgation du Code, les tribunaux hésitaient à continuer sur ce point la tradition de l'ancien droit. Le 30 août 1817 le tribunal de la Seine a eu à statuer sur une demande d'interdiction et subsidiairement de nomination de conseil judiciaire (2). A l'appui de cette demande la femme du défendeur apportait des faits très divers, mais en particulier elle l'accusait d'être processif. Dans ses observations concluant au rejet pur et simple de la demande, l'avocat du roi disait : « L'article 513 ne dispose qu'à l'égard des prodigues et on ne peut rigoureusement assimiler un homme processif à un homme prodigue qui est présumé dissipant ses biens follement, sans cause et sans but. » Et le tribunal adoptant cette idée disait en rejetant la demande : « La condamnation aux dépens est la seule peine qui puisse être infligée au plaideur téméraire. »

Cependant quand cette témérité au lieu d'être

1. Racine y a fait allusion dans *Les Plaideurs*. La comtesse de Pimbesche déclare :

« Je ne sais pas quel biais ils ont imaginé,
Ni tout ce qu'ils ont fait, mais on leur a donné
Un arrêt par lequel, moi vêtue et nourrie,
On me défend, Monsieur, de plaider de ma vie. »

(*Les Plaideurs*, acte I, scène VII.)

2. Trib. Seine, 30 août 1817. S. chr. 5. 2. 323.

accidentelle est passée à l'état de manie elle finit par devenir un danger social. La jurisprudence a compris que si la liberté individuelle était éminemment respectable et si elle ne devait être restreinte que dans les cas prévus par la loi, celle-ci, du moins, devait être interprétée largement pour ne pas rester inefficace. Aussi trouvons-nous le 25 novembre 1837 un arrêt de la Cour de Bourges confirmant un jugement du tribunal de la même ville qui avait donné un conseil judiciaire à une femme atteinte de cette manie (1). « Le grand nombre des procès suscités par la dame B..., les nombreux incidents qu'elle élève sans cesse, le refus constant qu'elle fait d'écouter les avis des avocats qu'elle a successivement chargés du soin de sa défense, l'impossibilité où elle s'est mise de profiter de l'avantage d'être protégée par un conseil instruit en voulant contraindre à plaider des moyens contraires à la loi ont suffisamment justifié la mesure adoptée par les premiers juges. » Cette jurisprudence s'est maintenue, et en 1846 on trouve un autre arrêt visant un cas encore plus intéressant au point de vue de l'intensité de l'esprit processif (2). « Il résulte des documents de la cause que depuis environ six ans la veuve M... a dis-

1. Bourges, 25 novembre 1837. *Journ. du Palais*, 1838, 2. 65.

2. Angers, 7 août 1846. *Journal du Palais*, 48. 2. 551.

sipé une grande partie d'une fortune honnête dont elle était alors propriétaire. La cause du mal qu'on signale aujourd'hui vient de la facilité avec laquelle elle intente des actions en justice à tort ou à raison... : attendu que depuis 1838 elle a eu à soutenir trente et quelques procès... que sur ce nombre énorme elle n'en a gagné que deux : que l'on doit ajouter au chiffre de ces contestations minimales en apparence celles qu'elle a intenté devant le tribunal de Beaugé et en appel devant la Cour d'Angers : qu'au nombre de celles-ci on en trouve une dans laquelle elle a succombé et qui pour un intérêt presque nul a fait mettre à sa charge une masse de dépens s'élevant à plus de 3.000 francs ; attendu qu'en présence d'un semblable désordre il est impossible de ne pas reconnaître le caractère de prodigalité dont s'occupe l'article 513... » Ainsi donc celui qui par amour de la chicane consomme son bien en procès ruineux peut être pourvu d'un conseil.

Dans tous les cas que nous avons étudiés jusqu'à présent nous avons vu des gens dépensant leur fortune pour satisfaire leurs passions ou leurs goûts personnels ou l'engageant dans des spéculations dont ils doivent être les bénéficiaires éventuels principaux. Mais que dire des personnes qui dilapident leur avoir pour aider des tiers à se livrer à des spéculations ou pour payer des dettes qu'elles n'ont pas contracté ? Souvent, par exemple, la femme

mariée mettra sa fortune à la disposition de son mari pour l'aider dans ses affaires : s'il la gaspille devra-t-on la taxer de prodigalité ? On doit résoudre la question par une distinction. Si le mari emploie la fortune de sa femme à des dépenses vaines et superflues, à de pures dilapidations pour la satisfaction de ses propres caprices ou de leurs caprices communs, il y a lieu de nommer à la femme un conseil judiciaire pour empêcher sa ruine. « On ne saurait sans accuser la sagesse de la loi en refuser la protection à la femme, lorsque, manquant aux devoirs qui lui sont imposés comme chef du ménage, le mari ne la retient pas quand elle se livre à de folles dépenses ou lorsque l'associant à ses dissipations personnelles il lui fait partager le poids de ses dettes et l'entraîne à sa ruine. Dans ce cas l'action de la famille peut d'autant moins être écartée que l'ascendant naturel du mari rend plus périlleuse la situation de la femme » (1).

Mais il en est tout autrement si la femme a mis sa fortune à la disposition de son mari simplement pour augmenter ses affaires, pour qu'il puisse se livrer à des opérations plus importantes. Son action n'est alors que très naturelle et elle remplit son rôle normal d'associée. Si malheureusement l'entreprise ne réussit pas et si la fortune de la femme est

1. Paris, 7 janvier 1856. D. 56. 2. 138.

engloutie, on ne peut pas dire qu'elle s'est comportée en prodigue. « L'article 513 n'a pas été fait en vue des obligations qui seraient contractées par la femme, soit pour ouvrir au mari des spéculations auxquelles ne suffiraient point sa fortune ou son crédit personnels, soit même pour l'aider à payer ses dettes ; quelles qu'en puissent être les conséquences, il est impossible de les assimiler à ces dépenses faites sans but utile et qui ne laissent pas de trace, à ces profusions que la loi romaine qualifie de folies et qui sont le caractère essentiel de la prodigalité » (1). Ainsi donc, c'est essentiellement l'objet des dépenses que l'on doit ici considérer ; si la femme par faiblesse ou complaisance laisse son mari gaspiller follement sa fortune, à plus forte raison si elle participe à ces dilapidations, il y a lieu de nommer un conseil ; s'il s'agit de spéculations normales et intelligentes, le résultat en fût-il désastreux, cette mesure ne saurait s'appliquer.

Quand il s'agit de personnes autres que des époux le principe reste le même ; c'est essentiellement la nature des dépenses que l'on doit considérer et l'on doit appliquer l'article 513 à ceux qui se ruinent pour aider un tiers à soutenir des spéculations insensées. C'est ce qu'a décidé la Cour de Lyon. « Un acte ne peut être considéré comme ayant par son

1. Même arrêt.

objet le caractère de prodigalité qu'autant qu'il rentre dans la catégorie des dépenses faites sans but utile et de folles profusions ; il importe peu que les dépenses ou les profusions aient été faites dans l'intérêt du prodigue lui-même ou dans l'intérêt d'autrui. Il suffit qu'elles aient été faites sans motif, d'une manière inconsidérée et pour permettre aux tiers de continuer une vie de débauche, de jeu et de spéculation » (1) et la Cour appliquait ses principes à une femme qui s'était ruinée pour aider son beau-frère à soutenir des spéculations effrénées dans des conditions désastreuses à une époque où elle savait qu'il ne jouissait plus d'aucun crédit personnel et postérieurement à la séparation de biens que la sœur de la défenderesse avait obtenue. A la même époque son beau-frère reçut également un conseil judiciaire et cela constitua en quelque sorte une condamnation pour faute principale et une condamnation pour complicité.

La Cour de Chambéry a eu à se prononcer sur une espèce bien plus délicate (2). Une jeune fille, qui venait à peine d'atteindre sa majorité et qui avait elle-même des goûts et des habitudes de dépense, incompatibles avec sa modeste situation de fortune, avait contracté de lourdes obligations pour

1. Lyon, 27 juin 1901. *La Loi*, 28 nov. 1901

2. Chambéry, 2 juillet 1884. *La Loi*, 20 août 1884.

venir en aide à son père. Or celui-ci avait été lui-même pourvu d'un conseil judiciaire pour prodigalité ; il avait contracté des dettes chez des usuriers et les fit payer par sa fille. La Cour estima que si respectables qu'aient pu être les motifs qui avaient déterminé celle-ci à faire honneur à la signature paternelle, ces engagements étaient la conséquence d'habitudes d'inconduite regrettables que la jeune fille ne pouvait pas ignorer et qui empêchaient de justifier son acte. La Cour la pourvut d'un conseil pour empêcher sa ruine complète à laquelle elle serait arrivée sous l'influence pernicieuse de son père. Cet arrêt a été critiqué, on a trouvé qu'il n'y avait pas là un acte vain, ni superflu, mais que la jeune fille avait fait preuve d'un zèle honorable. Il semble cependant que la Cour ait fait une juste application des principes ; en payant des dettes dont elle connaissait la nature et l'origine douteuses, en refusant de vivre avec sa mère pour subir entièrement l'influence néfaste de son père, la défenderesse se solidarisait avec celui-ci et devait naturellement être frappée de la même incapacité.

Ainsi donc la prodigalité qui justifie l'application de l'article 513 suppose des dépenses folles et superflues ; des sommes englouties pour satisfaire les goûts et les caprices personnels ; ce qui la caractérise par-dessus tout, c'est qu'il s'agit de dépenses destinées à rester improductives, à ne laisser aucune trace ;

c'est pour cela que la jurisprudence y a assimilé les spéculations insensées engagées dans des conditions qui ne laissent aucun espoir de réussite ; peu importe d'ailleurs que ces dilapidations soient faites dans l'intérêt du prodigue ou dans celui d'un tiers ; mais, quand une personne se ruine dans une entreprise commencée dans des conditions normales, il peut y avoir maladresse, imprudence ou mauvaise chance ; mais ce n'est pas là la prodigalité.

SECTION II

Résultat des dépenses

L'institution du conseil judiciaire a été créée pour empêcher le prodigue de dilapider sa fortune et de consommer sa ruine, ainsi que celle de sa famille. Pour qu'un tribunal se décide à appliquer cette grave mesure et à restreindre ainsi la liberté d'un citoyen, il faut que celui-ci se livre à des dépenses exagérées de telle façon que cette conduite apparaisse comme une habitude dont il pourra difficilement se défaire et fasse craindre qu'il ne puisse conserver ni son patrimoine actuel, ni les biens qui pourront désormais lui parvenir. On comprend alors que la fortune actuelle du prodigue ne soit pas seule prise en con-

sidération ; notre droit français ne restreint pas la notion de la prodigalité comme le faisait la loi des XII Tables, qui ne la frappait que lorsque les dissipations portaient sur les biens de famille recueillis *ab intestat*. Au contraire, le conseil judiciaire s'appliquera utilement à une personne possédant actuellement peu de chose, mais appelée à recueillir une fortune considérable. Pour être efficace cette mesure ne doit pas être trop tardive, ni intervenir après que le mal serait irrémédiablement accompli ; souvent des parents se décident à la requérir contre leurs enfants qui font preuve d'habitudes de gaspillage invincibles, pour être sûrs qu'ils ne dilapideront pas la succession qu'ils vont leur laisser et qu'ils ne tomberont pas dans la misère. La Cour de Turin a statué formellement en ce sens pour le cas où le prodigue possède pour toute fortune une rente viagère (1). « Quoique l'appelant n'ait à présent pour tout moyen de subsistance qu'une pension viagère, il ne s'en suit pas de là que la nomination du conseil judiciaire puisse être regardée comme une mesure sans objet ; au contraire, elle paraît même en pareille espèce nécessaire soit parce que des successions pourraient encore échoir à l'appelant, soit parce que le prodigue qui n'a qu'une simple pension viagère pourrait plaider, transiger et emprunter et faire des aliéna-

1. Turin, 20 février 1807. S. Chr. 2.2.200.

tions de son droit en tout ou en partie, et il suffit de la possibilité de ces cas pour qu'aux termes du Code il puisse y avoir nomination d'un conseil ». Pour qu'on applique l'article 513 il faut donc se trouver en présence d'un individu dont la conduite actuelle fasse craindre qu'il ne puisse pas conserver son patrimoine, soit présent, soit éventuel.

Mais pour qu'un tel résultat paraisse probable il est indispensable que les dépenses du prodigue entament son capital actuel. C'est pour cela que la jurisprudence se refuse constamment à appliquer l'article 513 quand le prétendu prodigue se borne à dépenser ses revenus. Quel que soit l'objet des dépenses, si folles, si regrettables soient-elles au point de vue moral, la loi s'en désintéresse quand elles n'atteignent point le capital. C'est bien ainsi que l'avaient compris les auteurs du Code ; si l'on se reporte à la discussion du Conseil d'Etat on voit que la destruction du capital a été considérée comme un des caractères essentiels de la prodigalité (1). Tronchet disait : « L'homme qui dépense chaque jour... au delà de sa fortune est certainement un prodigue. » Et Portalis : « L'interdiction n'est que pour celui qui par de folles dissipations anéantit son patrimoine. » La jurisprudence a toujours exigé que le capital fut entamé. En 1817 dans cette affaire Selves, que nous avons eu

1. Fenet, t. X, p. 688 et 690.

déjà plusieurs fois l'occasion de citer (1), l'avocat du roi Marchangy disait : « Il est établi que le sieur Selves n'a aliéné aucune partie de son capital et on n'a pas même prouvé qu'il absorbait dans les contestations judiciaires la totalité de son revenu, ce qui d'ailleurs serait une démonstration insuffisante, puisque l'individu qui ne dépense que son revenu, quel que soit d'ailleurs le mode de ses dépenses, n'est point un prodigue dans le sens de la loi. » Et le tribunal rejetait la demande, « attendu qu'il n'est pas allégué que les dépenses des procès intentés et soutenus par Selves aient absorbé une partie notable de ses capitaux et l'aient exposé au danger d'une ruine certaine. »

En 1894 dans la retentissante affaire Max Lebaudy, la Cour de Paris énonçait le même principe et en indiquait très clairement la raison d'être (2) : « Considérant que la mesure de protection édictée par l'article 513 laisse à celui qui en est pourvu la libre administration de sa fortune et l'entière disposition de ses revenus — d'où il résulte en principe qu'aux yeux de la loi il n'y a prodigalité pouvant motiver la dation d'un conseil judiciaire qu'autant que les dépenses reprochées à celui contre lequel cette mesure est poursuivie ont attaqué son patrimoine et sont

1. Trib. de la Seine, 30 août 1817 précité.

2. Paris, 31 janvier 1894. D. 94. 2. 233.

une menace sérieuse pour sa conservation. » Il est certain que, lorsqu'on nomme un conseil à un prodigue, c'est pour mettre un frein à ses excès et l'empêcher de les renouveler ; cette mesure manquerait donc son but dans le cas qui nous occupe puisque, même muni d'un conseil, il pourrait dépenser autant qu'avant. D'autre part, il est certain que la loi en s'occupant des prodiges a voulu uniquement les empêcher de se ruiner et de ruiner leur famille ; elle se préoccupe uniquement de sauvegarder des intérêts pécuniaires. Peu lui importe dès lors l'emploi qu'un homme peut faire de ses revenus. M. Planiol dans la note qu'il consacre à l'affaire Lebaudy dans le Dalloz constate que, dans l'intérêt de l'ordre et de la moralité, il pourrait être désirable de prolonger au moins temporairement l'état de minorité des fils de famille disposés au gaspillage, mais qu'il y aurait là une conception nouvelle de la prodigalité et que pour l'introduire, il faudrait une réforme législative. Dans l'état actuel de notre droit une personne n'est donc considérée comme prodigue que si son patrimoine est entamé par ses dilapidations.

Mais, du moins, les tribunaux ont un libre pouvoir d'appréciation pour décider si la diminution du capital est suffisante pour légitimer la nomination d'un conseil ; ils ne sont liés par aucun critérium légal. D'Argentré et Perchambault rapportent qu'au contraire la coutume de Bretagne avait posé en règle

générale que celui-là seul pouvait être déclaré prodigue qui avait gaspillé le tiers de sa fortune, *qui trientem de re sua diminuerit* ; cette diminution s'entendait non seulement des aliénations proprement dites mais aussi des obligations contractées jusqu'à concurrence de ce chiffre. Ce critérium semble d'ailleurs être resté particulier à cette province. Toullier aurait voulu le voir restaurer et généraliser : « Des juges qui n'aimeraient pas décider arbitrairement ; dit-il, pourraient encore prendre cette règle pour guide (1). » Mais c'est une simple indication qu'il donne et il reconnaît qu'en cette matière la loi laisse aux juges un pouvoir souverain d'appréciation.

SECTION III

De l'état mental du prodigue.

Le prodigue est donc celui qui gaspille son patrimoine en se livrant à des dépenses folles et superflues ; il travaille sans cesse à la destruction de sa fortune et souvent compromet sa santé. En présence de pareils excès certains auteurs n'ont voulu voir dans la prodigalité qu'une variété de la folie, un état qui inspire plus de compassion que de blâme. Dans ces

1. Toullier. *Droit civil français*, t. II, p. 479.

conditions il eût été inutile de lui consacrer une disposition spéciale et on aurait pu se contenter de l'article 499. Mais il y a là une erreur, due sans doute au scrupule qu'on a éprouvé à réduire la capacité de gens sains d'esprit. En réalité, la prodigalité ne suppose nécessairement aucune tare mentale. On peut, il est vrai, rencontrer parfois dans la pratique des cas où elle se trouve réunie à la faiblesse d'esprit chez le même individu ; elle en est alors la conséquence. Mais le plus souvent elle existe chez un homme aux facultés intellectuelles intactes. C'est alors un vice répréhensible, mais celui qui se livre à ces dépenses folles le fait parce qu'il le veut et s'il se ruine c'est que volontairement il a préféré la satisfaction de ses goûts et de ses caprices au souci de ses intérêts : « L'incapacité du prodigue, dit M. Girard, frappe un homme atteint tout au plus d'une infirmité morale, en possession de toutes ses facultés, considéré seulement comme en usant mal, c'est une création artificielle (1). » Le prodigue peut être faible de caractère, ne pas savoir résister à ses passions ; mais il conserve son intelligence et il agit en vertu de sa volonté et par là il se distingue complètement du fou dont le caractère essentiel est d'être dans un état d'inconscience et de ne plus obéir qu'à des impulsions automatiques.

1. Girard. *Droit romain*, p. 225.

On peut faire une observation remarquable pour prouver que la prodigalité n'est pas la conséquence d'un trouble cérébral. C'est qu'il y a eu de très grands hommes qui ont laissé une trace considérable dans l'histoire et qui dilapidaient leur fortune particulière. Nous avons vu que c'était pour cette cause qu'en 684 de Rome Antoine avait été exclu du Sénat par les censeurs. César fut un prodigue et l'on dit même que ses dissipations contribuèrent à assurer sa fortune politique ; criblé de dettes, il sut intéresser à sa cause ses créanciers qui ne pouvaient que profiter de son triomphe. A une époque beaucoup plus voisine de nous, Pitt, le grand homme d'État anglais, fut aussi un dissipateur. Tous ces exemples tendent à prouver que tout en gaspillant leur fortune personnelle des hommes peuvent posséder assez d'intelligence et de volonté pour diriger brillamment les affaires de leur pays et que la prodigalité n'est pas forcément l'indice du trouble ou de la disparition des facultés intellectuelles.

Les auteurs du Code avaient bien vu cette différence qui sépare l'aliéné du prodigue et elle est mise en relief dans le rapport fait au tribunat par Bertrand de Greuille sur le titre XI, dans la séance du 5 germinal an XI (1). « D'ailleurs si le prodigue excède toute proportion dans ses dépenses, on peut dire au moins

1. Fenet, t. X, p. 729.

qu'il en agit ainsi parce qu'il en a le droit et surtout la volonté bien constante ; tandis que l'insensé ne peut rien vouloir par lui-même, car la volonté suppose une pensée qui la précède et la détermine, et l'insensé n'a point de pensée. »

C'est bien ainsi que la jurisprudence considère la prodigalité. Celle-ci résulte, dit la Cour de cassation, « de dissipations désordonnées et de gaspillages qui n'ont rien d'incompatible avec l'intégrité des facultés mentales (1) ». Si l'on restreint la capacité du prodigue, ce n'est donc pas parce qu'il est incapable de se diriger faute d'une volonté libre qui lui soit propre ; il sait ce qu'il fait et il dilapide sa fortune parce qu'il le veut bien.

SECTION IV

Caractère du conseil judiciaire pour prodigalité

Nous avons ainsi dégagé la notion de prodigalité dans notre droit actuel ; il nous faut maintenant déterminer le caractère du conseil judiciaire de l'article 513. Pour cela il faut nous rappeler deux des observations que nous avons faites plus haut ; d'abord la prodigalité ne suppose aucune tare mentale ;

1. Cass., 16 mars 1887, D., 87.1.211.

puis elle ne constitue une cause de conseil judiciaire que si elle a pour résultat d'entamer le capital ; quelque répréhensible au point de vue moral que puisse être l'objet des dépenses, elles ne sont pas prises en considération si elles ne portent que sur les revenus. Dans ces conditions, le conseil judiciaire de l'article 513 prend une physionomie très nette et se distingue essentiellement de l'interdiction et du conseil judiciaire de l'article 499.

Il est impossible en effet de le considérer comme une institution de protection ; il frappe en effet une personne en possession de toutes ses facultés mentales, qui agit en vertu d'une volonté réfléchie. Le prodigue gaspille sa fortune ; sa santé est souvent compromise par ses excès ; en tout cas il marche à sa ruine et se prépare pour l'avenir une vie de misère et peut-être de honte. Mais tout cela il le sait ; toutes ces conséquences il les a sinon prévues, tout au moins entrevues. Il avait à choisir entre une vie calme et économe et un gaspillage rapide : il a choisi en vertu d'un acte de son libre-arbitre ; la loi n'a pas à le protéger contre lui-même ; le majeur sain d'esprit doit pouvoir librement disposer de son sort, de son genre de vie et de ses actions. Si d'ailleurs la puissance publique devait intervenir dans les actes de chaque personne pour les diriger au mieux des intérêts de celle-ci cette prévoyance maternelle deviendrait vite une insupportable tyrannie. Le con

seil judiciaire de l'article 513 n'est donc pas créé en vue de protéger celui auquel il s'applique contre ses propres excès ; et ce qui le prouve bien c'est qu'il tend uniquement à empêcher la disparition de sa fortune, la diminution du capital. Or souvent le genre de vie que mène le prodigue constitue un danger encore plus grand pour sa santé, pour sa vie physique que pour ses biens, or c'est là un point de vue dont la loi ne se préoccupe pas ; s'il reste dans la limite de ses revenus, le dissipateur peut ainsi se tuer sans que les tribunaux puissent intervenir ; une institution vraiment protectrice devrait bien s'appliquer dans ce cas autant que dans celui d'une ruine financière.

En réalité le conseil judiciaire de l'article 513 a un tout autre caractère et répond à des besoins tout différents. Il est bien fait pour protéger des intérêts, mais ce sont ceux de la famille du prodigue, surtout ceux de ses enfants et aussi ceux de l'Etat. Quand une personne a des enfants elle a le devoir strict de subvenir à leurs besoins et de leur laisser sa fortune. Il est inadmissible que pour satisfaire ses goûts, ses caprices ou ses passions, elle les réduise à la misère ; moralement un père de famille n'est pas libre de faire ce qu'il veut de ses biens ; il n'en est pas le seul propriétaire ; ses enfants y ont droit et il ne saurait les en priver par fantaisie. Alors même qu'elle n'aurait pas d'enfants, une personne ne doit

pas se plonger volontairement dans la misère, car la pension alimentaire qu'elle demande à sa famille devient alors une injustice et constitue un impôt sur l'économie et la bonne administration. L'Etat lui-même a intérêt à empêcher la ruine du prodigue qui tomberait à sa charge, ce qui augmenterait les dépenses d'assistance du pays ou réduirait la part des malheureux qui sont dans la misère sans leur faute. Ce sont là les seules raisons qui justifient l'existence du conseil judiciaire pour prodigalité. Certains auteurs trouvent qu'elles ne sont pas suffisantes. Nous ne discuterons pas la question et nous nous bornons à indiquer que les mesures prises contre les prodigues nous paraissent justes et équitables. Mais on ne saurait dire qu'elles sont prises dans leur intérêt et pour les protéger. Majeur et sain d'esprit le prodigue n'a pas à être protégé contre lui-même ; en réalité on ne le considère pas comme un malade mais comme un coupable dont il faut réprimer les agissements. La prodigalité n'est pas considérée comme une faiblesse naturelle, mais comme un délit d'un genre spécial qu'on frappe d'une peine appropriée à la nature de la faute. Le conseil judiciaire de l'article 513 peut être une mesure légitime, destinée à sauvegarder des intérêts supérieurs, mais c'est une mesure de répression.

TROISIÈME PARTIE

LA DISTINCTION DES DEUX INSTITUTIONS DE CONSEIL JUDICIAIRE ET SES CONSÉQUENCES

SECTION I

Etablissement de la distinction

Nous venons de déterminer dans quels cas la capacité d'un majeur peut être restreinte, quelles circonstances justifient cette exception au droit commun. Trois articles du Code, nous l'avons vu, sont consacrés à cette question ; et par de nombreux arrêts, répartis sur une durée de plus d'un siècle, la jurisprudence en a nettement fixé le domaine d'application. A ceux qu'une maladie mentale prive totalement de leur libre-arbitre et rend complètement incapables d'administrer leurs biens s'applique l'interdiction, mesure grave et radicale, créée par

l'article 489 ; ceux dont une infirmité physique ou mentale a diminué les facultés intellectuelles ou les a arrêtées dans leur développement et qui se trouvent ainsi dans un état d'infériorité réelle vis-à-vis des autres hommes et exposés de leur part à des surprises et à des abus seront, pour les actes juridiques les plus importants, assistés d'un conseil conformément à l'article 499. Enfin les prodiges qui, par de vaines et folles dépenses dilapident leur patrimoine sont soumis à la même mesure en vertu de l'article 513. Mais une question nous reste encore à examiner. Quel rapport existe-t-il entre ces diverses mesures restrictives de la capacité des majeurs ? De l'étude de leurs causes, devons-nous conclure qu'il y a un lien entre elles, ou faut-il reconnaître qu'elles constituent autant d'institutions séparées ?

L'interdiction et le conseil judiciaire créé par l'article 499, celui auquel on donne ordinairement le nom de conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit constituent certainement deux degrés d'une même institution. Le texte même du Code qui présente la nomination de ce conseil comme une solution possible d'un procès en interdiction ne laisse aucun doute à cet égard, bien qu'elle ne se produise pas toujours sous cette forme subsidiaire et qu'elle fasse souvent l'objet d'une demande principale. Ces deux mesures ont beaucoup de points communs : les causes qui en justifient l'application appartiennent au même ordre

d'idées ; elles ont le même caractère de mesures de protection ; elles correspondent à des besoins analogues. Dans les deux cas il s'agit de personnes dont les facultés intellectuelles sont affaiblies au point qu'il serait dangereux de les laisser réduites à leurs propres moyens. Suivant la gravité de l'état du malade on emploiera l'une ou l'autre des deux mesures ; si l'incapacité dont la nature l'a frappé est complète, on appliquera l'interdiction ; si elle n'est que partielle, on nommera un conseil. Le conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit n'est donc en somme que l'interdiction elle-même à un moindre degré, et de cette idée, on a tiré des conséquences qui sont absolument indiscutées. Ainsi, la demande de conseil est toujours implicitement contenue dans celle d'interdiction et, soit en première instance, soit en appel, les magistrats pourront toujours l'accorder au lieu de la mesure principale, sans qu'il soit besoin d'en faire mention dans la requête ; mais, d'ailleurs, on peut toujours demander directement la nomination d'un conseil. Si en première instance on a demandé sans succès l'interdiction, en appel on peut se restreindre et ne demander que le conseil judiciaire, il n'y a pas là une demande nouvelle ; au contraire l'inverse ne serait pas possible.

Mais quelle est à ce point de vue la situation du conseil judiciaire de l'article 513, celui qui est destiné à réprimer les excès des prodigues ? Doit-on le

considérer comme une institution à part entièrement indépendante du groupe que forment les deux autres mesures restrictives de la capacité? ou se confond-il purement et simplement avec le conseil judiciaire de l'article 499? C'est là ce que nous appelons la question de l'unité ou de la dualité du conseil judiciaire. Il est d'ailleurs absolument nécessaire de bien la poser et d'expliquer clairement ce que l'on entend par ces mots : dualité d'institutions. Il est bien évident qu'on ne veut pas dire par là que des mesures différentes sont appliquées aux faibles d'esprit et aux prodigues, ce serait aller contre l'évidence; les textes du code sont bien formels à cet égard; dans les deux cas l'effet du jugement nommant un conseil est le même et ce sont les mêmes actes qui ne pourront plus être faits sans l'assistance de ce conseil. Les articles 499 et 513 renferment, en effet, la même énumération; la personne soumise à la mesure prévue par l'un ou l'autre de ces articles ne pourra plus librement plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier ni en donner décharge, aliéner ni grever ses biens d'hypothèques. Dans les deux cas, également, c'est la même procédure que l'on emploie pour arriver au jugement; elle est la même que pour l'interdiction et se caractérise par la requête du demandeur, l'avis du conseil de famille et l'interrogatoire du défendeur

par le tribunal. Les deux institutions sont donc identiques à ce double point de vue.

C'est par leurs causes qu'elles se différencient. Si l'on admet l'unité du conseil judiciaire, c'est qu'on pense que la faiblesse d'esprit et la prodigalité ne sont que deux moyens différents pour parvenir à un même but, qu'il n'y a qu'une seule action en nomination de conseil, qui peut se soutenir indifféremment soit par l'un ou l'autre de ces deux moyens, soit par les deux à la fois.

Quand on soutient qu'il y a deux conseils judiciaires, on veut dire que les deux actions en nomination de conseil pour cause de prodigalité et pour cause de faiblesse d'esprit sont entièrement distinctes et qu'elles ne peuvent que se côtoyer sans jamais se confondre, ni même se pénétrer, bien qu'elles se développent suivant la même procédure et qu'elles aboutissent aux mêmes effets.

Pour être ainsi restreinte, la question de savoir s'il y a une institution unique ou deux institutions de conseil judiciaire n'est pas sans intérêt ; suivant que l'on adopte l'une ou l'autre hypothèse, on aboutit à des solutions diamétralement opposées dans de nombreuses questions de procédure qui peuvent se poser au cours d'une demande d'interdiction ou de nomination de conseil et que nous étudierons plus tard.

Aussi est-ce une chose tout à fait remarquable et étonnante que de constater que cette question n'est

abordée presque dans aucun ouvrage. Les auteurs étudient bien séparément les deux ordres de causes qui justifient la nomination d'un conseil, mais ils ne recherchent pas si ces causes si différentes correspondent à une institution unique ou à deux institutions distinctes. En pratique la question s'est posée beaucoup plus rarement qu'on ne pourrait le croire à première vue et elle n'a presque jamais été tranchée en principe. Pour connaître l'opinion de la jurisprudence sur ce sujet il faut donc se contenter de quelques rares solutions implicites portant justement sur les conséquences dont nous parlions un peu plus haut. Or, on voit dans certains arrêts que, alors qu'on demandait aux magistrats de prononcer l'interdiction, ceux-ci n'ont pas cru devoir accorder cette mesure, mais ils ont nommé au défendeur un conseil judiciaire pour cause de prodigalité ; d'autres fois, quand on leur demandait de nommer un semblable conseil à une personne que l'on considérait comme prodigue, les tribunaux n'ont pas cru reconnaître dans les faits qu'on leur soumettait, les dissipations désordonnées qui justifient l'application de l'article 513, mais ils ont pensé qu'ils dénotaient un affaiblissement des facultés intellectuelles et ils ont nommé un conseil judiciaire en vertu de l'article 499. De ces solutions on peut conclure que les tribunaux qui les rendaient ne considéraient pas les articles 499 et 513 comme correspondant à deux institu-

tions différentes. Pour eux il n'y a qu'un conseil judiciaire s'appliquant indistinctement aux faibles d'esprit et aux prodigues. Cette institution unique se rattache dans tous les cas à l'interdiction, puisque les magistrats à qui l'on a demandé cette dernière mesure, peuvent toujours nommer un conseil même si l'on n'a porté devant eux que des faits de prodigalité. L'article 499 serait donc en cette matière le texte fondamental, le texte de principe ; ses termes extrêmement vagues, « si les circonstances l'exigent » seraient assez larges pour atteindre les faits de prodigalité, même lorsque le dissipateur jouit de l'intégrité de ses facultés mentales. Dans cette théorie, l'article 513 n'aurait été écrit que pour trancher les doutes qui auraient pu s'élever sur la question de savoir si, dans la nouvelle législation, la prodigalité devait être réprimée. Comme elle cessait d'être une cause d'interdiction, on aurait pu croire qu'elle ne motivait pas non plus la nomination d'un conseil et hésiter à appliquer l'article 499.

En faveur de la théorie de l'unité du conseil judiciaire on pourrait apporter deux arguments qui, à première vue, paraissent sérieux. Qu'il s'agisse, en effet, de faiblesse d'esprit ou de prodigalité, dans les deux cas on emploiera, nous l'avons vu, la même procédure pour arriver à la nomination du conseil et le jugement rendu produira les mêmes effets. Cette identité de procédure, cette identité dans la

liste des actes que l'incapable ne pourra faire sans l'assistance de son conseil s'accordent mal en effet avec l'idée que le conseil judiciaire pour prodigalité constitue une institution indépendante.

Dans les deux cas la procédure est la même que pour l'interdiction. Elle débute par une requête au président du tribunal ; l'avis du conseil de famille est demandé et le tribunal procède en chambre du conseil à l'interrogatoire du défendeur. Ces formalités si étrangères au droit commun s'expliquent parfaitement en matière d'interdiction et de conseil pour faiblesse d'esprit ; l'interrogatoire du défendeur est, notamment, d'une importance capitale puisqu'il s'agit avant tout pour les magistrats de savoir s'il est ou non atteint d'une maladie mentale, si ses facultés intellectuelles sont plus ou moins diminuées. On voit beaucoup moins l'utilité de cette procédure spéciale en matière de prodigalité où le défendeur n'est atteint d'aucun trouble mental. Il s'agit uniquement de se rendre compte de l'importance et de la nature de ses dépenses ; on pourrait facilement y parvenir au moyen des formes ordinaires. L'interrogatoire n'apporte aucun élément particulier d'appréciation aux juges, car le défendeur pourrait tout aussi bien présenter ses observations à l'audience personnellement ou par l'organe de son avocat. Il y a dans notre droit une action qui ressemble par beaucoup de points à la demande en

nomination de conseil pour prodigalité, c'est l'action en séparation de biens ; or, si elle s'introduit par requête et si, à cause de sa répercussion sur les tiers, elle est soumise à une publicité spéciale, elle se juge suivant la procédure ordinaire. On peut donc supposer que, si les auteurs du Code avaient voulu frapper la prodigalité par une mesure qui lui fût propre, ils l'auraient soumise à une procédure autre que celle de l'interdiction et plus appropriée à son objet particulier ; s'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils ont simplement appliqué aux prodigues une institution plus générale et visant spécialement les faibles d'esprit.

Une observation analogue et peut-être plus frappante encore peut être faite à propos des actes qui ne peuvent être accomplis sans l'assistance du conseil et qui sont les mêmes dans les deux cas. Pourtant, combien les situations sont différentes ! D'une part, nous voyons un malheureux que le développement incomplet de ses facultés intellectuelles rend incapable de juger aussi sainement et de décider d'une façon aussi juste que les autres hommes. On veut le protéger contre des surprises et des abus éventuels qui pourront se produire pour toute espèce d'actes, mais que l'on redoute surtout pour les plus importants qui peuvent mettre son patrimoine en péril. Le prodigue, au contraire, sait ce qu'il fait, on ne craint pas de le voir victime d'une tromperie, mais

on veut l'empêcher de continuer ses dépenses exagérées. Il serait vraiment étonnant que deux institutions distinctes, s'appliquant à des individus si dissimilaires, répondant à des besoins si différents, fussent si parfaitement identiques dans leur manière de pourvoir à ces besoins.

Ces arguments sont sérieux ; il semble bien que ce soient les plus forts que l'on puisse invoquer en faveur de l'unité du conseil judiciaire ; mais ils ne sont pas absolument convaincants. Cette identité de procédure et d'effets ne prouve pas que les auteurs du Code aient réellement voulu assimiler les prodigues aux faibles d'esprits. Il faut bien reconnaître que s'ils ont voulu les en séparer et leur consacrer une mesure qui ne s'identifie pas avec celle de l'article 499, ils se sont contredits en leur interdisant les mêmes actes ; mais cela montre simplement que la question de la prodigalité a été moins étudiée que celle de la folie et de la faiblesse d'esprit, et ce fait s'explique facilement par la précipitation avec laquelle les mesures concernant les prodigues ont été introduites dans le Code.

Comme nous l'avons déjà vu, le principe de liberté individuelle absolue qui a dominé la Révolution s'opposait à ce qu'on limitât la capacité civile d'une personne uniquement parce qu'elle fait un mauvais usage de sa fortune et qu'elle la gaspille volontairement. Si aucune loi n'était venue expressément abolir

l'ancienne interdiction des prodiges, du moins elle était considérée en fait comme supprimée ; aussi aucun des projets de Code, non seulement ceux de Cambacérès ou de Jacqueminot, mais même celui de l'an VIII ne renfermaient de dispositions concernant la prodigalité. Quand ce dernier projet fut communiqué aux tribunaux, plusieurs d'entre eux demandèrent sur ce point le retour aux idées anciennes et le rétablissement de l'interdiction ; les auteurs du projet ne crurent pas devoir tenir compte de ces observations. Mais, quand le titre de la majorité et de l'interdiction vint en discussion au Conseil d'Etat dans la séance du 13 brumaire an XI, on décida de frapper les prodiges, mais on rejeta l'interdiction comme une rigueur inutile et on résolut de les soumettre au contrôle d'un conseil ; le 20 brumaire, la discussion étant terminée, on renvoya le titre à la section de législation pour le modifier suivant les amendements adoptés. Le 4 frimaire la nouvelle rédaction était apportée et le Conseil d'Etat l'adoptait sans discussion. Les mesures relatives aux prodiges n'ont donc pas été étudiées comme le reste du Code ; le Conseil d'Etat avait simplement décidé qu'ils seraient soumis à un conseil ; ce fut la section de législation qui dût en quelques jours fixer dans le détail les effets de cette mesure. L'article 513 fut donc rédigé très hâtivement, ce qui explique comment il n'est que la reproduction de l'article 499.

En réalité il y a dans notre droit deux institutions distinctes qui portent le même nom de conseil judiciaire et qui se côtoient sans se confondre. Et cela est absolument conforme à la nature des choses. Comme nous nous sommes efforcé de le montrer dans les deux premières parties de cette étude, la faiblesse d'esprit appartient à un ordre d'idées et de faits tout différent de la prodigalité. La restriction de capacité, pour être la même dans les deux cas, ne correspond pas aux mêmes besoins, n'est pas dictée par les mêmes raisons.

Le conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit ne constitue pas pour ainsi dire une institution indépendante; il est absorbé par l'interdiction, il se confond avec elle au point de perdre tout caractère personnel. Il n'est qu'un rouage ajouté à une institution trop rigide pour la rendre plus maniable. Le Code le présente essentiellement comme une mesure subsidiaire et si on le prenait absolument à la lettre, il semble qu'on ne pourrait pas demander directement la nomination d'un conseil et qu'il y a là uniquement une solution offerte aux juges embarrassés par une demande d'interdiction sérieuse, mais insuffisamment justifiée. En tout cas, le conseil judiciaire de l'article 499 appartient au même ordre d'idées; comme l'interdiction il a pour but de protéger des malades, d'atténuer les effets d'un dérangement cérébral, de remédier à une incapacité naturelle.

Il correspond comme elle à une nécessité absolue et incontestée et c'est la nature même des choses qui les impose.

Le conseil judiciaire pour prodigalité peut au contraire, même d'après le texte direct du Code, être demandé directement. Sa sphère d'application est constamment étrangère à celle de l'article 499. Il vise des gens sains d'esprit, mais qui se livrent à des dépenses tellement exagérées qu'elles menacent de détruire leur patrimoine : ce n'est pas une mesure de protection, mais bien une mesure de répression. Il rend certainement bien des services, mais comme il le fait en diminuant la capacité de gens en pleine possession de leurs facultés intellectuelles, sa légitimité est très contestée et de très bons esprits en réclament énergiquement la suppression.

Il est donc logique, il est presque nécessaire que dans une législation bien établie, faiblesse d'esprit et prodigalité soient l'objet de mesures distinctes et que des faits si différents ne puissent pas être réunis pour appuyer une même demande. Or, que l'on considère l'action des auteurs du Code en matière d'interdiction. Sous l'ancien droit c'était une institution disparate, sans caractère précis, tantôt mesure de protection pour les personnes qu'une maladie mentale frappait d'incapacité naturelle, tantôt mesure de répression destinée à frapper la prodigalité ou certains mariages jugés inconvenants ; les

auteurs du Code ont simplifié l'interdiction en rejetant une partie des causes qui la motivaient jusque-là ; ils lui ont donné le caractère très net de mesure de protection rigoureusement réservée aux personnes dont les facultés intellectuelles sont détruites. Apportant tous leurs soins à faire disparaître la confusion qui régnait jusque-là en cette matière, il serait vraiment étrange qu'ils l'aient faite revivre en confondant prodigues et faibles d'esprit dans une seule et même institution.

Du reste, en cette matière, il est facile de sortir du domaine de l'hypothèse pour s'appuyer sur des renseignements précis. Les procès-verbaux de la discussion au Conseil d'Etat sont fort complets et nous allons voir que les auteurs du Code n'entendaient nullement comprendre les prodigues parmi les personnes visées par l'article 499 ; plus encore que la hâte avec laquelle l'article 513 fut rédigé, ces procès-verbaux permettent d'écarter nettement les arguments que l'on pourrait produire en faveur de la thèse de l'unité du conseil.

Dans la séance du 13 brumaire an XI, le Conseil d'Etat décida de réprimer la prodigalité. Certains conseillers prétendaient qu'il était inutile pour cela de créer une mesure spéciale et même d'en faire mention. D'après eux les termes de l'article 12 du projet (celui qui allait devenir l'article 499) étaient assez larges pour comprendre même les faits de

prodigalité. Cette opinion fut vigoureusement combattue par plusieurs orateurs éminents qui réussirent à convaincre le Conseil d'Etat (1). Leurs observations montrent trop bien les idées qui ont dominé la confection du Code en cette matière pour qu'on n'en cite pas les passages les plus remarquables. Regnaud (de Saint-Jean d'Angély) combattit le premier l'assimilation du prodigue et du faible d'esprit. « Quant à l'article 12, dit-il, il n'est point applicable au prodigue ; on pourrait sans doute l'invoquer contre l'homme qui dissiperait ses biens par des actes d'une nature telle qu'ils caractériseraient l'aliénation d'esprit ; mais celui qui les dissipera au jeu, par exemple, sera cependant dans son bon sens et les tribunaux ne pourraient sans outrager évidemment la vérité le déclarer en démente. »

Voici l'opinion de Portalis, un des rédacteurs du projet de l'an VIII ; « Voyons maintenant si l'article 12 peut suppléer l'interdiction pour prodigalité ; il est difficile d'en être persuadé. La prodigalité poussée à un certain degré dégénère, il est vrai, en démente, mais, comme elle n'en a pas le nom, le juge ne lui appliquera pas la disposition de cet article. »

Le consul Cambacérès, qui dirigeait ce débat, déclara enfin : « On a dit que l'article 12 donne au

1. Fenet, t. X, p. 685 et 691.

juge assez de latitude pour lier le prodigue ; c'est une erreur. Les effets de l'article 12 sont restreints par l'article 2 (489 du Code) au cas où l'interdiction a été demandée pour démence ou fureur. Les tribunaux ne se croiront donc pas autorisés à l'appliquer à l'individu contre lequel on n'apportera que des faits de prodigalité. »

Il résulte très clairement de ces observations que l'article 12 du projet, tel qu'il était rédigé, ne pouvait pas s'appliquer aux prodigues et que la mesure qu'il établissait, véritable interdiction de second ordre, uniquement destinée à compléter l'interdiction principale, ne concernait que les personnes dont les facultés intellectuelles étaient affaiblies ou incomplètement développées.

Puisque l'on était décidé à soumettre les dissipateurs à l'assistance d'un conseil on pouvait dès lors employer deux moyens. On pouvait modifier la rédaction de l'article 12 en déclarant qu'il était applicable, non seulement dans les cas où une demande d'interdiction eût été possible, mais même en cas de prodigalité ; ce système consacrait l'unité du conseil judiciaire. On pouvait au contraire les viser par une disposition indépendante.

On a fait plus ; on leur a consacré un chapitre spécial et la rédaction définitive du Code est tout à fait caractéristique par la façon très nette dont elle isole la prodigalité des troubles cérébraux. Si l'on

considère en effet le titre XI du livre I^{er} du Code civil, la façon dont il est intitulé et divisé prouve immédiatement que le conseil judiciaire pour prodigalité est une institution indépendante. Son titre est : « De la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire » et il se divise en trois chapitres correspondant à ces trois expressions. Le chapitre I^{er} « De la majorité » se compose d'un article unique fixant l'âge à partir duquel on jouit normalement de la pleine capacité. Le reste du titre est consacré aux restrictions apportées à cette capacité ; il comporte deux chapitres : l'interdiction et le conseil judiciaire. Si l'article 513 était fait uniquement pour éclairer un point obscur de l'article 499, pour affirmer que cette dernière disposition s'applique aux prodigues, il serait naturel, logique, nécessaire même, qu'il fut compris avec lui dans le chapitre du conseil judiciaire et, comme il ferait alors, comme lui, partie intégrante des dispositions relatives à l'interdiction, il serait bien inutile de créer pour eux un chapitre spécial ; le titre XI devrait se composer seulement de deux chapitres : I. « Majorité » ; II. « Interdiction ».

Mais ce n'est pas ainsi que l'on a procédé dans la rédaction définitive du Code. Si nous considérons le chapitre III consacré au conseil judiciaire, nous voyons que, sauf une indication de procédure commune avec l'interdiction, il est réservé exclusivement à la prodigalité. L'article 499 au contraire se trouve

perdu au milieu des décisions relatives à l'interdiction. Cette simple disposition matérielle du Code est peut-être l'argument le plus visible et le plus solide pour combattre l'idée de l'unité du conseil judiciaire. Elle prouve que le conseil pour prodigalité a seul été considéré comme une mesure indépendante ; celui qu'on nomme en vertu de l'article 499 se confond avec l'interdiction et ne peut en être séparé. Portalis, Cambacérès, Regnaud (de Saint-Jean d'Angély) dans leurs déclarations rapportées plus haut affirmaient que, si l'on ne modifiait pas l'article 499, il ne pouvait pas s'appliquer aux prodigues : on ne l'a pas modifié. On a créé pour les prodigues un chapitre spécial ; ce n'aurait vraiment pas été la peine, si les articles qu'on y a insérés n'étaient qu'une simple interprétation d'une disposition antérieure.

Comme nous l'avons déjà dit, sur le sujet spécial que nous traitons ici les décisions judiciaires sont extrêmement rares (1).

Parmi celles que nous avons pu trouver quelques-unes semblent par leur solution admettre implicitement l'idée de l'unité du conseil judiciaire. Une seule aborde nettement la question, c'est un arrêt de la Cour de cassation du 16 mars 1887. Nous aurons

1. Voir Rouen, 18 janvier 1865. S. 65.2.350. — Cass. 16 mars 1887. S. 88.1.69. — Paris, 7 juillet 1904. *Recueil de la Gazette des tribunaux*, 1904, 2^e partie, 2 227.

bientôt l'occasion de l'étudier en détail, qu'il nous suffise seulement de constater que sa solution est absolument conforme aux idées que nous soutenons.

Cet arrêt a conduit quelques-uns des auteurs les plus récents à examiner la question. Il est indiqué et approuvé dans la dernière édition du *Cours de droit civil* de MM. Aubry et Rau (1).

Mais c'est seulement M. Huc qui a vraiment abordé le sujet ; il l'a malheureusement fait d'une façon beaucoup trop sommaire et n'a indiqué qu'une seule des conséquences de l'indépendance complète des deux demandes pour prodigalité et pour faiblesse d'esprit ; mais ces quelques lignes sont très nettes et ne laissent aucun doute sur la solution qu'il a adoptée. « Il n'est pas possible, dit-il, de confondre l'action en nomination de conseil judiciaire pour prodigalité avec l'action en nomination d'un tel conseil pour cause de faiblesse d'esprit. L'une des deux actions ne comprend pas l'autre et le juge saisi d'une demande en nomination de conseil judiciaire pour cause de prodigalité ne pourrait pas nommer un tel conseil à la partie défenderesse pour cause de faiblesse d'esprit. » (2).

1. Aubry et Rau. *Cours de droit civil français*, 5^e éd., t. I, p. 863, note 4 *ter*.

2. Huc. *Commentaire du Code civil*, t. III, n° 513, p. 498.

A vrai dire, M. Huc, les autres auteurs qui ont touché cette question, les arrêts qui l'ont tranchée, ne déclarent pas qu'il y a deux institutions distinctes portant le nom de conseil judiciaire ; mais ils admettent que les deux actions en nomination de conseil sont entièrement indépendantes l'une de l'autre et qu'elles ne peuvent jamais se confondre. C'est tout ce que nous avons voulu prétendre quand nous avons parlé de dualité d'institutions. Dire que leur opinion n'est pas conforme à celle que nous avons soutenue ici, ce serait vouloir faire une querelle de mots.

SECTION II

Conséquences de la distinction des deux institutions de conseil judiciaire.

Dès que l'on a admis que les deux actions en nomination de conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit et pour prodigalité sont entièrement distinctes, on conçoit aussitôt que de ce principe doivent découler des conséquences importantes. La plupart d'entre elles ont pour résultat de restreindre la liberté d'action des demandeurs de ménager aux défendeurs tous leurs moyens de résistance et de limiter exactement le pouvoir des juges. A ce point de vue elles sont très

justes et très utiles ; un procès dont l'objet est de restreindre la capacité d'une personne ressemble assez à un procès pénal ; la part laissée à l'arbitraire doit y être réduite le plus possible.

La première conséquence a été indiquée par M. Huc dans le passage que nous citons plus haut ; c'est qu'une de ces actions ne contient pas l'autre ; le juge à qui l'on demande de nommer à une personne un conseil judiciaire pour prodigalité ne peut qu'accorder ou refuser purement et simplement ce qu'on lui réclame ; s'il estime que les faits qu'on lui apporte ne sont que la preuve d'une diminution des facultés intellectuelles, il doit rejeter la demande ; il ne saurait nommer un conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit.

Cette conséquence a été formellement consacrée par un remarquable arrêt de la Cour de cassation du 16 mars 1887 (1). Cette décision est très intéressante parce qu'elle aborde directement le problème de la distinction des deux actions et qu'elle le traite avec une grande netteté. Comme nous y avons déjà plusieurs fois fait allusion et que nous aurons encore l'occasion de le citer, nous ne croyons pas inutile de le reproduire ici intégralement.

Le comte de R... avait intenté contre sa fille la comtesse d'A... de R... une instance en dation de conseil judiciaire pour prodigalité. Conformément à la loi

1. Cass., 16 mars 1887, D. 87.1.211. — S. 88.1.69.

une requête fut adressée au président du tribunal ; le conseil de famille fut appelé à délibérer sur cette demande et donna un avis affirmatif ; la défenderesse fut interrogée sur les faits de dissipation qui lui étaient reprochés ; on procéda enfin à une enquête pour recueillir les preuves offertes. Néanmoins le tribunal trouva que la prodigalité n'était pas démontrée, mais il nomma un conseil pour faiblesse d'esprit. La Cour d'Angers réforma ce jugement, elle décida qu'il n'y avait pas prodigalité et repoussa de nouveaux faits de dissipation comme non pertinents ; mais elle annula la nomination, faite par le tribunal, du conseil pour faiblesse d'esprit, n'admettant pas qu'elle fût valable, et en conséquence rejeta comme non recevable l'offre de preuve de nouveaux faits de faiblesse d'esprit. Le comte de R... se pourvut en cassation et la Cour rendit l'arrêt suivant :

« La Cour, attendu qu'aux termes des articles 499 et 513 du Code civil il y a lieu à dation de conseil judiciaire pour deux causes, pour faiblesse d'esprit et pour prodigalité ; que ces deux causes sont absolument distinctes et qu'aucun lien ne les rattache nécessairement l'une à l'autre ; que la faiblesse d'esprit dénote une altération de l'intelligence, tandis que la prodigalité résulte de dissipations désordonnées et de gaspillages qui n'ont rien d'incompatible avec l'intégrité des facultés mentales. — Attendu que la demande en dation de conseil judiciaire, lorsqu'elle est

formée par action principale doit, d'après l'article 514 du Code civil, être introduite de la même manière que la demande en interdiction ; que dès lors il faut : 1° qu'elle soit introduite par requête énonçant les faits sur lesquels elle se fonde ; 2° que le conseil de famille soit réuni pour émettre son avis ; 3° que le défendeur soit appelé à subir un interrogatoire devant le tribunal. — Attendu que ces deux dernières formalités sont substantielles, en ce sens qu'on ne peut nommer valablement un conseil judiciaire quand elles ont été omises ; que le but que le législateur s'est proposé en prescrivant ces mesures préalables protectrices de l'état et de la liberté des personnes ne serait pas atteint s'il était permis au juge, saisi d'une demande basée uniquement sur la prodigalité de nommer après l'avis du conseil de famille et l'interrogatoire se référant à la prodigalité un conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit ; que dans ce cas la nomination aurait lieu pour une cause nouvelle et par cela même sans l'accomplissement des formalités exigées. — Attendu qu'il est constant dans l'espèce que le comte de R... a requis la dation d'un conseil judiciaire à la dame d'A... sa fille, exclusivement pour prodigalité, et que c'est sur la demande ainsi précisée que l'avis du conseil de famille et l'interrogatoire de la défenderesse ont porté, que la Cour d'appel a donc à bon droit décidé qu'un conseil judiciaire ne pouvait dans cet état des faits être donné

à la dame d'A... pour faiblesse d'esprit — Attendu d'un autre côté que l'arrêt attaqué ne se borne pas à déclarer que les nouveaux faits articulés pour la première fois en appel ne peuvent se greffer sur ceux qui sont énoncés dans la requête ; qu'il les écarte en outre : ceux qui se réfèrent à la faiblesse d'esprit parce qu'ils ne sont pas recevables, les autres parce qu'ils ne sont pas pertinents et qu'ils n'établiraient pas, s'ils étaient prouvés, la prodigalité ; que son appréciation est souveraine quant à ce... »

Cet arrêt motive essentiellement sa solution sur le fait que le tribunal a en réalité nommé un conseil judiciaire sans l'accomplissement des formalités légales. Cela est certain. Dans une question aussi grave que celle de la réduction de la capacité d'un majeur, la loi attache une importance considérable à ce que le jugement soit rendu en pleine connaissance de cause et à ce qu'aucun élément d'information ne soit négligé ; c'est pour cela qu'elle a créé une procédure originale et dont les formalités sont naturellement substantielles. Le demandeur est obligé d'indiquer dans sa requête les faits sur lesquels il se base ; en l'espèce c'étaient des faits de dissipation et il réclamait la nomination d'un conseil pour cause de prodigalité en vertu de l'article 513. Le conseil de famille appelé à se prononcer sur l'état de la défenderesse n'a eu à se préoccuper que de ce seul point de vue, qu'à se demander si on pouvait

la considérer comme prodigue. Si on lui avait demandé d'exprimer son avis sur l'état mental de la comtesse, rien ne prouve qu'il se serait prononcé de la même façon et qu'il l'aurait déclarée faible d'esprit ; on ne peut pas dire que, puisqu'il était d'avis de donner un conseil à la défenderesse, peu lui importait la cause qui justifierait cette nomination. Il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas que des intérêts pécuniaires en cause ; il y a aussi des intérêts moraux ; l'aveu public, rendu officiel par le jugement, de l'existence d'une tare mentale peut être désastreux, non seulement pour la personne en cause, mais aussi pour ses proches, surtout pour ses enfants. Il y a là souvent des questions délicates et il peut être très utile de connaître ici l'avis du conseil de famille. Or si on ne l'a demandé qu'au sujet de la prodigalité et si la dation de conseil est basée sur la faiblesse d'esprit, en réalité le conseil de famille n'a pas été consulté, la formalité prescrite par la loi n'a pas été remplie.

De toutes les mesures prévues par le Code pour permettre aux juges d'avoir une connaissance aussi parfaite que possible de l'état de la personne en cause, celle qui apparaît comme la plus importante, c'est, sans aucun doute, l'interrogatoire du défendeur. Nous avons déjà dit que c'était surtout en matière d'interdiction et de conseil pour faiblesse d'esprit qu'il avait une utilité incontestable ; il permet aux magis-

trats d'avoir une connaissance personnelle du défendeur et de se rendre compte par eux-mêmes de son état mental. En matière de prodigalité, il apparaît comme moins nécessaire ; mais, puisque même dans ce cas, la loi l'y établit, il constitue, aussi bien qu'en matière d'interdiction, la base même de la défense de la personne à qui on veut donner un conseil. Or, si la demande se base uniquement sur une imputation de prodigalité, le défendeur, en présence des magistrats, cherchera seulement à démontrer que ses dépenses étaient utiles et profitables ou qu'elles n'étaient pas exagérées par rapport à sa fortune ; s'il n'est pas averti qu'on les examine aussi pour savoir si elles ne dénotent pas chez lui un trouble cérébral, il ne se défendra pas à ce point de vue et les juges en lui nommant un conseil pour faiblesse d'esprit le feront sans avoir vraiment procédé à son interrogatoire. Il n'aura pas eu le moyen de se défendre, le vœu de la loi n'aura pas été rempli.

Un tribunal qui nomme ainsi un conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit, quand on le lui a demandé pour cause de prodigalité ou inversement, viole volontairement les formalités prescrites par la loi. Sa décision n'est donc pas valable ; elle devra être réformée en appel et si la Cour persiste dans cette décision ou si elle la commet directement l'arrêt devra être brisé par la Cour de cassation.

Ce sont là les seuls arguments apportés par l'arrêt

de cassation du 27 mai 1887. Mais il y a une autre cause de nullité pour le jugement. Le tribunal en nommant un conseil judiciaire pour une cause autre que celle énoncée dans la requête du demandeur lui accorde en réalité ce qu'il n'a pas réclamé, il statue absolument en dehors de la demande. On ne peut dire que ce que réclamait le demandeur c'était la nomination d'un conseil judiciaire et que la cause sur laquelle s'appuyait la décision du tribunal lui importait peu. Nous ne répéterons pas ici les arguments que nous avons donnés un peu plus haut à propos de la délibération du conseil de famille ; mais il est certain qu'au point de vue moral, il peut ne pas être indifférent au demandeur que le conseil qu'on nomme à son parent soit nommé pour cause de prodigalité ou pour cause de faiblesse d'esprit. Peu importe, d'ailleurs ; nous avons admis qu'il y a deux institutions distinctes de conseil judiciaire ; c'est l'une qui a été demandée, c'est l'autre que le tribunal a cru devoir accorder, il a donc nettement statué en dehors de la demande ; il a accordé autre chose que ce qui était réclamé ; il a commis ce qu'on appelle un *ultra petita*, et c'est pour le jugement qu'il rend une cause de nullité.

Si la demande de conseil judiciaire pour prodigalité n'est pas contenue dans celle pour faiblesse d'esprit, elle ne l'est pas non plus dans la demande d'interdiction. Cela revient à dire que l'article 499 ne

s'applique pas du tout aux prodigues et que les juges à qui l'on demande l'interdiction ne peuvent, en écartant cette mesure qu'ils trouvent trop grave, nommer un conseil au défendeur que si cette décision est motivée par l'affaiblissement de ses facultés intellectuelles. Parmi les rares arrêts qui ont été rendus en cette matière, il en est un qui adopte justement la solution contraire. Nous avons eu l'occasion de le voir de près dans la première partie de cette étude, c'est un arrêt de la Cour de Rouen du 18 janvier 1865. On demandait à cette Cour d'interdire un homme pour cause d'ivrognerie habituelle ; elle ne crut pas devoir appliquer l'interdiction ; mais jugeant que le vice de cet homme l'empêchait de gérer convenablement ses affaires et lui faisait dissiper sa fortune elle lui nomma un conseil judiciaire pour prodigalité. Une semblable solution ne nous paraît pas admissible. L'article 499 constitue une exception à la grande règle d'après laquelle le juge ne peut accorder que ce qui lui a été demandé ; il ne saurait être étendu. Or nous avons vu qu'il s'applique uniquement aux faibles d'esprit ; sa place au milieu des dispositions relatives à l'interdiction prouve qu'il appartient au même ordre d'idées qu'elle ; il est fait pour les personnes qui seraient dans le cas de l'interdiction si leur maladie était plus accentuée. Dans la discussion qui s'est élevée au Conseil d'Etat à propos des prodigues, les orateurs

ont nettement déclaré que l'article 12 du projet (499 du Code) ne pouvait pas leur être appliqué si l'on n'en changeait pas la rédaction. Or, il n'a pas été modifié, on a préféré viser la prodigalité dans une disposition indépendante. Les démonstrations de Régnaud de Saint-Jean d'Angély, de Portalis, de Cambacérès, restent donc entières ; l'article 499 ne s'applique pas aux prodigues. D'autre part, il est évident que l'on ne peut pas s'appuyer sur l'article 513 pour nommer un conseil au défendeur au lieu de l'interdire ; il ne suppose qu'une demande directe de dation de conseil. M. Iluc l'a nettement indiqué : « Il y a, dit-il, cette différence entre la nomination d'un conseil judiciaire pour cause de faiblesse d'esprit et la nomination de ce conseil pour cause de prodigalité que la première peut se produire à la suite d'une demande en interdiction ou d'une demande principale, tandis que la seconde ne peut faire l'objet que d'une demande principale ». Nous nous croyons donc autorisé à dire que le tribunal qui, sur une demande en interdiction, nomme un conseil judiciaire pour prodigalité, statue en dehors de la demande, commet ainsi un *ultra petita* et viole l'article 499 du Code civil.

En conséquence supposons une personne qui demande l'interdiction. Les faits qu'elle apporte à l'appui de sa demande ont été énumérés dans la requête, on a demandé l'avis du conseil de famille ;

le défendeur a été interrogé ; au besoin on a procédé à une enquête. Le tribunal, bien éclairé par ces divers éléments d'appréciation, reconnaît que parmi les faits qui lui sont soumis les uns sont faux ou non pertinents ; les seuls qui soient prouvés sont des faits de prodigalité commis par un homme sain d'esprit. Naturellement l'interdiction ne devra pas être prononcée, mais le tribunal ne pourra pas même nommer un conseil judiciaire ; il devra se borner à rejeter purement et simplement la demande. Celui qui l'aura formulée pourra, du reste, en faire une nouvelle basée sur les mêmes faits et réclamant la nomination d'un conseil en vertu de l'article 513. Comme nous le verrons bientôt, on ne pourra pas lui opposer l'exception de chose jugée.

Nous allons maintenant envisager une nouvelle hypothèse.

Une personne désire faire nommer à un de ses parents un conseil judiciaire pour cause de prodigalité. Les formalités préalables prescrites par la loi ont été remplies et il s'en est dégagé l'impression que les faits attribués au défendeur ne constituent pas la prodigalité réprimée par l'article 513, mais qu'ils dénotent l'affaiblissement cérébral de leur auteur.

Le demandeur suppose en conséquence que sa demande basée sur la prodigalité sera rejetée et il songe à la transformer en une demande de dation de conseil pour cause de faiblesse d'esprit : va-t-il

pouvoir le faire en modifiant simplement ses conclusions ? On sait que dans un procès les parties peuvent faire de semblables modifications jusqu'à la clôture des débats, mais à une condition : c'est que les nouvelles conclusions ne soient pas introductives d'une affaire nouvelle. Elles ne seront donc considérées comme valables que si elles sont implicitement comprises dans les premières. On peut également modifier librement les moyens que l'on invoque à l'appui de sa demande et en apporter de nouveaux. Etant données ces règles la solution n'est pas douteuse dans notre espèce. En modifiant la base de sa demande dans de nouvelles conclusions, la personne qui réclame la nomination du conseil introduirait en réalité une demande nouvelle ; nous avons déjà bien souvent répété qu'elle ne peut pas être considérée comme contenue dans la première. Nous avons admis que les deux actions en nomination de conseil sont entièrement distinctes ; il est donc impossible de traiter la modification indiquée comme un simple changement de moyens. D'ailleurs, comme dans le cas où c'est le tribunal qui change la base de la demande, cas qui ressemble beaucoup à notre hypothèse, les formalités n'ayant porté que sur la prodigalité, ne pourraient pas servir pour permettre de nommer un conseil pour cause de faiblesse d'esprit. Toute la procédure déjà faite devra être considérée comme non avenue ; le demandeur

devra adresser une nouvelle requête et les formalités légales seront recommencées dans le nouvel ordre d'idées.

Nous allons maintenant envisager une nouvelle situation : le demandeur ayant succombé en première instance fait appel. Ayant, par hypothèse, été malheureux dans sa première tentative, il sera naturellement amené à penser que, s'il la renouvelle exactement dans les mêmes conditions, il aura bien des chances d'échouer de nouveau. Il cherchera donc, soit à transformer radicalement sa demande, soit à la restreindre, soit à l'appuyer simplement avec des faits nouveaux. Nous allons examiner la possibilité de ces divers changements et en premier lieu dans quelle mesure il peut modifier sa demande.

L'article 464 du Code de procédure civile interdit en principe de former en appel aucune demande nouvelle ; toutefois, par exception, cette interdiction ne s'applique pas dans quatre cas : s'il s'agit de compensation ; si la demande nouvelle sert de défense à l'action principale ; si elle porte sur des loyers, intérêts ou autres arrérages échus depuis le jugement de première instance ; si elle porte sur des dommages-intérêts pour préjudice souffert depuis le jugement. En dehors de ces quatre exceptions rigoureusement limitées, il est interdit de former en appel une demande relative à un objet dont il n'a pas été question en première instance ou d'ajouter à la demande

primitive autre chose que les accessoires échus depuis qu'elle a été formulée. Toutefois l'appelant est libre de restreindre ses prétentions pourvu que la nouvelle demande soit exactement contenue dans l'ancienne. Il peut aussi se servir pour la première fois en appel de moyens nouveaux pour soutenir sa prétention et apporter à l'appui de celle-ci des faits et des preuves dont il n'avait pas été question devant les premiers juges. Nous avons déjà vu comment ces règles s'appliquent dans les rapports de l'interdiction avec le conseil judiciaire pour faiblesse d'esprit. Si l'interdiction a été demandée en première instance pour cause d'imbécillité, on peut en appel dire qu'elle se justifie par la démence de l'intimé ; ce n'est pas là une demande nouvelle, il n'y a qu'un simple changement de moyens et l'appelant peut appuyer sa prétention avec des faits nouveaux de démence. S'il reconnaît au contraire que sa demande primitive était exagérée, il peut se borner en appel à réclamer la nomination d'un conseil pour faiblesse d'esprit en vertu de l'article 499 ; c'est une simple restriction de la prétention primitive ; nous savons, en effet, que la demande de conseil judiciaire pour cette cause est toujours contenue dans la demande d'interdiction. Mais si, en première instance, c'est la nomination d'un conseil que l'on a réclamée sans succès, on ne saurait en appel demander l'interdiction ; comme cette mesure est beaucoup plus grave

et beaucoup plus importante, on ne peut hésiter à reconnaître qu'il y aurait là une demande nouvelle bien qu'on demeure dans le même ordre d'idées.

Nous allons maintenant faire l'application des règles de l'appel à l'action en nomination de conseil pour cause de prodigalité. Après toutes les observations que nous avons déjà faites, les solutions ne peuvent pas être douteuses. Si on a demandé sans succès la dation de conseil pour une des deux causes quelle qu'elle soit, il est impossible de baser en appel sa prétention sur l'autre ; nous avons vu plusieurs fois déjà que ce n'est pas là un simple changement de moyens, une preuve nouvelle ; les deux actions ne se confondant pas il y aurait là en réalité une demande nouvelle sur laquelle la Cour d'appel ne devrait pas statuer. Pour les mêmes raisons, si en première instance on a demandé sans succès l'interdiction, on ne peut pas en appel réclamer la nomination d'un conseil judiciaire pour cause de prodigalité ; ce ne serait pas là une simple restriction des prétentions de l'appelant, puisque l'action basée sur la prodigalité n'est pas contenue dans celle en interdiction ; ce serait bien là une demande nouvelle. Bien entendu on ne peut songer à transformer en appel une demande de dation de conseil judiciaire pour cause de prodigalité en une demande d'interdiction. Etant donnés les principes que nous avons adoptés, ces solutions sont certaines ;

en conséquence on ne pourra solliciter en appel la nomination d'un conseil judiciaire pour prodigalité que si on l'a déjà demandée sans succès en première instance.

Mais puisque les moyens nouveaux et les preuves nouvelles sont autorisés, rien n'empêche l'appelant d'appuyer sa prétention avec des faits et des arguments qui n'ont pas été soumis aux premiers juges. Toutefois, en notre matière, il faut pour cela une condition ; c'est que ces preuves nouvelles se rattachent au même ordre d'idées que la demande primitive. Si, par exemple, on a sollicité sans succès, en première instance, la nomination d'un conseil judiciaire pour prodigalité et qu'on fasse appel de cette décision, on pourra apporter devant la Cour tous les faits nouveaux que l'on pourra croire propres à prouver la dissipation du défendeur, mais on ne saurait présenter des faits se rattachant à la faiblesse d'esprit ; ceux-ci ne pourraient servir qu'à appuyer une demande basée sur cette cause ; l'action en nomination de conseil pour prodigalité étant distincte et indépendante de l'autre, de semblables faits ne peuvent pas être présentés pour la soutenir.

Nous avons vu une application de cette idée dans l'arrêt de cassation du 16 mars 1887 ; la demande primitive étant basée sur la prodigalité, la Cour d'appel avait écarté comme non recevables des

faits nouveaux se référant à la faiblesse d'esprit et la Cour de cassation approuva cette décision.

Voici enfin une dernière hypothèse. Une demande de conseil judiciaire a été formée pour cause de prodigalité, la procédure s'est déroulée normalement et la prétention du demandeur a été définitivement repoussée, le tribunal estimant que les faits produits n'étaient pas suffisants pour justifier la mesure réclamée et qu'il n'y a pas prodigalité dans le sens que la jurisprudence attache à ce mot. Le demandeur convaincu que ces faits dénotent au moins une altération des facultés mentales de la personne en cause veut renouveler sa demande en la basant cette fois sur la faiblesse d'esprit, mais en l'appuyant exactement sur les mêmes faits ; nous allons rechercher si cela lui est possible. C'est donc la question de l'application en notre matière des principes qui régissent l'autorité de la chose jugée qui se pose maintenant. L'article 1351 du Code civil nous apprend que, pour que le défendeur puisse repousser la prétention de son adversaire en lui opposant l'exception de chose jugée, il faut que la chose demandée soit la même, que la demande soit fondée sur la même cause, enfin que la demande soit entre les mêmes parties et formée par elles ou contre elles en la même qualité ; il faut donc qu'entre la demande primitivement tranchée et la nouvelle il y ait identité de cause, identité d'objet, identité de

parties. Nous n'avons pas à nous préoccuper de cette dernière condition : par hypothèse les parties sont restées les mêmes. L'objet de la demande c'est, dans un cas comme dans l'autre, la nomination d'un conseil judiciaire; nous avons déjà dit dans la première section, qu'en parlant de dualité de conseils, nous ne voulions pas dire que des mesures différentes sont appliquées aux prodigues et aux faibles d'esprit: ce serait aller contre les termes formels de la loi. Qu'on intente l'une ou l'autre des deux actions c'est toujours le même but final qu'on se propose: la réduction de la capacité du défendeur. Entre les deux demandes il y a donc identité d'objet. Reste l'identité de cause; c'est là qu'intervient la question de l'unité du conseil judiciaire.

Si l'on admet la théorie de l'unité, la cause de la demande de nomination de conseil c'est l'incapacité, au sens large du mot, du défendeur à gérer seul ses affaires. Dans l'hypothèse sur laquelle nous raisonnons, on aura beau changer la base de l'action, puisque ce seront toujours les mêmes faits qui seront produits à l'appui de la demande, l'incapacité étant toujours la même, il y aura identité de cause; le défendeur pourra opposer l'exception de chose jugée. Pour que la demande puisse être renouvelée, dans ce système, il faudrait des faits nouveaux, mais alors, l'incapacité n'étant plus la même, il serait inutile de changer la base de l'action. Dans

le système de la distinction des deux conseils judiciaires, au contraire, on reconnaît qu'il y a deux actions distinctes en nomination de conseil, ayant chacune une cause différente, si elles ont un objet identique. L'une a pour cause l'incapacité tenant à la faiblesse d'esprit, l'autre l'incapacité tenant à la prodigalité. Si donc, dans ce système, après avoir exercé sans succès une des deux actions on intente l'autre en se basant sur les mêmes faits, les moyens invoqués à l'appui de la demande sont bien restés les mêmes, mais la cause a changé. Il y a bien toujours entre les deux demandes identité de parties et identité d'objet ; il n'y a plus identité de cause : l'exception de chose jugée ne peut plus être opposée (1). Par conséquent, dans le cas qui nous occupe, une personne après avoir échoué en demandant le

1. Cette solution peut toutefois paraître douteuse, même si l'on admet la distinction des deux actions en nomination de conseil judiciaire. On peut se demander s'il n'y aurait pas lieu dans ce cas d'appliquer les mêmes principes que dans les actions en nullité ou en rescision où l'on ne peut pas demander successivement la nullité pour différents vices de forme ou pour différents vices du consentement ; il semble bien en effet qu'il serait véritablement vexatoire de demander deux fois de suite le conseil judiciaire en s'appuyant sur les mêmes faits. Toutefois, en notre matière, il ne pourrait jamais y avoir plus de deux procès successifs, ce qui exclut la crainte de voir traîner trop longtemps l'affaire, et la jurisprudence à laquelle nous faisons allusion est trop en dehors des règles normales de l'autorité de la chose jugée pour qu'on soit tenté de l'étendre.

conseil judiciaire pour cause de prodigalité, peut le demander de nouveau pour faiblesse d'esprit en se basant sur les mêmes faits. Et si cette fois elle triomphe il n'y aura pas contrariété entre les deux jugements.

OBSERVATION

Comme nous venons de le voir la question de l'unité ou de la dualité du conseil judiciaire présente une grande importance et, suivant qu'on adopte l'un ou l'autre système, on aboutit à des conséquences diamétralement opposées dans un très grand nombre de cas. Après avoir fait cette remarque on est tout d'abord très étonné, en parcourant les recueils d'arrêts, de constater que cette question ne s'est que très rarement posée en pratique ; quelques décisions à peine, presque toutes récentes, y font allusion. Mais à la réflexion on s'aperçoit rapidement qu'elle est de nature à ne se présenter que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles.

Il faut en effet que le défendeur soit à la fois prodigue et faible d'esprit et que le demandeur n'agisse que dans un seul ordre d'idées, pour que le tribunal puisse songer à statuer en se basant sur la cause qui n'a pas été invoquée ou pour que le demandeur ait une raison pour changer la base de l'action. S'il n'existait qu'une seule cause de nomination de con-

seil judiciaire, les différentes combinaisons que nous avons envisagées ne pourraient pas se produire. Or celui qui intente l'action cherche naturellement à justifier sa demande en réunissant le plus grand nombre de faits possibles, si la faiblesse d'esprit et la prodigalité coexistent chez le même individu la demande sera introduite pour les deux causes à la fois et les deux actions se dérouleront parallèlement dans chaque ordre d'idées.

Ce n'est donc que dans des cas très rares que les tribunaux pourront être appelés à trancher la question de l'unité du conseil judiciaire. Néanmoins ces cas se sont déjà présentés, ils peuvent se présenter encore, ce qui suffit à assurer à cette question, grave comme toutes celles qui touchent à la capacité des personnes, une réelle importance pratique, et d'autre part on doit reconnaître qu'en théorie elle est du plus grand intérêt.

Vu et approuvé par le Président de la thèse :

BARTIN

Vu : le Doyen,

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

*Les causes de l'interdiction et du conseil
judiciaire pour faiblesse d'esprit*

CHAPITRE I ^{er} . — <i>De l'interdiction</i>	18
<i>Section I.</i> — Nature de la maladie.	21
<i>Section II.</i> — Durée de la maladie.	46
<i>Section III.</i> — Répercussion de la maladie sur les intérêts pécuniaires de l'aliéné.	59
<i>Section IV.</i> — Pouvoir des tribunaux en matière d'interdiction.	66
<i>Section V.</i> — Caractère de l'interdiction.	71
CHAPITRE II. — <i>Du conseil judiciaire pour faiblesse d'es-</i> <i>prit</i>	76

DEUXIÈME PARTIE

La notion de prodigalité

<i>Section I.</i> — Objet des dépenses.....	104
<i>Section II.</i> — Résultat des dépenses.....	130
<i>Section III.</i> — De l'état mental du prodigue.....	135
<i>Section IV.</i> — Caractère du conseil judiciaire pour prodigalité	138

TROISIÈME PARTIE

La distinction des deux institutions de conseil judiciaire et ses conséquences

<i>Section I.</i> — Etablissement de la distinction.....	143
<i>Section II.</i> — Conséquences de la distinction des deux institutions de conseil judiciaire.....	162
Observation	183

